

Ministère de la Justice

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016



Renseignements généraux

Justice
Québec 

Mai 2015
Document préparé par
le Service du budget

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.1	<p>LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015 :</p> <p>A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;</p> <p>B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;</p> <p>C. LES PERSONNES RENCONTRÉES;</p> <p>D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);</p> <p>E. LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;</p> <p>F. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;</p> <p>G. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ LES DÉTAILS DE CES ENTENTES; ▪ LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR; <p>H. LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉS.</p>	1
G.2	<p>POUR CHAQUE VOYAGE FAIT EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2014-2015 :</p> <p>A. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;</p> <p>B. LES COÛTS VENTILÉS;</p> <p>C. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;</p> <p>D. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.</p>	8
G.3	<p>LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :</p> <p>A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2014-2015, ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016;</p> <p>B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;</p> <p>C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>D. LE NOM DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;</p> <p>E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>F. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;</p> <p>G. LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.</p>	10
G.4	<p>LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) :</p> <p><u>PAR LE MINISTÈRE, EN INCLUANT LE CABINET MINISTÉRIEL OU L'ORGANISME :</u></p> <p>A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2014-2015 ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.</p> <p><u>PAR UNE FIRME EXTERNE :</u></p> <p>D. LES SOMMES DÉPENSÉES 2014-2015 ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>E. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;</p> <p>F. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT, LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, CONTRAT NÉGOCIÉ, AVENANTS);</p> <p>G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES, DES VIDÉOS, ETC.;</p> <p>H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>I. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.</p>	14

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.5	<p>LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :</p> <p><u>ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :</u></p> <p>A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2014-2015 ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016;</p> <p>B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>C. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE;</p> <p><u>ORGANISÉE PAR UNE FIRME EXTERNE :</u></p> <p>D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2014-2015 ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016;</p> <p>E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;</p> <p>F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS OU/ET DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU;</p> <p>H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>I. NOMBRE TOTAL DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.</p>	18
G.6	<p>LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :</p> <p><u>ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME POUR LE PERSONNEL POLITIQUE, LES MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF OU LES DÉPUTÉS :</u></p> <p>A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2014-2015 ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016;</p> <p>B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>C. LA NATURE DE LA FORMATION;</p> <p>D. LES PERSONNES CONCERNÉES.</p>	21
G.7	<p>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) EN 2014-2015, EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :</p> <p>A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;</p> <p>B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);</p> <p>C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);</p> <p>D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;</p> <p>E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;</p> <p>F. L'ÉCHÉANCIER;</p> <p>G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.</p>	22
G.8	<p>LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;</p> <p>B. LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;</p> <p>C. LA JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU;</p> <p>D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;</p> <p>E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.</p>	82
G.9	<p>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2014-2015 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LA SOUS-MINISTRE OU LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME PUBLIC, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :</p> <p>INDIQUER SI OU NON LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME COMPILE CETTE INFORMATION ET SOUS QUEL FORMAT.</p> <p>A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;</p> <p>B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;</p> <p>C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;</p> <p>D. LE MONTANT ACCORDÉ;</p> <p>E. LES MOTIFS DE LA DEMANDE;</p> <p>F. TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.</p>	86

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.10	<p>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL EN 2014-2015, EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :</p> <p>A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;</p> <p>B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);</p> <p>C. LE COÛT;</p> <p>D. L'ÉCHÉANCIER;</p> <p>E. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, LES NOMS DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.</p>	87
G.11	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.) FOURNIR POUR 2014-2015 :</p> <p>A. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS (NOMBRE DE PERSONNES) OU OEUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ ET/OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE;</p> <p>B. LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE);</p> <p>C. LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS;</p> <p>D. LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ;</p> <p>E. UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT;</p> <p>F. LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT;</p> <p>G. LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT;</p> <p>H. SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.</p>	88
G.12	<p>POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$ INITIÉ DEPUIS L'ANNÉE FINANCIÈRE 2003-2004 AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :</p> <p>A. LE NOM DU PROJET;</p> <p>B. LA NATURE DU PROJET;</p> <p>C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);</p> <p>D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;</p> <p>E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;</p> <p>F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILLÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;</p> <p>G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;</p> <p>H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;</p> <p>I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;</p> <p>J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;</p> <p>K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU OEUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS. <p>L. INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS.</p>	89
G.13	<p>POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2014-2015 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :</p> <p>A. LA PHOTOCOPIE;</p> <p>B. LE MOBILIER DE BUREAU;</p> <p>C. L'AMEUBLEMENT;</p> <p>D. LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT;</p> <p>E. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;</p> <p>F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;</p> <p>G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;</p> <p>H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;</p> <p>I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;</p> <p>J. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :</p> <ul style="list-style-type: none"> I. A. AU QUÉBEC II. B. À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC 	93

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.14	<p>SÉPARÉMENT, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2014-2015 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :</p> <p>A. LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES, (« BLACKBERRY », IPHONE OU AUTRE TYPES DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS) UTILISÉS;</p> <p>B. LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉS (IPAD OU AUTRES);</p> <p>C. LE NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS UTILISÉS;</p> <p>D. LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;</p> <p>E. LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS;</p> <p>F. LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;</p> <p>G. LES NOMS DES FOURNISSEURS;</p> <p>H. LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES;</p> <p>I. LES ORDINATEURS PORTABLES;</p> <p>J. LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS;</p> <p>K. LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE;</p> <p>L. LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU.</p>	94
G.15	<p>CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2012-2013, 2013-2014 ET 2014-2015 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) :</p> <p>A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); <u>35 ANS ET PLUS</u>;</p> <p>B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); <u>35 ANS ET MOINS</u>;</p> <p>C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;</p> <p>D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;</p> <p>E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) – LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL;</p> <p>F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;</p> <p>G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;</p> <p>H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE;</p> <p>I. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;</p> <p>J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);</p> <p>K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;</p> <p>L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;</p> <p>M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);</p> <p>N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;</p> <p>O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;</p> <p>P. LE NOMBRE DE DÉPART VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART.</p>	96

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.16	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, ET CE, PAR DIRECTION :</p> <p>A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE EN 2013-2014 ET EN 2014-2015, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES.</p> <p>B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;</p> <p>C. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2015-2016 ET 2016-2017 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES;</p> <p>D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.</p>	153
G.17	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2015 en indiquant pour chacun d'eux :</p> <p>A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;</p> <p>B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;</p> <p>C. LA SUPERFICIE TOTAL RÉELLEMENT OCCUPÉE;</p> <p>D. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;</p> <p>E. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;</p> <p>F. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;</p> <p>G. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATION RÉALISÉ DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2011, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;</p> <p>H. LA DURÉE DU BAIL;</p> <p>I. LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;</p> <p>J. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.</p>	155
G.18	<p>POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2014-2015, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS. POUR LES RÉNOVATIONS, FOURNIR :</p> <p>A. LA OU LES DATES DES TRAVAUX;</p> <p>B. LES COÛTS;</p> <p>C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.</p>	167
G.19	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du conseil des ministres durant l'année 2014-2015, en indiquant pour chaque individu :</p> <p>A. LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART ;</p> <p>B. LE TITRE DE LA FONCTION;</p> <p>C. L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;</p> <p>D. LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;</p> <p>E. LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>F. LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION DES PRIMES OU BONIS REÇUS;</p> <p>G. LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE;</p> <p>H. LA DESCRIPTION DE TÂCHES;</p> <p>I. LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2014-2015;</p> <p>J. LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;</p> <p>K. LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013, 2013-2014 ET 2014-2015;</p> <p>L. LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;</p> <p>M. S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES : DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.</p>	168
G.20	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme en indiquant :</p> <p>A. LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;</p> <p>B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;</p> <p>C. LE MONTANT ATTRIBUÉ;</p> <p>D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.</p>	169
G.21	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <p>A. LE NOM DE LA PERSONNE;</p> <p>B. LE POSTE OCCUPÉ;</p>	173

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
	<p>C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>D. L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE;</p> <p>E. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;</p> <p>F. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.</p>	
G.22	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <p>A. LE POSTE INITIAL;</p> <p>B. LE SALAIRE;</p> <p>C. LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU;</p> <p>D. LA DATE DE MISE EN DISPONIBILITÉ;</p> <p>E. LES PRÉVISIONS 2015-2016.</p>	174
G.23	<p>Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2014-2015, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en ventilant :</p> <p>A. PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);</p> <p>B. PRÉVISIONS 2015-2016;</p> <p>C. PAR CATÉGORIE D'ÂGE.</p>	175
G.24	<p>Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :</p> <p>A. LE NOM DE LA PERSONNE;</p> <p>B. LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME;</p> <p>C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>D. L'ASSIGNATION INITIALE;</p> <p>E. L'ASSIGNATION ACTUELLE;</p> <p>F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;</p> <p>G. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.</p>	176
G.25	<p>Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement :</p> <p>A. LE COÛT DE CHACUN;</p> <p>B. LE FOURNISSEUR;</p> <p>C. LA NATURE DU SERVICE.</p> <p>VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.</p>	177
G.26	<p>LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.</p>	184
G.27	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :</p> <p>A. LE NOM DU SITE WEB;</p> <p>B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;</p> <p>C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;</p> <p>D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;</p> <p>E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFORTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);</p> <p>F. LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES (NOMBRE DE « HITS »);</p> <p>G. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;</p> <p>H. LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE.</p>	185
G.28	<p>NOMINATIONS, DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2014, DE MANDATAIRES, D'ÉMISSAIRES, DE NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D'EXPERTS, D'ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE :</p> <p>A. LA LISTE;</p> <p>B. LE NOM DE LA PERSONNE;</p> <p>C. LES MANDATS DE CHACUNE DE CES PERSONNES;</p> <p>D. LES CONTRATS OCTROYÉS POUR CHAQUE MANDAT;</p> <p>E. LE RÉSULTAT DU TRAVAIL EFFECTUÉ;</p> <p>F. LES ÉCHÉANCES PRÉVUES;</p> <p>G. LES SOMMES IMPLIQUÉES.</p>	194

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.29	POUR 2014-2015, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS.	195
G.30	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION EN 2012-2013, 2013-2014 ET 2014-2015 : A. LES COÛTS RELIÉS AU TRAITEMENT ET RÉPONSES AUX DEMANDES D'ACCÈS; B. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION; C. LE NOMBRE TOTAL DE DEMANDES REÇUES; D. LE NOMBRE DE REFUS (EN PRÉCISANT, PAR CATÉGORIE, LES RAISONS ET/OU ARTICLES DE LA LOI INVOQUÉS POUR LE REFUS); E. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS; F. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS; G. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES HORS DÉLAI.	196
G.31	LA LISTE DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIEES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2014-2015 : A. LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.); B. LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES; C. LE NOMBRE DE RENCONTRES; D. LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE.	197
G.32	LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2014-2015 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.	198
G.33	LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET DES GELS DE CRÉDITS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015 ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016.	199
G.34	TÉL QUE LE MENTIONNE LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS, L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2015-2016.	200
G.35	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2014-2015 ET LES PRÉVISIONS 2015-2016.	201
G.36	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2013-2014 ET EN 2014-2015, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016 ET 2016-2017, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	202
G.37	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.	205
G.38	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.	206
G.39	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.	207
G.40	POUR 2014-2015, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE ? POUR CHAQUE PERSONNE : A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS; B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS ET PRÉCISER LE MONTANT TOTAL DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	208

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.41	<p>POUR 2014-2015, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANT DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, AYANT ÉTÉ DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS À LA SUITE DU CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT ? POUR CHAQUE PERSONNE :</p> <p>A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;</p> <p>B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS;</p> <p>C. BONI OU PRIME RELIÉ AU DÉPLACEMENT DE LA FONCTION.</p>	209
G.42	LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉES À CES PERSONNES.	210
G.43	POUR LA PRÉPARATION DES PROJETS DE LOI, DES POLITIQUES, DES STRATÉGIES OU DES CONSULTATIONS GOUVERNEMENTALES, INDIQUER, POUR CHAQUE TYPE, SI UNE ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ A ÉTÉ REQUISE PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET AUPRÈS DES PARTENAIRES. LE CAS ÉCHÉANT, POUR CHACUN DES TYPES VISÉS, FOURNIR LA LISTE DES PARTENAIRES ENGAGÉS AINSI QUE LADITE ENTENTE.	214
G.44	COÛTS DE RECONDUCTION DES PROGRAMMES EXISTANTS : LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2015-2016. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2014-2015, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2015-2016, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.	215
G.45	LISTE DES SITUATIONS EN 2014-2015 OÙ S'EST APPLIQUÉ LE PRINCIPE DU CRAN D'ARRÊT, TEL QU'IL EST DÉFINI DANS LE BUDGET DE DÉPENSES 2014-2015. INDIQUER LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTE MAJORATION APPORTÉE À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT.	216
G.46	NOMBRE DE FONCTIONNAIRES OU ETC AFFECTÉS À L'ÉLABORATION ET À LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN NORD POUR 2014-2015 ET PRÉVISION POUR 2015-2016.	217
G.47	VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ À L'ÉLABORATION ET À LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN NORD POUR 2014-2015 ET PRÉVISION POUR 2015-2016.	218
G.48	<p>PORTRAIT GLOBAL ET MONTANT GLOBAL DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2014-2015 QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS SUITE À UNE DÉLÉGATION DU POUVOIR DU DIRIGEANT DE L'ORGANISME D'AUTORISER UNE DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS.</p> <p>INDIQUER SI OUI OU NON LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME COMPILE CETTE INFORMATION ET SOU QUEL FORMAT. SI OUI, FOURNIR LA LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) EN INDIQUANT :</p> <p>A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;</p> <p>B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME TOUCHÉ(E);</p> <p>C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT;</p> <p>D. LE MONTANT ACCORDÉ;</p> <p>E. LE NOM DE LA PERSONNE AYANT AUTORISÉ LA DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE;</p> <p>F. LES MOTIFS DE LA DEMANDE;</p> <p>G. TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.</p>	219
G.49	<p>CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) ET CE, POUR 2012-2013, 2013-2014 ET 2014-2015 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016 :</p> <p>A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL);</p> <p>B. LES GRANDS DOSSIERS EN COURS;</p> <p>C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES;</p> <p>D. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.</p>	220
G.50	<p>A. POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2014-2015, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LA MASSE SALARIALE.</p> <p>B. POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2014-2015, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : DES INDEMNITÉS DE RETRAITE, S'IL Y A LIEU.</p>	222
G.51	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2014-2015, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE TAUX D'ABSENTÉISME.	223

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.52	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, PORTRAIT COMPLET ET BILAN DÉTAILLÉ DES ACTIONS ENTREPRISES ET DES COMPRESSIONS RÉALISÉES À LA SUITE DE L'ANNONCE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR LE 25 NOVEMBRE 2014. PLUS PRÉCISÉMENT, FOURNIR L'INFORMATION RELATIVE AUX ACTIONS DANS LE CADRE :</p> <p>A. DU PLAN DE RÉDUCTION DES EFFECTIFS POUR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISANT UNE RÉDUCTION D'AU MINIMUM 2 % DE LEUR NIVEAU D'EFFECTIFS;</p> <p>B. DU CHANTIER SUR LA RÉVISION ET L'OPTIMISATION DES STRUCTURES ET DES ORGANISMES DE L'ÉTAT;</p> <p>C. D'AUTRES ACTIONS VISANT À LIMITER CERTAINS FACTEURS POUVANT CONTRIBUER À AUGMENTER LES DÉPENSES DE RÉMUNÉRATION;</p> <p>D. DE LA SUSPENSION DES BONIS DU PERSONNEL DE DIRECTION ET D'ENCADREMENT DES MINISTÈRES, DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET DES CABINETS MINISTÉRIELS.</p> <p>FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016.</p>	224
G.53	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LE DÉTAIL DES ACTIONS RÉALISÉES OU AMORCÉES EN 2014-2015 EN VUE D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS FIXÉS DANS LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.</p>	225
G.54	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LA LISTE DE TOUS LES RAPPORTS (D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION, D'ENQUÊTE OU AUTRES), ÉTUDES, AVIS, ANALYSES, ETC., PRODUITS PAR LE MINISTÈRE OU COMMANDÉS À UN ORGANISME OU UNE FORME EXTERNE EN 2014-2015 EN INDIQUANT POUR CHACUN :</p> <p>A. LE SUJET;</p> <p>B. LA OU LES RAISONS POURQUOI IL A ÉTÉ PRODUIT OU COMMANDÉ;</p> <p>C. LES COÛTS RELIÉS À SA RÉALISATION;</p> <p>D. LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA FIRME EXTERNE, S'IL Y A LIEU.</p> <p>PRÉCISER, POUR CHACUN, S'IL DÉCOULE D'UNE DEMANDE DU MINISTRE OU DU CABINET MINISTÉRIEL.</p>	226

G.1 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015 :

- A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;
- B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;
- C. LES PERSONNES RENCONTRÉES;
- D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);
- E. LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;
- F. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;
- G. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;
 - LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;
 - LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR;
- H. INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉS.

MINISTÈRE

VOYAGE	Coût
ALAIN GINGRAS (JURISTE), PARTICIPER À UNE AUDITION À LA COUR SUPRÊME DANS LE DOSSIER TRIAL LAWYERS ASSOCIATION OF BC, OTTAWA (ONTARIO), DU 13 AU 14 AVRIL 2014.	990,45 \$
DOMINIQUE A. JOBIN, JEAN-VINCENT LACROIX ET ÉMILIE-ANNICK LANDRY-THERRIault (JURISTES), PARTICIPER À UNE AUDITION À LA COUR SUPRÊME DANS LE DOSSIER COUCHE-TARD, C. SIMON JACQUES ET AL. # 35231 ET 35226, OTTAWA (ONTARIO), DU 21 AU 24 AVRIL 2014.	4 020,23 \$
CAROLINE RENAUD ET GILLES LAPORTE (JURISTES), PARTICIPER À LA FORMATION 2013 CONSTITUTIONAL CASES CONFERENCE, TORONTO (ONTARIO), DU 10 AU 12 AVRIL 2014.	1 681,85 \$
ANNIE GAUTHIER (JURISTE), PARTICIPER EN TANT QUE REPRÉSENTANTE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC, À UNE RÉUNION CCHF-JUSTICE FAMILIALE, OTTAWA (ONTARIO), DU 14 AU 17 AVRIL 2014.	922,18 \$
FRÉDÉRIQUE SABOURIN (JURISTE), PARTICIPER AU 19E CONGRÈS GÉNÉRAL DE L'ACADÉMIE INTERNATIONALE DE DROIT COMPARÉ, VIENNE (AUTRICHE), DU 20 AU 27 JUILLET 2014.	1 954,45 \$
PIERRE MÉRETTE (JURISTE), PARTICIPER AU COMITÉ PERMANENT DES FONCTIONNAIRES CHARGÉS DES DROITS DE LA PERSONNE, OTTAWA (ONTARIO), DU 4 AU 5 JUIN 2014.	1 095,33 \$
DANA PESCARUS (JURISTE), PARTICIPER À UNE AUDITION À LA COUR SUPRÊME DANS LE DOSSIER TRIAL LAWYERS ASSOCIATION OF BC (NO 35315), OTTAWA (ONTARIO), DU 12 AU 15 AVRIL 2014.	437,58 \$
GENEVÈVE LAJOIE (AVOCATE), PARTICIPER À LA RENCONTRE BILATÉRALE MICC-CIC SUR LE PROGRAMME DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS, OTTAWA (ONTARIO), LE 11 AVRIL 2014.	122,43 \$
FRÉDÉRIQUE SABOURIN ET CHRISTIAN VEILLETTE (JURISTES), PARTICIPER À TITRE DE REPRÉSENTANT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, À LA RÉUNION ANNUELLE DE LA CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA, POUR LES SECTIONS CIVILE (F. SABOURIN) ET CRIMINELLE (C. VEILLETTE), TORONTO (ONTARIO), DU 9 AU 14 AOÛT 2014.	2 477,31 \$
MARIE-HÉLÈNE FILTEAU (ANALYSTE), PARTICIPER À TITRE DE REPRÉSENTANTE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC À UNE RÉUNION DU SOUS-COMITÉ DE LA RECHERCHE DE CCHF-JUSTICE FAMILIALE, OTTAWA (ONTARIO) DU 9 AU 11 JUIN 2014.	676,52 \$
FRÉDÉRIQUE SABOURIN (JURISTE), PARTICIPER À LA 75IEME RÉUNION DU GROUPE CONSULTATIF SUR LE DROIT INTERNATIONALE PRIVÉ, OTTAWA (ONTARIO), DU 10 AU 12 JUIN 2014. TOUTES LES DÉPENSES INHÉRENTES À CE DÉPLACEMENT SONT DÉFRAYÉES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA.	0,00 \$
NATHALIE G. DROUIN (SOUS-MINISTRE ET SOUS-PROCUREURE GÉNÉRALE), PARTICIPER À LA RÉUNION DES MINISTRES FPT RESPONSABLES DE LA JUSTICE ET DE SÉCURITÉ PUBLIQUE, DU 2 AU 4 JUIN 2014, ST-JOHN'S (TERRE-NEUVE).	1 677,17 \$
CHRISTIAN VEILLETTE (AVOCAT), PARTICIPER À LA RENCONTRE FÉDÉRALES-PROVINCIALES-TERRITORIALES DU CCHF (JUSTICE PÉNALE) ET GROUPES DE TRAVAIL, VICTORIA (COLOMBIE-BRITANNIQUE), DU 6 AU	4 488,60 \$

VOYAGE	Coût
10 AVRIL 2014. HÉLÈNE MATHIEU (AVOCATE), PARTICIPER À LA RENCONTRE FÉDÉRALES-PROVINCIALES-TERRITORIALES DU CCHF (JUSTICE PÉNALE) ET GROUPES DE TRAVAIL, VICTORIA (COLOMBIE-BRITANNIQUE), DU 5 AU 12 AVRIL 2014.	
SOPHIE LÉPINE ZARUBA ET STÉPHANE MARSOLAIS (JURISTES), PARTICIPER À UNE NÉGOCIATION TRIPARTITE ENTRE LE SECRÉTARIAT MIGMAWEI MAWIOMI (MICMACS DE QUÉBEC), LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, OTTAWA (ONTARIO), LE 7 MAI 2014.	1 162,78 \$
HÉLÈNE MATHIEU (AVOCATE), PARTICIPER À LA RÉUNION DES MINISTRES FPT RESPONSABLES DE LA JUSTICE ET DE SÉCURITÉ PUBLIQUE, DU 1 AU 4 JUIN 2014, ST-JEAN (TERRE-NEUVE). HÉLÈNE MATHIEU EST ACCOMPAGNÉE DE LA SOUS-MINISTRE, MADAME NATHALIE DROUIN.	1 761,57 \$
GAËLLE MISSIRE ET JULIEN BERNARD (JURISTES), PARTICIPER AU COMITÉ PAN-CANADIEN NCFEC (NATIONAL CIVIL FORFEITURE EXECUTIVE COMMITTEE), TORONTO (ONTARIO), DU 16 AU 17 JUILLET 2014.	739,76 \$
GILLES LAPORTE ET MARIE-CATHERINE BOLDUC (JURISTES), PARTICIPER À LA RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE SUR LA CHARTE, ST-JEAN (TERRE-NEUVE), DU 19 AU 25 SEPTEMBRE 2014.	2 916,92 \$
LYNE MARTINEAU (JURISTE), PARTICIPER AU COLLOQUE DE L'INSTITUT CANADIEN D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE, OTTAWA (ONTARIO), DU 7 AU 9 SEPTEMBRE 2014.	119,12 \$
NATHALIE G. DROUIN (SOUS-MINISTRE ET SOUS-PROCTUREURE GÉNÉRALE), PARTICIPER À LA RÉUNION DES MINISTRES FPT RESPONSABLES DE LA JUSTICE ET DE SÉCURITÉ PUBLIQUE, DU 14 AU 18 OCTOBRE 2014, CALGARY (ALBERTA).	2 684,13 \$
ÉRIC DUFOUR, SUZANNE L GAUTHIER ET HUGO JEAN (JURISTES), PARTICIPER À L'AUDITION EN COUR SUPRÊME DANS LE DOSSIER PGQ C. PGC ET AL. DOSSIER NO CSC 35448, LE 8 OCTOBRE 2014, OTTAWA (ONTARIO).	1 085,73 \$
SYLVAIN LEBOEUF (JURISTE), PARTICIPER À L'AUDITION EN COUR SUPRÊME DANS LE DOSSIER LEE CARTER, DU 14 AU 15 OCTOBRE 2014, OTTAWA (ONTARIO).	855,96 \$
JULIE DASSYLVA ET GILLES LAPORTE (JURISTES), PARTICIPER À L'AUDITION EN COUR SUPRÊME DU DOSSIER NUR/CHARLES, DU 6 AU 8 NOVEMBRE 2014, OTTAWA (ONTARIO).	852,11 \$
ANNIE GAUTHIER (JURISTE), PARTICIPER EN TANT QUE REPRÉSENTANTE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC, À UNE RÉUNION CCHF-JUSTICE FAMILIALE, REGINA (SASKATCHEWAN), DU 20 AU 23 OCTOBRE 2014.	766,75 \$
FRÉDÉRIQUE SABOURIN (JURISTE), PARTICIPER À LA 29IEME SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL III DE LA CNUDCI SUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS EN LIGNE, VIENNE (AUTRICHE), DU 18 AU 25 OCTOBRE 2014. TOUTES LES DÉPENSES INHÉRENTES À CE DÉPLACEMENT SONT DÉFRAYÉES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA.	0,00 \$
PATRICK GINGRAS, PARTICIPER À TITRE D'EXPERT AU COMITÉ CONSULTATIF ISUPPORT MIS EN PLACE PAR LA CONFÉRENCE DE LA HAYE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ (HCCH) AFIN DE DÉVELOPPER UN SYSTÈME DE GESTION DES DOSSIERS ET DE COMMUNICATION SÉCURISÉS (ISUPPORT), LA HAYE (PAYS-BAS), DU 2 AU 8 DÉCEMBRE 2014. TOUS LES FRAIS AFFÉRENTS AU DÉPLACEMENT SONT ASSUMÉS PAR LA CONFÉRENCE DE LA HAYE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ (HCCH).	0,00 \$
NATHALIE G. DROUIN (SOUS-MINISTRE ET SOUS-PROCTUREURE GÉNÉRALE), PARTICIPER À LA RÉUNION DU COMITÉ DIRECTEUR SUR L'EFFICACITÉ ET L'ACCÈS EN MATIÈRE DE JUSTICE, TORONTO (ONTARIO), LE 25 FÉVRIER 2015.	311,13 \$
NATHALIE G. DROUIN (SOUS-MINISTRE ET SOUS-PROCTUREURE GÉNÉRALE) DONNE UNE ALLOCUTION À LA COUR SUPRÊME DU CANADA POUR L'ASSERMENTATION DE LA JUGE SUZANNE CÔTÉ, TORONTO (ONTARIO), 25 FÉVRIER 2015.	230,73 \$

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

VOYAGE	Coût
OTTAWA, ONTARIO, CANADA, 6 ET 7 MAI 2014. MADAME MARCELLE GENDREAU, RESPONSABLE DE L'ANALYSE DIFFÉRENCIÉE SELON LES SEXES (ADS). PARTICIPATION À UNE RÉUNION FÉDÉRALE, PROVINCIALE ET TERRITORIALE (FPT) DES SPÉCIALISTES DE L'ANALYSE DIFFÉRENCIÉE SELON LES SEXES (ADS).	677,52 \$
YELLOWKNIFE, TNO, CANADA, 18 AU 20 JUIN 2014. MADAME CHRISTIANE LUSSIER, RESPONSABLE DES DOSSIERS INTERNATIONAUX ET INTERGOUVERNEMENTAUX. PARTICIPATION À LA 32E RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES RESPONSABLES DE LA CONDITION FÉMININE.	1 549,28 \$
NEW-YORK, ÉTATS-UNIS, 8 AU 10 MARS 2015, MADAME CATHERINE FEREMBACH, SOUS-MINISTRE ASSOCIÉE CHARGÉE DU SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE. PARTICIPATION À LA 59E SESSION DE LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME QUI SE TIENDRA AU SIÈGE DES NATIONS UNIES	1 502,10 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

VOYAGE	Coût
CHISINAU, RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE, 9 AU 13 AVRIL 2014 ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE (OIF) : 4E SÉMINAIRE FRANCOPHONE SUR L'EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL (EPU), EN PARTENARIAT AVEC LE HAUT-COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME(HCDC) JACQUES FRÉMONT, PRÉSIDENT	2 574,00 \$
FREDERICTON, NOUVEAU-BRUNSWICK, 12 AU 14 MAI 2014 RENCONTRE AVEC LES REPRÉSENTANTS DU BUREAU DU DÉFENSEUR DES DROITS DES ENFANTS ET DE LA JEUNESSE DU NOUVEAU-BRUNSWICK POUR DIFFÉRENTS PROJETS DE COLLABORATION : PROGRAMME EN SANTÉ MENTALE POUR LES JEUNES; COURS D'ÉTÉ INTERNATIONAL SUR LES DROITS DE L'ENFANT; ÉVALUATION DE L'IMPACT DE LA LÉGISLATION SUR LE DROIT DES ENFANTS AU QUÉBEC CAMIL PICARD, VICE-PRÉSIDENT ET JULIE RANGER, AGENTE D'ÉDUCATION ET DE COOPÉRATION	1 464,00 \$
OTTAWA, ONTARIO, 10 JUIN 2014 ÉVÉNEMENT SUR LA DÉCLARATION DES NATIONS UNIES SUR LES DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES RENÉE DUPUIS, VICE-PRÉSIDENTE 11 ET 12 JUIN 2014 CONFÉRENCE ANNUELLE DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS ET CONSEIL DES DROITS DE LA PERSONNE (ACCCDP) : « L'ADAPTATION, ÇA SE TRAVAILLE! VERS UNE SOCIÉTÉ PLUS INCLUSIVE » RENÉE DUPUIS, VICE-PRÉSIDENTE ET JACQUES FRÉMONT, PRÉSIDENT	2 885,00 \$
NEW YORK, ÉTATS-UNIS, 30 JUIN ET 1ER JUILLET 2014 SÉMINAIRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE « LES COMMISSIONS RÉGIONALES DES CONSEILS NATIONAUX DES DROITS DE L'HOMME DANS LES RÉGIONS AUTONOMES : BONNES PRATIQUES ET DÉFIS » ORGANISÉ PAR LA MISSION PERMANENTE DU MAROC AUPRÈS DES NATIONS UNIES	192,00 \$

VOYAGE	Coût
RENÉE DUPUIS, VICE-PRÉSIDENTE : CONFÉRENCIÈRE LA MAJEURE PARTIE DES FRAIS ÉTAIENT ASSUMÉS PAR L'ORGANISME HÔTE	
OTTAWA, ONTARIO, 19 SEPTEMBRE 2014 RENCONTRE AU BUREAU DE LA COMMISSION CANADIENNE DES DROITS BRIGITTE LAGACÉ, DIRECTRICE PROTECTION ET DÉFENSE DES DROITS, ET VÉRONIQUE EMOND, DIRECTRICE SERVICES ADMINISTRATIFS	183,00 \$
WINNIPEG, MANITOBA, 6 AU 8 NOVEMBRE 2014 RÉUNION (MID-YEAR MEETING) DE L'EXÉCUTIF L'ACCCDP JACQUES FRÉMONT, PRÉSIDENT	1 165,00 \$
MARRAKECH, MAROC, 27 AU 30 NOVEMBRE 2014 FORUM MONDIAL DES DROITS DE L'HOMME, DEUXIÈME ÉDITION JACQUES FRÉMONT, PRÉSIDENT LES FRAIS ÉTAIENT ASSUMÉS PAR LE GOUVERNEMENT DU MAROC	0,00 \$
TORONTO, ONTARIO, 17 AU 19 NOVEMBRE 2014: FORUM DE LA COMMISSION VÉRITÉ ET RÉCONCILIATION DU CANADA (CVR) : "WHERE DO WE GO FROM HERE? THE FUTURE OF RECONCILIATION » RENÉE DUPUIS, VICE-PRÉSIDENTE LES FRAIS ÉTAIENT ASSUMÉS PAR LA COMMISSION VÉRITÉ ET RÉCONCILIATION DU CANADA	0,00 \$
TORONTO, ONTARIO, 20 AU 22 JANVIER 2015 RENCONTRE DES INTERVENANTS PROVINCIAUX DU CONSEIL CANADIEN DES DÉFENSEURS DES DROITS DES ENFANTS ET DES JEUNES (CCODDEJ) CAMIL PICARD, VICE-PRÉSIDENT	967,00 \$
OTTAWA, ONTARIO, 22 ET 23 JANVIER 2015 DÉFENSE D'UN DOSSIER DE LA COMMISSION EN COUR SUPRÊME DU CANADA ATHANASSIA BITZAKIDIS ET CHRISTIAN BAILLARGEON, CONSEILLERS JURIDIQUES, SECRÉTARIAT ET CONTENTIEUX	750,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

VOYAGE	Coût
À PARIS (FRANCE) DU 10 AU 16 MAI 2014. COMMISSION PERMANENTE DE COOPÉRATION FRANCO-QUÉBÉCOISE SUR L'ACCÈS DU DROIT ET À LA JUSTICE (2 PERSONNES) (ACTIVITÉ FINANCÉE PAR LE MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES, DE LA FRANCOPHONIE ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR)	6 638,00 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

VOYAGE	Coût
M ^E SABIN OUELLET (PROCTEUR EN CHEF), M ^{ME} ANNA JENSEN (PROFESSIONNELLE), M ^{ME} AUDREY-CLAUDE COLLIN (FONCTION PUBLIQUE) : PARTICIPER À UNE RENCONTRE DES COORDONNATEURS PROVINCIAUX POUR LE SYSTÈME NATIONAL DE REPÉRAGE, TORONTO (ONTARIO), DU 2 AU 4 AVRIL 2014. LES FRAIS ONT ÉTÉ REMBOURSÉS PAR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DU CANADA DANS LE CADRE DU PROGRAMME NATIONAL FLAGGING SYSTEM.	0,00 \$
M ^E CHLOÉ ROUSSELLE (PROCTEUR), M ^E ISABELLE BRIAND (PROCTEUR EN CHEF), M ^E MARLÈNE ARCHER (PROCTEUR) : PARTICIPER AU COMITÉ DE COORDINATION DES HAUTS FONCTIONNAIRES DU FÉDÉRAL, PROVINCIAL ET TERRITORIAL (FPT DU CCHF), VICTORIA (COLOMBIE-BRITANNIQUE), DU 6 AU 11 AVRIL 2014.	4 006,62 \$
M ^E SONIA PAQUET (PROCTEUR EN CHEF ADJOINTE) : PARTICIPER À LA CONFÉRENCE SUR LA TRAITE DE PERSONNES DONNÉE PAR LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA (GRC) ET L'ACTION COALITION ON HUMAN TRAFFICKING DE L'ALBERTA (ACT), BANFF (ALBERTA), DU 14 AU 18 AVRIL 2014.	2 483,90 \$
M ^E SABIN OUELLET (PROCTEUR EN CHEF), M ^E CAMILLE ROCHETTE (PROCTEUR), M ^E MARTINE BÉRUBÉ (PROCTEUR EN CHEF), M ^E ANNE-MARIE OTIS (PROCTEUR EN CHEF) : PARTICIPER À UNE SÉRIE DE RENCONTRES AVEC LE DISTRICT ATTORNEY'S OFFICE OF LOS ANGELES DANS LE CADRE DE L'ADAPTATION DU PROGRAMME « LEGAL ENRICHMENT AND DECISION-MAKING » (LEAD), LOS ANGELES (CALIFORNIE), DU 21 AU 25 AVRIL 2014.	10 571,38 \$
M ^E MARIO LONGPRÉ (PROCTEUR EN CHEF ADJOINT), M ^E MARTIN CHALIFOUR (PROCTEUR) : PARTICIPER AU COLLOQUE ANNUEL DES PROCTEURS, WHISTLER (COLOMBIE-BRITANNIQUE), DU 7 AU 9 MAI 2014. LES DÉPENSES ONT ÉTÉ ASSUMÉES PAR LA COURONNE DE VANCOUVER.	0,00 \$
M ^E MONA BRIÈRE (PROCTEUR) : PARTICIPER AU DOSSIER SPÉCIAL : « ENTRAIDE », FREDERICTON (NOUVEAU-BRUNSWICK), LE 13 MAI 2014. LES DÉPENSES SERONT REMBOURSÉES PAR LA COURONNE DE FREDERICTON.	491,64 \$
M ^E SABIN OUELLET (PROCTEUR EN CHEF) : PARTICIPER À LA 47 ^E RÉUNION DU COMITÉ FÉDÉRAL, PROVINCIAL ET TERRITORIAL (FPT) DES CHEFS DES POURSUITES PÉNALES, HALIFAX (NOUVELLE-ÉCOSSE), DU 13 AU 15 MAI 2014.	1 237,49 \$
M ^E SABIN OUELLET (PROCTEUR EN CHEF) : ASSISTER À LA RENCONTRE AVEC L'INSTITUT NATIONAL DES HAUTES ÉTUDES DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE (INHESJ), PARIS (FRANCE), LE 19 MAI 2014; PARTICIPER À L'ÉVÈNEMENT : « JOURNÉES DES RÉSEAUX INSTITUTIONNELS DE LA FRANCOPHONIE » ORGANISÉ PAR L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE (OIF), PARIS (FRANCE), LES 20 ET 21 MAI 2014; ASSISTER À LA RENCONTRE AVEC L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PROCTEURS ET POURSUIVANTS FRANCOPHONES (AIPPF), PARIS (FRANCE), LES 22 ET 23 MAI 2014. LE DPCP ASSUME LA PRÉSIDENTE DE L'AIPPF ET M ^E OUELLET EN EST LE DÉLÉGUÉ.	4 445,30 \$
M ^E SONIA PAQUET (PROCTEUR EN CHEF ADJOINTE) : ASSISTER À UNE FORMATION SUR L'ÉTAT DE DROIT À L'INTENTION DES FONCTIONNAIRES CHARGÉS DES AFFAIRES JUDICIAIRES DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES, ORGANISÉE PAR LE SERVICE CONSULTATIF DU DROIT PÉNAL ET DES QUESTIONS JUDICIAIRES DU BUREAU DE L'ÉTAT DE DROIT ET DES INSTITUTIONS CHARGÉES DE LA SÉCURITÉ AU DÉPARTEMENT DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX (DOMP), EN COLLABORATION AVEC LE CENTRE POUR LES OPÉRATIONS INTERNATIONALES DE MAINTIEN DE LA PAIX (ZIF) ET L'ORGANISATION GOUVERNEMENTALE ALLEMANDE, RABAT (MAROC), DU 23 MAI AU 1 ^{ER} JUIN 2014. LES DÉPENSES ONT ÉTÉ PAYÉES PAR L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (ONU), LA ZIF ET L'ASSOCIATION ADALA JUSTICE.	0,00 \$
M ^E CHLOÉ ROUSSELLE (PROCTEUR) : PARTICIPER À LA RÉUNION DES SOUS-MINISTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL, PROVINCIAL ET TERRITORIAL (FPT) RESPONSABLES DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, ST-JEAN (TERRE-NEUVE), DU 31 MAI AU 4 JUIN 2014.	1 571,75 \$
M ^E SABRINA GRAND (PROCTEUR EN CHEF ADJOINTE) : PARTICIPER À LA 24 ^E CONFÉRENCE CANADIENNE MULTIDISCIPLINAIRES EN SÉCURITÉ ROUTIÈRE, VANCOUVER (COLOMBIE-BRITANNIQUE), DU 31 MAI AU 5 JUIN 2014. M ^E GRAND ÉTAIT L'UNE DES CONFÉRENCIÈRES.	2 676,84 \$
M ^E PHILIPPE VALLIÈRE-ROLAND (PROCTEUR) : PARTICIPER À UNE FORMATION DE LA CANADIAN OUTLAW MOTORCYCLE GANG INVESTIGATIONS CONFERENCE (COMGIC), OTTAWA (ONTARIO), DU 2 AU 4 JUIN 2014.	1 234,57 \$
M ^E SABIN OUELLET (PROCTEUR EN CHEF) : ACCOMPAGNER DES POLICIERS DE LA SURETÉ DU QUÉBEC POUR UN DOSSIER TÉMOIN-COLLABORATEUR DE JUSTICE, WASHINGTON (WASHINGTON D.C.), DU 4 AU 6 JUIN 2014.	1 501,86 \$

VOYAGE	Coût
M ^E ALEXIS MARCOTTE-BÉLANGER (PROCTUREUR), M ^E AUDREY SIMARD (PROCTUREURE), M ^E EMILY K. MOREAU (PROCTUREURE), M ^E JEAN CARON (PROCTUREUR), M ^E JULIEN BEAUCHAMP-LALIBERTÉ (PROCTUREUR), M ^E KARIM AINMELK (PROCTUREUR), M ^E KARINE DESTREMPE (PROCTUREURE), M ^E MARIE-ÉVE BELLIVEAU-BRUNET (PROCTUREURE), M ^E MYRIAM CORBEIL (PROCTUREURE) ET M ^E SÉBASTIEN ÉMOND (PROCTUREUR) : PARTICIPER À DES COURS INTENSIFS DE TECHNIQUES DE PLAIDOIRIE INTITULÉE : L'ART DE PLAIDER DEVANT LES TRIBUNAUX, MONCTON (NOUVEAU-BRUNSWICK), DU 7 AU 15 JUIN 2014.	49 477,04 \$
M ^E SÉBASTIEN BERGERON-GUYARD (PROCTUREUR) : PARTICIPER À LA COMMISSION ROGATOIRE DANS LE DOSSIER DE LUCA ROCCO MAGNOTTA, PARIS (FRANCE), BERLIN (ALLEMAGNE), DU 14 JUIN AU 6 JUILLET 2014.	9 822,92 \$
M ^E LOUIS BOUTHILLIER (PROCTUREUR) : PARTICIPER À LA COMMISSION ROGATOIRE DANS LE DOSSIER DE LUCA ROCCO MAGNOTTA, PARIS (FRANCE), BERLIN (ALLEMAGNE), DU 19 JUIN AU 5 JUILLET 2014.	10 118,72 \$
M ^E SABIN OUELLET (PROCTUREUR EN CHEF) : PARTICIPER AU « BOARD MEETINGS AND CONFERENCES » DU « NATIONAL DISTRICT ATTORNEYS ASSOCIATION » (NDAA), DENVER (COLORADO), DU 18 AU 24 JUILLET 2014.	3 602,85 \$
M ^E FRÉDÉRIQUE LE COLLETTER (PROCTUREURE) ET M ^E MARIE-CHRISTINE GODBOUT (PROCTUREURE) : PARTICIPER À UNE FORMATION SUR L'ÉCOUTE ÉLECTRONIQUE À L'ÉCOLE DES POURSUIVANTS D'OTTAWA, OTTAWA (ONTARIO), DU 20 AU 25 JUILLET 2014.	1 757,78 \$
M ^E SÉBASTIEN BERGERON-GUYARD (PROCTUREUR) : PARTICIPER À LA CONFÉRENCE SUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA, TORONTO (ONTARIO) DU 10 AU 14 AOÛT 2014.	1 813,79 \$
M ^E JULIE PELLETIER (PROCTUREURE) ET M ^E RICHARD AUDET (PROCTUREUR) : PARTICIPER À UNE FORMATION EN RÉDACTION DE MÉMOIRES OFFERTE PAR LE SERVICE DES POURSUITES PÉNALES DU CANADA DANS LE CADRE DE L'ÉCOLE DES POURSUIVANTS, OTTAWA (ONTARIO), DU 19 AU 21 AOÛT 2014.	1 202,39 \$
M ^E SABIN OUELLET (PROCTUREUR EN CHEF) : PARTICIPER AU TRAITEMENT DE DOSSIERS D'ENTRAIDE INTERNATIONALE ET FORMATION À L'ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE (ENM), PARIS (FRANCE), DU 6 AU 14 SEPTEMBRE 2014.	4 441,87 \$
M ^E SABIN OUELLET (PROCTUREUR EN CHEF) : PARTICIPER AU SECOND SÉMINAIRE RÉGIONAL SUR LA CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE, DAKAR (SÉNÉGAL), DU 29 SEPTEMBRE AU 5 OCTOBRE 2014. CERTAINES DÉPENSES ONT ÉTÉ PAYÉES PAR L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE (OIF).	504,00 \$
M ^E SONIA PAQUET (PROCTUREURE EN CHEF ADJOINTE) : PARTICIPER AU SECOND SÉMINAIRE RÉGIONAL SUR LA CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE, DAKAR (SÉNÉGAL), DU 29 SEPTEMBRE AU 5 OCTOBRE 2014. LES DÉPENSES ONT ÉTÉ PAYÉES PAR L'OIF.	0,00 \$
M ^E DANIEL ROYER (PROCTUREUR) : PLAIDOIRIE À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (ONTARIO), LE 10 OCTOBRE 2014.	44,10 \$
M ^E MAGALIE CIMON (PROCTUREURE) : PLAIDOIRIE À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (ONTARIO), LE 10 OCTOBRE 2014.	346,28 \$
M ^E SABIN OUELLET (PROCTUREUR EN CHEF) ET M ^E PIERRE LAPOINTE (PROCTUREUR EN CHEF) : PARTICIPER À LA 48 ^E RÉUNION DU COMITÉ FÉDÉRAL, PROVINCIAL ET TERRITORIAL (FPT) DES CHEFS DES POURSUITES PÉNALES, CHARLOTTETOWN (ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD), DU 20 AU 23 OCTOBRE 2014.	1 191,61 \$
M ^E SABIN OUELLET (PROCTUREUR EN CHEF) : PARTICIPER À UNE RENCONTRE AVEC LES AUTORITÉS AMÉRICAINES, DANS LE CADRE D'UN DOSSIER D'ENTRAIDE INTERNATIONALE DE TRAITE DE PERSONNES, « PROJET CONFIDENCE » ET PARTICIPER À UNE RENCONTRE SUR LE DÉVELOPPEMENT DES UNITÉS INTÉGRÉES D'ENTRAIDE INTERNATIONALE, WASHINGTON (WASHINGTON D.C.), LES 23 ET 24 OCTOBRE 2014.	1 415,40 \$
M ^E GENEVIÈVE LANGLOIS (PROCTUREURE) ET M ^E CHRISTIAN JARRY (PROCTUREUR) : PLAIDOIRIE À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (ONTARIO), LES 5 ET 6 NOVEMBRE 2014.	845,16 \$
M ^E SABIN OUELLET (PROCTUREUR EN CHEF) : PARTICIPER À LA RÉUNION SEMI-ANNUELLE DU COMITÉ NATIONAL MIXTE DES HAUTS REPRÉSENTANTS OFFICIELS DE LA JUSTICE PÉNALE. PRÉSENTATION SUR LE REGISTRE DES DÉLINQUANTS À HAUT RISQUES ET SUR LES ENGAGEMENTS, OTTAWA (ONTARIO), LES 5 ET 6 NOVEMBRE 2014. LES FRAIS ONT ÉTÉ REMBOURSÉS PAR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DU CANADA DANS LE CADRE DU PROGRAMME NATIONAL FLAGGING SYSTEM.	0,00 \$
M ^E SONIA PAQUET (PROCTUREURE EN CHEF ADJOINTE) ET M ^E MARILÈNE LAVIOLETTE (PROCTUREURE) : PARTICIPER AU DOSSIER D'ENTRAIDE INTERNATIONALE « PROJET COMBATIVE », DOSSIER DE TRAITES DE PERSONNES, PARIS (FRANCE), DU 15 AU 22 NOVEMBRE 2014.	6 600,43 \$
M ^E SABIN OUELLET (PROCTUREUR EN CHEF) ET M ^E PIERRE LAPOINTE (PROCTUREUR EN CHEF ET CONSEILLER SPÉCIAL) : PARTICIPER À LA 19 ^E CONFÉRENCE ANNUELLE ET À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PROCTUREURS ET POURSUIVANTS (AIPP). RENCONTRE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'AIPP DONT M ^E OUELLET EST L'UN DES ADMINISTRATEURS, DUBAÏ (ÉMIRATS ARABES UNIS), DU 20 AU 29 NOVEMBRE 2014. LA MOITIÉ DES DÉPENSES DE M ^E LAPOINTE ONT ÉTÉ PAYÉES PAR L'AIPP.	11 075,16 \$

VOYAGE	Coût
M ^E SONIA PAQUET (PROCEUREUR EN CHEF ADJOINTE) : PARTICIPER À LA 19 ^E CONFÉRENCE ANNUELLE ET ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS (AIPP), DUBAÏ (ÉMIRATS ARABES UNIS), DU 23 AU 25 NOVEMBRE 2014. LES DÉPENSES ONT ÉTÉ PAYÉES PAR M ^E SONIA PAQUET.	0,00 \$
M ^E RICHARD AUDET (PROCEUREUR) ET M ^E DENNIS GALIATSATOS (PROCEUREUR) : PLAIDOIRIE À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (ONTARIO), LES 7 ET 8 DÉCEMBRE 2014.	432,92 \$
M ^E DENNIS GALIATSATOS (PROCEUREUR) ET M ^E CHRISTIAN JARRY (PROCEUREUR) : PLAIDOIRIE À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (ONTARIO), LES 11 ET 12 JANVIER 2015.	693,25 \$
M ^E PIERRE GOULET (PROCEUREUR EN CHEF ADJOINTE), M ^E BETTY LAURENT (PROCEUREUR EN CHEF ADJOINTE) ET M ^E FOTINI HADJIS (PROCEUREUR) : PARTICIPER À UN FORUM SUR LE CRIME ORGANISÉ, DANS LE CADRE DES MÉGAPROCÈS EN 2015, TORONTO (ONTARIO), DU 26 AU 29 JANVIER 2015. M ^E HADJIS ÉTAIT L'UNE DES CONFÉRENCIÈRES. UNE PARTIE DES DÉPENSES A ÉTÉ PAYÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO.	424,87 \$
M ^E CHLOÉ ROUSSELLE (PROCEUREUR) : ASSISTER À LA CONFÉRENCE « S'ATTAQUER AUX MARIAGES PRÉCOCES ET FORCÉS ET À LA VIOLENCE LIÉE À L'HONNEUR, AU CANADA », OTTAWA (ONTARIO), DU 25 AU 27 FÉVRIER 2015.	364,60 \$

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

VOYAGE	Coût
ME MÉDARD SAUCIER, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION D'EXAMEN DES TROUBLES MENTAUX, RÉUNION ANNUELLE DES PRÉSIDENTS EN CETM, WINNIPEG (MANITOBA) DU 25 AU 27 SEPTEMBRE 2014.	1 171,04 \$

G.2 POUR CHAQUE VOYAGE FAIT EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2014-2015 :

- A. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;
- B. LES COÛTS VENTILÉS;
- C. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;
- D. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.

MINISTÈRE

VOYAGE	Coût
6 OCTOBRE 2014 – QUÉBEC VERS GATINEAU – MME MARJORIE THÉBERGE	264,00 \$
10 DÉCEMBRE 2014 – QUÉBEC VERS GATINEAU – MME LUCE FARRELL, MME SYLVIE DESCOEURS ET MME DANIELLE BRAZEAU	1 235,35 \$
17 DÉCEMBRE AU 17 DÉCEMBRE 2014 – GATINEAU VERS QUÉBEC RETOUR GATINEAU – MME STÉPHANIE VALLÉE	504,00 \$
28 MAI 2014 – QUÉBEC VERS GATINEAU – MME SYLVIE DESCOEURS	778,05 \$
15 MAI 2014 – QUÉBEC VERS GATINEAU – MME STÉPHANIE VALLÉE	269,31 \$
3 SEPTEMBRE 2014 – QUÉBEC VERS GATINEAU – MME STÉPHANIE VALLÉE	264,00 \$
24 NOVEMBRE 2014 – QUÉBEC VERS GATINEAU – MME STÉPHANIE VALLÉE	378,00 \$
11 NOVEMBRE 2014 – QUÉBEC VERS GATINEAU – MME STÉPHANIE VALLÉE	240,00 \$
26 JANVIER 2015 – QUÉBEC VERS GATINEAU – MME STÉPHANIE VALLÉE	240,00 \$

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

VOYAGE	Coût
M ^e Claude Lachapelle (Directeur) : Rencontrer le Conseil de la Nation Atikamekw à Manawan (Québec, Canada), le 22 mai 2014. Ces coûts ont été assumés par le ministère de la Justice.	1 103,38 \$

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

G.3 LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :

- A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2014-2015, ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016;
- B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;
- C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
- D. LE NOM DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;
- E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- F. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;
- G. LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.

MINISTÈRE

FOURNISSEUR	BUT VISÉ	Coût
BARREAU DU QUÉBEC	APPEL DE CANDIDATURES	518,00 \$
CHAMBRE DES NOTAIRES	APPEL DE CANDIDATURES	645,00 \$
PHOTOGRAPHIE VISION INC.	PRISE DE VUE	265,00 \$
FUNIO	NOM DE DOMAINE	83,92 \$

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

FOURNISSEUR	BUT VISÉ	Coût
IMPRIMERIE TRANSCONTINENTAL	CAVAC	2 819,00 \$
SOLISCO NUMÉRIX	CAVAC	1 075,00 \$

FONDS ACCÈS JUSTICE

FOURNISSEUR	BUT VISÉ	Coût
BLEU OUTREMER	CONCEPTION DE L'IMAGE GÉNÉRIQUE DES CJP	13 000,00 \$
CSPQ-SOLUTION POSTALE	PLIAGE, INSERTION ET ENVOI	7 140,23 \$
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	ENCART FRANÇAIS <i>SÉANCE D'INFORMATION GRATUITE PARENTALITÉ APRÈS RUPTURE</i>	130,00 \$
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	PAPILLON FRANÇAIS/ANGLAIS - SERVICES PARENTALITÉ	3 672,00 \$
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	AFFICHE FRANÇAIS/ANGLAIS - SERVICES PARENTALITÉ	1 309,00 \$
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	CARTES DE VISITES FRANÇAIS/ANGLAIS - SERVICES PARENTALITÉ	2 962,00 \$
TRANSCONTINENTAL PRINTING	PUBLICITÉ IMPRIMÉE <i>COUPLE UN JOUR PARENT TOUJOURS</i>	475,00 \$
SOLISCO-NUMÉRIX MÉDIA	AFFICHE <i>JOURNÉE QUÉBÉCOISE DE LA MÉDIATION FAMILIALE</i>	70,00 \$
SOLISCO-NUMÉRIX MÉDIA	LETTRES CPE ET GARD	430,00 \$

FONDS DES REGISTRES

FOURNISSEUR	BUT VISÉ	Coût
DIVERS FOURNISSEURS: SALONS ET EXPOSITIONS COMPREND LOCATION DES ESPACES, FRAIS CONNEXES ET FRAIS DE DÉPLACEMENT	FAIRE CONNAÎTRE LES DIFFÉRENTS REGISTRES DU FONDS DES REGISTRES	14 602,72 \$

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

FOURNISSEUR	BUT VISÉ	COÛT
FONDATION MÉTROPOLIS BLEU	FESTIVAL INTERNATIONAL DE LITTÉRATURE	2 000,00 \$
YWCA QUÉBEC	PRIX FEMMES DE MÉRITE 2014	9 000,00 \$
CONCOURS QUÉBÉCOIS EN ENTREPRENEURIAT	GRANDS PRIX DESJARDINS, 16 ^E ÉDITION	9 000,00 \$
Y DES FEMMES DE MONTRÉAL	PRIX FEMMES DE MÉRITE 2014	10 000,00 \$
RÉSEAU DES FEMMES D'AFFAIRES DU QUÉBEC	CONCOURS PRIX FEMMES D'AFFAIRES 2014	5 000,00 \$
CONCOURS QUÉBÉCOIS EN ENTREPRENEURIAT	GRANDS PRIX DESJARDINS, 17 ^E ÉDITION	5 000,00 \$
HÉLÈNE DEMERS	RÉVISION LINGUISTIQUE DU COMMUNIQUÉ DE PRESSE DANS LE CADRE DES GRANDS PRIX DESJARDINS, 17 ^E ÉDITION	15,00 \$
HÉLÈNE DEMERS	RÉVISION LINGUISTIQUE DU COMMUNIQUÉ DE PRESSE DANS LE CADRE DU PRIX COLETTE BRETON	20,00 \$
JUDITH TREMBLAY	RÉVISION LINGUISTIQUE DE LA BROCHURE « BILAN DU PLAN D'ACTION 2010-2013 POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA CHARTE QUÉBÉCOISE POUR UNE IMAGE CORPORELLE SAINTE ET DIVERSIFIÉE (CHIC) »	420,00 \$
HÉLÈNE DEMERS	RÉVISION LINGUISTIQUE DU COMMUNIQUÉ DE PRESSE DANS LE CADRE BILAN DU PLAN D'ACTION 2010-2013 POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA CHARTE QUÉBÉCOISE POUR UNE IMAGE CORPORELLE SAINTE ET DIVERSIFIÉE (CHIC) »	20,00 \$
SOLISCO NUMÉRIX	IMPRESSON DE LA BROCHURE « BILAN DU PLAN D'ACTION POUR LA MISE EN ŒUVRE 2010-2013 CHARTE QUÉBÉCOISE POUR UNE IMAGE CORPORELLE SAINTE ET DIVERSIFIÉE (CHIC) »	135,00 \$
LIBÉO	CRÉATION D'UNE CARTE INTERACTIVE DES PROJETS PAR RÉGION EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ	10 995,00 \$
JUDITH TREMBLAY	RÉVISION LINGUISTIQUE DANS LE CADRE DE LA CARTE INTERACTIVE DES PROJETS PAR RÉGION EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ	2 310,00 \$
REPROGRAFIC	AFFICHES PRODUITES DANS LE CADRE DU RENDEZ-VOUS DES RÉGIONS	166,24 \$
PIGE COMMUNICATION	ÉDITION DU BILAN PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2008-2013 EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE	1 810,00 \$
TC TRANSCONTINENTAL	IMPRESSON DU BILAN PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2008-2013 EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE	1 575,00 \$
TC TRANSCONTINENTAL	IMPRESSON DE L'OUTIL LES LIVRES ET LES JOUETS ONT-ILS UN SEXE?	14 090,00 \$
SERVICES D'ÉDITION GUY CONNOLLY	GRAPHISME ET MISE À JOUR DU GUIDE "À PARTS ÉGALES, À PART ENTIÈRE" VERSIONS ARABE, FARSI ET MANDARIN	3 300,00 \$
PAQUIN DESIGN	GRAPHISME ET MISE À JOUR DU GUIDE "À PARTS ÉGALES, À PART ENTIÈRE" VERSIONS ROUMAINE, CRÉOLE, ESPAGNOLE ET PORTUGAIS	1 300,00 \$
AFEAS ET CSPQ	OPÉRATION TENDRE LA MAIN, CAMPAGNE DE SENSIBILISATION CONTRE LA VIOLENCE. PRODUCTION ET DISTRIBUTION DES RUBANS BLANCS ET CARTONS	4 135,00 \$
TC TRANSCONTINENTAL	IMPRESSON DE BROCHURES EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE – PERSONNES AÎNÉES	923,00 \$
LIBÉO	DÉVELOPPEMENT ET MISE EN LIGNE D'UN PORTAIL POUR SENSIBILISER LES MILIEUX SCOLAIRES AUX STÉRÉOTYPES SEXUELS	13 400,00 \$
LIBÉO	MISE À JOUR DU SITE WEB DU SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE	19 630,62 \$
CSPQ	RENOUVELLEMENT DE 7 NOMS DE DOMAINE POUR LA CHARTE QUÉBÉCOISE POUR UNE IMAGE CORPORELLE SAINTE ET DIVERSIFIÉE ET RENOUVELLEMENT	514,64 \$
PUBLI-GRIFFE	GRAPHISME DU GUIDE « L'ÉGALITÉ AU CŒUR DES MUNICIPALITÉS »	2 650,00 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEUR	BUT VISÉ	Coût
CNW TELBEC	SERVICES DE DIFFUSION	450,00 \$
CORPORATION DE SERVICES DU BARREAU DU QUÉBEC, LA	DOTATION : AFFICHAGES (2)	700,00 \$
JOBBOOM	ENTENTE DE DIFFUSION D’AFFICHAGE DE POSTES (18 MOIS)	2 895,00 \$
JOURNAL DE MONTRÉAL, LE	PARUTION D’AVIS LÉGAUX RELATIVEMENT À DES DOSSIERS DU CONTENTIEUX	544,00 \$
LINKEDIN	DOTATION : AFFICHAGE DE POSTE (TI)	339,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FOURNISSEUR	BUT VISÉ	Coût
SERVICES GRAPHIQUES DEUX-MONTAGNES	PRODUCTION D'AIDE-MÉMOIRES CONCERNANT LES SERVICES OFFERTS PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE.	425,00 \$
TRANS-GRAPHIQUE IMPRIMEUR	PRODUCTION DE DÉPLIANTS INFORMATIFS SUR LA CONVENTION ENTRE COLOCATAIRES.	1 350,00 \$
ZABY-GRAPHE	PRODUCTION D'ENCARTS INFORMATIFS SUR LES BARÈMES D'ADMISSIBILITÉ FINANCIÈRE À L'AIDE JURIDIQUE.	120,00 \$
IMPRIMERIES TRANSCONTINENTAL INC.	PRODUCTION D'ENCARTS INFORMATIFS POUR LE NOUVEAU SERVICE "SARPA" OFFERT PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE.	3 595,00 \$
LITHOCHIC	PRODUCTION D'ENCARTS INFORMATIFS POUR LE NOUVEAU SERVICE "SARPA" OFFERT PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE.	1 090,00 \$
TEMISCOM	PRODUCTION DE DÉPLIANTS INFORMATIFS SUR LA CONVENTION ENTRE COLOCATAIRES.	375,00 \$
BELL CANADA	DIFFUSION DES COORDONNÉES DE LA CSJ DANS LES BOTTINS TÉLÉPHONIQUES DU QUÉBEC.	1 340,00 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FOURNISSEUR	BUT VISÉ	Coût
CRÉAPUB DESIGN	ARTICLES PROMOTIONNELS	368,00 \$
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	ARTICLES PROMOTIONNELS	2 163,00 \$
GAGNON LÉVESQUE INC.	ARTICLES PROMOTIONNELS	762,00 \$

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

FOURNISSEUR	BUT VISÉ	Coût
ASSOCIATION DES MÉDECINS PSYCHIATRES	APPEL DE CANDIDATURES POUR LES MÉDECINS / PSYCHIATRES	500,00 \$
CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	APPEL DE CANDIDATURES POUR LES MÉDECINS / PSYCHIATRES	8 419,14 \$
CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	PUBLICATION DANS LA GAZETTE OFFICIELLE DE L’AVIS D’INDEXATION DE NOS TARIFS	328,35 \$
ÉDITIONS ROGERS LIMITÉE	APPEL DE CANDIDATURES POUR LES MÉDECINS / PSYCHIATRES	2 825,00 \$
GRAPHISCAN INFO-COULEUR INC.	IMPRESSION DE DÉPLIANTS	2 466,42 \$

FOURNISSEUR	BUT VISÉ	Coût
JOURNAL LE NORD-CÔTIER	PUBLICATION POUR RECHERCHE DE REQUÉRANT / SUCCESSION	82,50 \$
L'ARGENTEUIL	PUBLICATION POUR RECHERCHE DE REQUÉRANT / SUCCESSION	132,00 \$
LA GATINEAU	PUBLICATION POUR RECHERCHE DE REQUÉRANT / SUCCESSION	112,32 \$
LA TRIBUNE	PUBLICATION POUR RECHERCHE DE REQUÉRANT / SUCCESSION	292,80 \$
L'ÉCHO DE FRONTENAC	PUBLICATION POUR RECHERCHE DE REQUÉRANT / SUCCESSION	63,92 \$
LE COURRIER DE SAINT-HYACINTHE	PUBLICATION POUR RECHERCHE DE REQUÉRANT / SUCCESSION	96,00 \$
MÉDIA TRANSCONTINENTAL	PUBLICATION POUR RECHERCHE DE REQUÉRANT / SUCCESSION	4 782,00 \$

G.4 LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) :

PAR LE MINISTÈRE, EN INCLUANT LE CABINET MINISTÉRIEL OU L'ORGANISME :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2014-2015 ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.

PAR UNE FIRME EXTERNE :

- D. LES SOMMES DÉPENSÉES 2014-2015 ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- E. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;
- F. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT, LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, CONTRAT NÉGOCIÉ, AVENANTS);
- G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES, DES VIDÉOS, ETC.;
- H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- I. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.

MINISTÈRE

FOURNISSEURS	TYPE D'ÉVÈNEMENT	MODE D'OCTROI	Coût	BUT VISÉ
BARREAU DU QUÉBEC	SALON ET CONGRÈS	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 975,00 \$	CONGRÈS DU BARREAU
PRODUCTIONS TÊTES D'AFFICHE	SALON ET CONGRÈS	CONTRAT NÉGOCIÉ	125,00 \$	SALON VISEZ-DROIT
CSPQ	INAUGURATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 419,00 \$	INAUGURATION CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS
ASYSTEL	INAUGURATION	SOUMISSION	95,00 \$	INAUGURATION CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS
CSPQ	INAUGURATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	1 358,00 \$	INAUGURATION DU PALAIS DE JUSTICE DE MONTMAGNY
ASYSTEL	INAUGURATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	89,00 \$	INAUGURATION DU PALAIS DE JUSTICE DE MONTMAGNY
BEAULIEU LAVOIE PHOTOGRAPHE	INAUGURATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	230,00 \$	INAUGURATION DU PALAIS DE JUSTICE DE MONTMAGNY
CHEZ OCTAVE	INAUGURATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	845,00 \$	INAUGURATION DU PALAIS DE JUSTICE MONTMAGNY

FOURNISSEURS	TYPE D'ÉVÈNEMENT	MODE D'OCTROI	Coût	BUT VISÉ
MR SON	INAUGURATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	58,00 \$	INAUGURATION CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE
SOLUSON	INAUGURATION	CONTRAT NÉGOCIÉ	756,00 \$	INAUGURATION CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE SAGUENAY-LAC-ST-JEAN
ASYSTEL	INAUGURATION	SOUMISSION	80,00 \$	INAUGURATION CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE SAGUENAY-LAC-ST-JEAN
VIDEOTRON	ANNONCE	CONTRAT NÉGOCIÉ	144,00 \$	INAUGURATION CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

FOURNISSEURS	TYPE D'ÉVÈNEMENT	MODE D'OCTROI	Coût	BUT VISÉ
HÔTEL CLARION, ARIANE ÉMOND, CSPQ, FRANCINE GAGNON, FRANCINE DESCARRIES, QVC, REPROGRAFIC	RENDEZ-VOUS DES RÉGIONS SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES ET RENCONTRE ÉLARGIE DE LA TABLE DES PARTENAIRES FEMMES ET POLITIQUE MUNICIPALE	GRÉ À GRÉ	33 962,87 \$	LE RENDEZ-VOUS DU 16 SEPTEMBRE 2014 AVAIT COMME OBJECTIF, APRÈS PLUS DE SEPT ANS DE PARTENARIATS ÉTABLIS ENTRE LE SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE ET LES INSTANCES RÉGIONALES ET À LA VEILLE DU RENOUVELLEMENT DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN ÉGALITÉ, D'ÉCHANGER SUR LES AVANCÉES, LES ENJEUX ET LES PERSPECTIVES D'INTERVENTION EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES. LA RENCONTRE ÉLARGIE DE LA TABLE DES PARTENAIRES FEMMES ET POLITIQUE MUNICIPALE DU 17 SEPTEMBRE AVANT-MIDI AVAIT POUR OBJECTIF DE FAIRE UN BILAN DES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS MUNICIPALES DE NOVEMBRE 2013, DE JETER UN REGARD CRITIQUE SUR L'ENSEMBLE DES ACTIONS ET DES INITIATIVES MENÉES POUR ACCROÎTRE LA PRÉSENCE DES FEMMES EN POLITIQUE MUNICIPALE ET DE DÉGAGER DES PERSPECTIVES D'INTERVENTION EN VUE DES PROCHAINES ÉLECTIONS MUNICIPALES
ASSEMBLÉE NATIONALE, DIRECT INFO, PHOTOMÉDIA, PAPIERS MOREX	PRIX ÉGALITÉ 2015	GRÉ À GRÉ	12 175,74 \$	RÉCOMPENSE DES PROJETS RÉALISÉS PAR DES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PRIVÉS OU COMMUNAUTAIRES, FAVORISANT L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES AU QUÉBEC - ASSEMBLÉE NATIONALE
SOCAM, CAFÉ VIENNE	CONSULTATIONS AUTOCHTONES POUR L'ÉLABORATION D'UN 3 ^E PLAN EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES	GRÉ À GRÉ	1 702,80 \$	ÉLABORATION D'UN 3 ^E PLAN D'ACTION EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEURS	TYPE D'ÉVÈNEMENT	MODE D'OCTROI	Coût	BUT VISÉ
CUISINE COLLECTIVE DE HOCHELAGA-MAISONNEUVE	REMISE DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2014 - CÉRÉMONIE	SOUMISSION SUR INVITATION	2 057,00 \$	TRAITEUR POUR RÉCEPTION
ALIMENTATION MICHEL MILOT INC.	REMISE DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2014 - CÉRÉMONIE	CONTRAT NÉGOCIÉ	309,00 \$	TRAITEUR REPAS ENFANTS-CHORALE
GROUPE REPROCOM	REMISE DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2014 - IMPRESSION	CONTRAT NÉGOCIÉ	450,00 \$	IMPRESSION DES DÉPLIANTS
SHERPA DESIGN	REMISE DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2014 – APPEL DE CANDIDATURES	CONTRAT NÉGOCIÉ	865,00 \$	FORMULAIRE DE DÉPLIANTS - MISE EN CANDIDATURE, INVITATION
EUGÈNE DOLBEC & FILS	REMISE DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2014 – TRANSPORT	CONTRAT NÉGOCIÉ	360,00 \$	TRANSPORT DE LA CHORALE D'ENFANTS

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FOURNISSEURS	TYPE D'ÉVÈNEMENT	MODE D'OCTROI	Coût	BUT VISÉ
BARREAU DE MONTRÉAL	SALON "VISEZ DROIT".	GRÉ À GRÉ	3 000,00 \$	PRÉSENTATION DU NOUVEAU SERVICE "SARPA"

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FOURNISSEURS	TYPE D'ÉVÈNEMENT	MODE D'OCTROI	Coût	BUT VISÉ
DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	POINT DE PRESSE SUITE À LA DÉCISION DE NE DÉPOSER AUCUNE ACCUSATION CRIMINELLE DANS LE DOSSIER D'ENQUÊTE INDÉPENDANTE RELATIVEMENT À LA COLLISION MORTELLE SURVENUE LE 13 FÉVRIER 2014 À LONGUEUIL (21 NOVEMBRE 2014)	N/A	98,32 \$	FRAIS DE DÉPLACEMENT DU PORTE-PAROLE

FOURNISSEURS	TYPE D'ÉVÈNEMENT	MODE D'OCTROI	Coût	BUT VISÉ
HERTZ	POINT DE PRESSE SUITE À LA DÉCISION DE NE DÉPOSER AUCUNE ACCUSATION CRIMINELLE DANS LE DOSSIER D'ENQUÊTE INDÉPENDANTE RELATIVEMENT À LA COLLISION MORTELLE SURVENUE LE 13 FÉVRIER 2014 À LONGUEUIL (21 NOVEMBRE 2014)	CONTRAT NÉGOCIÉ	54,00 \$	LOCATION D'UNE VOITURE POUR LE PORTE-PAROLE
CNW TELBEC	POINT DE PRESSE SUITE À LA DÉCISION DE NE DÉPOSER AUCUNE ACCUSATION CRIMINELLE DANS LE DOSSIER D'ENQUÊTE INDÉPENDANTE RELATIVEMENT À LA COLLISION MORTELLE SURVENUE LE 13 FÉVRIER 2014 À LONGUEUIL (21 NOVEMBRE 2014)	CONTRAT NÉGOCIÉ	13,96 \$	INVITATION AUX MÉDIAS
CNW TELBEC	POINT DE PRESSE SUITE À LA DÉCISION DE NE DÉPOSER AUCUNE ACCUSATION CRIMINELLE DANS LE DOSSIER D'ENQUÊTE INDÉPENDANTE RELATIVEMENT À LA COLLISION MORTELLE SURVENUE LE 13 FÉVRIER 2014 À LONGUEUIL (21 NOVEMBRE 2014)	CONTRAT NÉGOCIÉ	13,96 \$	COMMUNIQUÉ DE PRESSE EN LIEN AVEC LE POINT DE PRESSE

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

G.5 LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2014-2015 ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016;
- B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- C. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE;

ORGANISÉE PAR UNE FIRME EXTERNE :

- D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2014-2015 ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016;
- E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;
- F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
- G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS OU/ET DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU;
- H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- I. NOMBRE TOTAL DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.

MINISTÈRE

ORGANISÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME

BUT VISÉ	Coût
AUCUN	

ORGANISÉ PAR UNE FIRME EXTERNE

FOURNISSEURS	BUT VISÉ	Coût
VERSALY	FORMATION INTERNET	311,00 \$

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ORGANISÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME

BUT VISÉ	Coût
AUCUN	

ORGANISÉ PAR UNE FIRME EXTERNE

FOURNISSEURS	BUT VISÉ	Coût
LIBÉO	FORMATION EN RÉDACTION WEB DANS LE CADRE DE LA MISE À JOUR DU SITE WEB DU SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE	276,25 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

ORGANISÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME

BUT VISÉ	Coût
AUCUN	

ORGANISÉ PAR UNE FIRME EXTERNE

FOURNISSEURS	BUT VISÉ	Coût
LES RENCONTRES LA PRESSE	CONFÉRENCE « COUVRIR LES GRANDS PROCÈS » AVEC DES CHRONIQUEURS ET DES JOURNALISTES DE LA PRESSE.	19,33 \$
BARREAU DU QUÉBEC	FORMATION « L'ÉTHIQUE À L'HEURE DES MÉDIAS SOCIAUX ET INSTANTANÉS ».	129,92 \$
ASSOCIATION DU JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL	FORMATION « LES PRINCIPES DE LA PUBLICITÉ DES DÉBATS JUDICIAIRES ET SON APPLICATION RÉCENTE ».	45,00 \$
REGROUPEMENT DES COMMUNICATIONS D'URGENCE (RCU)	COLLOQUE ANNUEL DE FORMATION SUR LES COMMUNICATIONS D'URGENCE	556,68 \$

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

G.6 LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME POUR LE PERSONNEL POLITIQUE, LES MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF OU LES DÉPUTÉS :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2014-2015 ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016;
- B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- C. LA NATURE DE LA FORMATION;
- D. LES PERSONNES CONCERNÉES.

MINISTÈRE

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

G.7 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) EN 2014-2015, EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

- A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
- C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
- D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;
- E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
- F. L'ÉCHÉANCIER;
- G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

MINISTÈRE

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
9164-9939 Québec inc.	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	3 241,60
A.Y. Soucy & associé	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Beauharnois.	Gré à gré	8 267,21
Acti-Com inc.	Formation « L'écriture stratégique ».	Gré à gré	2 200,00
Ahmad, Naseem	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	2 630,40
Aidans, Dupont	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire d'Iberville.	Gré à gré	20 939,42
Air Creebec inc.	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Appel d'offres sur invitation	7 835,42
Air Creebec inc.	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Appel d'offres sur invitation	9 135,02
Air Creebec inc.	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Appel d'offres sur invitation	11 350,93
Air Creebec inc.	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Appel d'offres sur invitation	12 376,93
Air Creebec inc.	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Appel d'offres sur invitation	7 805,11
Air Creebec inc.	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Appel d'offres sur invitation	5 717,45
Air Creebec inc.	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Appel d'offres sur invitation	5 613,01

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Air Creebec inc.	Nolisement d'avion pour la cour itinérante.	Appel d'offres sur invitation	2 466,73
Albertson, Landry, huissiers	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Montréal.	Gré à gré	10 544,82
Aloupa, Lizzie	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou traduction devant les cours de justice pour le Nord-Du-Québec.	Gré à gré	0,00
Aloupa, Lizzie	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et / ou de traduction devant les cours de justice du Nord-du-Québec.	Gré à gré	0,00
Aloupa-Itigaituk, Christina	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice pour le Nord-du-Québec.	Gré à gré	7 687,54
Amini, Mahmoud	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	709,50
Angiyou, Lucy	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice pour le Nord-du-Québec.	Gré à gré	1 968,00
Aperta inc.	Support annuel du logiciel «Système de traitement massif» (BIA).	Gré à gré	10 061,28
Aquilini Properties L.P.	Location de salle et services afférents lors de comité de sélection de juges.	Gré à gré	1 487,40
Aquilini Properties L.P.	Location de salle et services afférents lors de comité de sélection de juges.	Gré à gré	5 416,37
Aquilini Properties L.P.	Location de salle et services afférents lors de comité de sélection de juges.	Gré à gré	1 919,83
Aquilini Properties L.P.	Location de salle et services afférents lors de comité de sélection de juges.	Gré à gré	3 224,49
Aquilini Properties L.P.	Location de salle et services afférents lors de comité de sélection de juges.	Gré à gré	1 681,84
Argjiri, Adrian	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	1 171,24
Argjiri, Adrian	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Arokia, Samy	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	9 779,23
Arvais, Serge	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription des débats judiciaires pour le district judiciaire de Trois-Rivières.	Gré à gré	9 534,90
ASIATIS	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Asselin, France	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Awashish, Chantale	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice de Roberval et d'Alma.	Gré à gré	0,00

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Awashish, Janine	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice de la Mauricie.	Gré à gré	10 273,42
Awashish, Janine	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice pour les palais de justice d'Alma et Roberval.	Gré à gré	13 549,41
Awashish, Janine	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice de la Mauricie.	Gré à gré	0,00
Bah Kadiatou	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	198,00
Baril, Suzanne	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires pour le district judiciaire de Montréal.	Gré à gré	0,00
Barreau du Québec	Espace publicitaire dans le journal du Barreau.	Gré à gré	1 695,00
Barreau du Québec	Espace publicitaire dans le journal du Barreau.	Gré à gré	1 695,00
Barreau du Québec	Frais d'exposant pour le congrès du Barreau 2014.	Gré à gré	1 975,00
Barreau du Québec	Espace publicitaire dans le journal du Barreau.	Gré à gré	1 695,00
Barreau du Québec	Espace publicitaire dans le journal du Barreau.	Gré à gré	1 695,00
Beaulieu, Jocelyne	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice de la Capitale nationale.	Gré à gré	1 680,00
Bédard, Karine	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Bélanger, Pascale	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice de Québec.	Gré à gré	4 229,07
Bell Canada	Renouvellement de l'entretien du logiciel de projection antivirus McAfee.	Gré à gré	23 992,00
Bell Canada	Support logiciel.	Gré à gré	13 816,32
Bell Canada	Coûts des inscriptions dans les pages bleues des annuaires téléphoniques du Québec.	Gré à gré	8 363,95
Bell Canada	Contrat de soutien pour le serveur de collecte de données Arcsight.	Appel d'offres sur invitation	4 516,13
Bell Canada	Contrat de soutien pour la solution Radware Defence Pro.	Appel d'offres sur invitation	8 911,13
Bell Canada	Contrat de soutien McAfee Endpoint Pro.	Commande de biens/demande d'exécution	2 303,60
Bell Canada	Contrat de soutien des licences Powerpath.	Appel d'offres sur invitation	22 707,28

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Bell Canada	Contrat de soutien pour le coupe-feu applicatif (WAF) Big-IP de la compagnie F5.	Appel d'offres sur invitation	0,00
Bell Conférences inc.	Abonnements pour le service de conférence internet WebEx.	Gré à gré	1 538,90
Bernard, Maryse	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription des débats judiciaires pour le district judiciaire de Trois-Rivières.	Gré à gré	9 944,50
Best Western	Location de salle et services afférents lors de comité de sélection de juges.	Gré à gré	1 033,63
Best Western	Location de salle et services afférents lors de comité de sélection de juges.	Gré à gré	1 956,38
Best Western	Location de salle et services afférents lors de comité de sélection de juges.	Gré à gré	2 031,08
Bhuller Tejinder, Singh	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Bienvenue Patenaude huissiers	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Bedford.	Gré à gré	10 504,92
Black, Lucie	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Blanchette, Régis	Effectuer ramassage de la poste-lettre au Palais de justice de Rimouski et effectuer la livraison aux bureaux de Postes Canada.	Gré à gré	2 250,00
Bleu Outremer	Rédaction, conception et réalisation infographique.	Gré à gré	600,00
Blondin, Lorraine	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription des débats judiciaires dans les districts judiciaires d'Abitibi-Témiscamingue et Rouyn-Noranda.	Gré à gré	1 202,50
Bolduc, Christophe	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Bondesen, Sindy	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Bonin, Robert	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et / ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Bouchard, Annie	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	787,60
Bouchard, Jacques	Expertise psychiatrique dans trois dossiers juridiques IVAC et témoignage.	Gré à gré	7 500,00
Bouchra, Amal	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Boudreau, André	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Bouliane & Bouliane	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Chicoutimi.	Gré à gré	2 117,04

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Bourassa, Isabelle	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Breton, Mariette	Démarche de coaching et d'accompagnement.	Gré à gré	5 554,70
Brodeur, Mathieu	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Brouillette & associée	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Longueuil.	Gré à gré	5 403,89
Bruchesi, Toulouse, Brassard S.E.N.C.	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Beauharnois.	Gré à gré	10 956,40
Bureau Conférenciers Orizon	Conférence dans le cadre du programme de relève à la gestion.	Gré à gré	3 250,00
Bureau Conférenciers Orizon	Conférence dans le cadre du programme de relève à la gestion.	Gré à gré	4 000,00
Bureautique DL	Réinstallation des postes de travail suite au dégât d'eau.	Gré à gré	1 120,00
Caltabanis, Constantin	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice pour le Nord-Du-Québec.	Gré à gré	7 132,65
Caltabanis, Constantin	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice pour le Nord-Du-Québec.	Gré à gré	0,00
Carrosserie Champagne inc.	Service de remisage dans le cadre d'un procès.	Gré à gré	1 104,00
Carswell	Abonnement à McLaren Secured.	Gré à gré	4 525,65
CEDROM SNI	Abonnement électronique au Service Euraka.cc.	Gré à gré	8 661,86
Chafai, Fereydoun	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	2 490,00
Chafai, Forough	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	7 826,00
Chamberland, Angéline	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice de l'Abitibi-Témiscamingue.	Gré à gré	1 404,14
Chamberland, Annie	Intervention ciblée sur la reprise du lien parent-enfant (IDF) aux familles recrutées dans le cadre du Projet.	Gré à gré	0,00
Chamberland, Rose	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Champagne, Monique	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires pour le district judiciaire de Montréal.	Gré à gré	0,00
Charest, Marie-Eveline	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	10 181,54

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Chevrier, Jean	Évaluer des emplois d'encadrement avec support-conseil et analyse de structure organisationnelle.	Gré à gré	1 125,00
Cholak-Hilal, Lamice	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Cimachowicz, François-Paul	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	3 231,56
Cira Services médicaux inc.	Rapport expertise médicale.	Gré à gré	1 870,00
Circa, Corina (Interprétation)	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	5 247,00
Club Voyages Plamondon	Nolisement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 013,86
Club Voyages Plamondon	Nolisement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 513,69
Club Voyages Plamondon	Nolisement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 962,27
Club Voyages Plamondon	Nolisement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 013,86
Club Voyages Plamondon	Nolisement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 022,65
Club Voyages Plamondon	Nolisement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 962,27
Club Voyages Plamondon	Nolisement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 313,36
Club Voyages Plamondon	Nolisement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 313,36
Club Voyages Plamondon	Nolisement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 079,70
Club Voyages Plamondon	Nolisement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 013,86
Club Voyages Plamondon	Nolisement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 013,86
Club Voyages Plamondon	Nolisement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 013,86
Club Voyages Plamondon	Nolisement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 013,86
Club Voyages Plamondon	Nolisement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 013,86
Club Voyages Plamondon	Nolisement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 013,86
Club Voyages Plamondon	Nolisement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 013,86

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Club Voyages Plamondon	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 013,86
Club Voyages Plamondon	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 013,86
Club Voyages Plamondon	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	3 052,56
Club Voyages Plamondon	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 013,86
Club Voyages Plamondon	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 013,86
Club Voyages Plamondon	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 013,86
Club Voyages Plamondon	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 013,86
Club Voyages Plamondon	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 013,86
Club Voyages Plamondon	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 013,86
Club Voyages Plamondon	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 013,86
Club Voyages Plamondon	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 013,86
Club Voyages Plamondon	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 764,74
Club Voyages Plamondon	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	3 052,55
Club Voyages Plamondon	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 789,76
Club Voyages Plamondon	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	3 052,49
Club Voyages Plamondon	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	3 021,76
Club Voyages Plamondon	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	3 021,76
Club Voyages Plamondon	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	2 110,47
Club Voyages Plamondon	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 804,99
Compagnie Keleny	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice pour le Palais de Justice de Valleyfield.	Gré à gré	0,00

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
CompuCom	Contrat de soutien du serveur BlackBerry.	Appel d'offres sur invitation	1 466,62
CompuCom	Contrat de support pour les licences du logiciel Adobe Acrobat.	Appel d'offres sur invitation	1 007,12
CompuCom	Contrat de support pour les licences du logiciel ActivePDF.	Appel d'offres sur invitation	5 594,12
CompuCom	Contrat de soutien BFO PDF Library.	Appel d'offres sur invitation	2 329,72
CompuCom	Contrat de soutien Dell vRanger Pro.	Appel d'offres sur invitation	5 658,20
CompuCom	Contrat de soutien des produits Quest-Dell.	Appel d'offres sur invitation	10 929,55
CompuCom	Contrat de soutien pour ScaleOut State Server	Appel d'offres sur invitation	6 724,30
Compugen inc.	Contrat de soutien pour les antivirus TrendMicro Ent. Security.	Appel d'offres sur invitation	1 369,90
Compugen inc.	Contrat de soutien licences Microsoft Sharepoint Server et Cal Entreprise.	Commande de biens/demande d'exécution	3 878,94
Conkic, Aurore	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	2 353,50
Construction Roger Fortin inc.	Service de construction et de réparation au palais de Justice.	Gré à gré	1 783,00
Coppens, Marc E.A.	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	129,00
Corbeil, Carole	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	1 780,90
Coveo	Plan de support ORC. Plan de support -CES 2M DOCS.	Gré à gré	19 817,00
CPU Design	Contrat de maintenance pour # série 78N129C.	Gré à gré	5 987,00
Cyr, Francine	Coordination de recherche du Projet.	Gré à gré	0,00
Da Franco	Contrat à exécution sur demande pour des services de restauration pour les jurés et les constables.	Gré à gré	8 094,30
Dagenais, Sabrina	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Dallaire, Roselyne	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires pour le district judiciaire de Montréal.	Gré à gré	0,00
Darveau & associé huissiers	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Longueuil.	Gré à gré	2 494,25

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Davico, Jana	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Davies, Sabine	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	516,00
Dell	Contrat de soutien de 3 serveurs Dell pour 2 ans.	Gré à gré	4 069,80
Delle Donne & Zuccaro	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Montréal.	Gré à gré	4 113,70
Delta Trois-Rivières	Location de salle et services afférents lors de comité de sélection de juges.	Gré à gré	1 988,19
Déménagement Performance	Service de manutentionnaire.	Appel d'offres sur invitation	5 752,50
Déménagement Performance	Travaux de manutention.	Gré à gré	1 235,00
Déry, Marie-Pier	Service de psychologue dans le cadre du programme d'aide aux employés.	Gré à gré	1 125,00
Deschambault, Marie	Préparation de adaptation francophone du protocole de Owen et al. soit l'interention de groupe intitulée "Faire équipe pour les enfants (FÉE) ".	Gré à gré	0,00
Deschamps Impressions inc.	Service d'impression.	Gré à gré	3 672,00
Deschamps Impressions inc.	Service d'impression.	Gré à gré	2 962,00
Deschamps Impressions inc.	Service d'impression.	Gré à gré	1 309,00
Deschamps Impressions inc.	Service d'impression.	Gré à gré	2 690,00
Deschamps Impressions inc.	Service d'impression.	Gré à gré	1 650,00
Desharnais, Louise	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Désormeaux & Brouillard huissiers	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Laval.	Gré à gré	4 929,01
Diamond Wayne	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice du Nord-du-Québec.	Gré à gré	1 848,74
Dnoian, Laoura	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Dôle, Robert	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice pour le district judiciaire de Chicoutimi.	Gré à gré	364,00
Dôle, Robert	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice du Saguenay-Lac-St-Jean.	Gré à gré	0,00

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Dolmen Capital Humain	Services professionnels pour session de formation « Rôle-conseil ».	Gré à gré	1 270,75
Donald J. Brayley huissier	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Gatineau.	Gré à gré	1 723,37
Dubuc, Maryse	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires pour le district judiciaire de Montréal.	Gré à gré	5 075,00
Duc, Khai To	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou traduction devant les cours de justice pour le district judiciaire de Québec.	Gré à gré	0,00
Duc, Khai To	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou traduction devant les cours de justice pour le district judiciaire de Québec.	Gré à gré	0,00
Dufour Arseneau S.O.	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Echaquan, Karine	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprète et/ou de traduction devant les cours de justice de Lanaudière.	Gré à gré	720,00
Echegoyen, Susana	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	666,19
Embassy Suites Montréal	Contrat à exécution sur demande pour des services d'hébergement et de restauration pour les jurés et les constables.	Gré à gré	0,00
Eriksson, Erika	Confection de toge pour les greffiers.	Gré à gré	3 575,00
Eriksson, Erika	Confection de toge pour les greffiers.	Gré à gré	1 650,00
Étude André Lessard	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire d'Abitibi.	Gré à gré	2 405,88
Étude Bernard Lévesque	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Baie-Comeau.	Gré à gré	2 072,62
Étude Bernier Pelletier huissiers	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Longueuil.	Gré à gré	3 524,80
Étude Derepentigny	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Beauharnois.	Gré à gré	6 370,25
Étude d'huissiers Martimbault	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Montréal.	Gré à gré	5 818,67
Étude Gaétan Bélanger	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Québec.	Gré à gré	1 560,54
Étude Gaétan Roy	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Laval.	Gré à gré	1 614,00
Étude Galarneau Sauvé Huissier	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour les districts judiciaires de Laval et de Terrebonne.	Gré à gré	10 537,90
Étude Germain Bastien	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Témiscamingue.	Gré à gré	1 338,92

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Étude Germain Delisle	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire d'Abitibi.	Gré à gré	242,38
Étude Guindon Pilon, huissiers	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Terrebonne.	Gré à gré	6 396,95
Étude Guy Truchon, huissiers de Justice	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Mingan.	Gré à gré	5 412,31
Étude J.F. Bouchard	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Montréal.	Gré à gré	8 268,05
Étude Jacinthe Bertrand	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Labelle.	Gré à gré	3 090,85
Étude Jacques Vien	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Terrebonne.	Gré à gré	3 111,80
Étude Jean-Marc Claveau	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Chicoutimi.	Gré à gré	5 291,05
Étude Lise Proulx	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Gaspé.	Gré à gré	96,74
Étude Louis Gagnon	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Kamouraska.	Gré à gré	3 782,87
Étude Mario Brunet	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire d'Abitibi.	Gré à gré	2 936,68
Étude Pascal Gaumond	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour les districts judiciaires d'Arthabaska et de Frontenac.	Gré à gré	6 546,76
Étude Patrick St-Michel	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Québec.	Gré à gré	1 273,27
Étude Pierre Blier, huissiers	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Rimouski.	Gré à gré	2 672,72
Étude Pierre Michaud	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Québec.	Gré à gré	5 292,51
Étude René Bertrand	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Labelle.	Gré à gré	2 957,19
Étude Richard Gagné	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Montréal.	Gré à gré	4 937,01
Étude Stéphane Carpentier	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour les districts judiciaires de Trois-Rivières et Saint-Maurice.	Gré à gré	8 544,70
Étude Steve Pinard	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Richelieu.	Gré à gré	16 287,67
Étude Trépanier	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour les districts judiciaires d'Abitibi et de Rouyn-Noranda.	Gré à gré	940,43
Evaluation Personnel Sélection International	Feuilles de réponses et corrections pour des tests psychométriques.	Gré à gré	5 046,25

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Evaluation Personnel Sélection International	Feuilles de réponses et corrections pour des tests psychométriques.	Gré à gré	2 210,50
Evaluation Personnel Sélection International	Feuilles de réponses et corrections pour des tests psychométriques.	Gré à gré	1 482,00
Expertise neurosciences	Rapport expertise médicale.	Gré à gré	2 400,00
Expertises Médico-Légales S.L. (2010) inc.	Expertise médicale dans un dossier juridique IVAC.	Gré à gré	1 500,00
Faucini, Magdalena	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Fauzia, Ali	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Fédération des caisses Desjardins du Québec	Coût pour utilisation du service du courrier des Caisses Populaires Desjardins pour l'envoi des extrants.	Gré à gré	7 433,10
Fofana, Cheikh	Participer aux déploiements d'équipements d'impression, au support, à la formation des autres techniciens et au transfert de connaissances dans le cadre du projet ODI (optimisation des impressions) au ministère de la Justice.	Gré à gré	10 140,00
Foisy Labrecque, huissiers	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour les districts judiciaires de Montréal et de Longueuil.	Gré à gré	18 402,80
Form plus	Impression de formulaire pour les lettres patentes foncières.	Gré à gré	1 886,49
Form plus	Impression de 10 000 formulaires RCA avec sceau	Gré à gré	0,00
Fortier, Tourigny	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire d'Arthabaska.	Gré à gré	7 647,79
François Le Blanc, huissier de justice	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Terrebonne.	Gré à gré	6 789,26
Fu, Isabelle	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Fujitsu Conseil Canada inc.	Contrat annuel maintenance Macroscope.	Gré à gré	5 291,02
Gagné, Louise C.	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Gagné, Natalie	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Gagnon & Gagnon	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Bonaventure.	Gré à gré	666,50
Dr Fabien Gagnon inc.	Expertise psychiatrique dans un dossier juridique IVAC et témoignage.	Gré à gré	7 912,50
Gagnon-Dénommée, Caroline	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Galbiati, Vanessa	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Gao Fang, Lao	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	2 405,87
Garneau, Diane	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	1 243,80
Gaston Roy, huissier	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Rimouski.	Gré à gré	3 159,39
Gauthier Lévy & associées	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Montréal.	Gré à gré	13 052,80
Gauthier Montpetit S.E.N.C.	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Joliette.	Gré à gré	7 891,23
Gauthier, Sophie	Coordination du protocole de gestion des dossiers du Projet.	Gré à gré	0,00
Genduso, Piero	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice du district de Montréal.	Gré à gré	808,75
Gilles Anctil & Lyne Pariseau, huissiers	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Terrebonne.	Gré à gré	3 013,49
GO Sécurité Granby inc.	Contrat à exécution sur demande pour des services de gardiennage et de surveillance des jurés pour le palais de justice de Drummondville.	Appel d'offres sur invitation	4 291,00
GO Sécurité Granby inc.	Contrat à exécution sur demande pour des services de gardiennage et de surveillance des jurés pour le palais de justice de Sherbrooke.	Appel d'offres sur invitation	8 348,40
GO Sécurité Granby inc.	Contrat à exécution sur demande pour des services de gardiennage et de surveillance des jurés pour le palais de justice de Lac-Mégantic.	Appel d'offres sur invitation	1 000,00
Godin, Ashley	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice de Québec.	Gré à gré	0,00
Goyette, Isabelle	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Groupe de Sécurité Garda inc.	Contrat à exécution sur demande pour des services de gardiennage et de surveillance des jurés dans le cadre d'assises criminelles pour le Palais de justice de Havre-Aubert.	Appel d'offres sur invitation	7 779,65
Groupe de Sécurité Garda inc.	Contrat à exécution sur demande pour des services de gardiennage et de surveillance des jurés dans le cadre d'assises criminelles pour les palais de justice de Percé et New Carlisle.	Appel d'offres sur invitation	12 310,47
Groupe de Sécurité Garda inc.	Service de gardiennage et de surveillance des jurés dans le cadre d'assises criminelles le palais de justice de Victoriaville.	Appel d'offres sur invitation	0,00
Groupe de Sécurité Garda inc.	Service de gardiennage et de surveillance des jurés dans le cadre d'assises criminelles le palais de justice de Victoriaville.	Appel d'offres sur invitation	0,00
Groupe de Sécurité Garda inc.	Contrat à exécution sur demande pour des services de gardiennage et de surveillance des jurés dans le cadre d'assises criminelles pour le palais de justice de Trois-Rivières.	Appel d'offres sur invitation	15 315,58
Groupe de Sécurité Garda inc.	Contrat à exécution sur demande pour des services de gardiennage et de surveillance des jurés dans le cadre d'assises criminelles pour le palais de justice de Trois-Rivières, Shawinigan et La Tuque.	Appel d'offres sur invitation	0,00

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Groupe Herjavec	Contrat de support Infoblox.	Gré à gré	11 021,44
Groupe Herjavec	Contrat de support matériel et technique firme BlueCoat.	Appel d'offres sur invitation	24 517,65
Guerrier, Roland	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Hai, Thach	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice pour le district de Québec.	Gré à gré	0,00
Hilchey Karen	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice pour le Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie/Îles-de-la-Madelaine.	Gré à gré	0,00
Hilchey Karen	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice pour le district de Québec.	Gré à gré	0,00
Hilton Québec	Location de salle et services afférents lors de comité de sélection de juges.	Gré à gré	1 283,20
Hilton Québec	Location de salle et services afférents lors de comité de sélection de juges.	Gré à gré	2 543,00
HOLIDAY INN MONTRÉAL LONGUEUIL	Contrat à exécution sur demande pour des services d'hébergement et de restauration pour les jurés et les constables.	Gré à gré	17 052,28
Hôtel Château Joliette	Contrat à exécution sur demande pour des services d'hébergement et de restauration pour les jurés et les constables pour le district judiciaire de Joliette.	Gré à gré	0,00
Hôtel Château Laurier - Québec	Réservation pour la cérémonie « Hommage au civisme ».	Gré à gré	5 164,71
Hôtel Gouverneur - Trois-Rivières	Contrat à exécution sur demande pour des services d'hébergement et de restauration pour les jurés et les constables lors d'assises criminelles pour le palais de justice de Trois-Rivières.	Gré à gré	1 546,45
Hôtel Sandman Montréal/Longueuil	Contrat à exécution sur demande pour des services d'hébergement et de restauration pour les jurés et les constables.	Gré à gré	0,00
Houde, Lucie	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Houde, Lucie	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Houssine Ichchi, El	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Hubloo, Pasha Sarah	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou traduction devant les cours de justice pour le Nord-du-Québec.	Gré à gré	1 152,00
Impressions multi-rapides, s.e.n.c.	Service d'impression.	Gré à gré	2 000,00
Imprimerie Joseph Clermont	Service d'impression.	Gré à gré	1 254,00
Imprimerie Ste-Julie	Impression d'étiquettes pour numéros de dossiers.	Gré à gré	5 658,75

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Imprimerie Transcontinental Québec	Impression de dépliants.	Gré à gré	2 819,00
Imprimerie Transcontinental Québec	Service d'impression.	Gré à gré	1 311,00
Imprimerie Transcontinental Québec	Impression de dépliants.	Gré à gré	1 669,00
Informatique Pro-Contact inc.	Contrat de Soutien Smartnet.	Gré à gré	9 368,78
Informatique Pro-Contact inc.	Contrat de Soutien Smartnet pour l'équipement Cisco.	Gré à gré	7 345,44
Institut Canadien	Inscription pour la conférence avancée sur le financement et les Sûretés.	Gré à gré	375,36
Intro Sécurité	Contrat à exécution sur demande pour des services de gardiennage et de surveillance des jurés dans le cadre d'assises criminelles pour le palais de Justice de Valleyfield.	Gré à gré	0,00
Iqaluk, Rachel	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice pour le Nord-du-Québec.	Gré à gré	0,00
Iron mountain	Destruction sur place de documents confidentiels	Commande de biens/demande d'exécution	270,60
Jabbar, Abdul	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Jakab Edit	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Jasmin Pirro, huissiers	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Laval.	Gré à gré	4 147,77
Jean Carbonneau, huissiers inc.	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour les districts judiciaires de Montmagny et de Kamouraska.	Gré à gré	3 170,46
Jean Reed, huissiers	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Terrebonne.	Gré à gré	2 803,59
Josée Fortin, Huissier de Justice	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Rouyn-Noranda.	Gré à gré	790,49
Joseph Blain Inc.	Service d'interprétation simultanée.	Appel d'offres sur invitation	7 240,63
Joseph Clermont inc.	Impression de chemises à rebord double.	Gré à gré	1 248,00
K2 Impressions	Impression de dépliants.	Gré à gré	5 829,00
Kabak, Lidia (interprète)	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Kanani, Shiraz	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	0,00

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Kaniyolu, Melek	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Karlozian, Hagop	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Katchelewa, Shimbi Kamba	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Keo Rosa Yong	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Komutel	Service de soutien à la clientèle.	Gré à gré	1 378,00
Kormakova, Helena	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Labrador div. D'Aquaterra Corporation	Location, nettoyage de refroidisseurs d'eau et achat de bouteilles d'eau.	Gré à gré	557,60
Lafrenière, Renée	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Lagacé, Vanessa	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Lam, Bich Ly	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Langevin, Francine	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Laroche, Nicole	Produire une grille décisionnelle pouvant servir de référence aux Centres d'aide aux victimes d'actes criminels. Produire un protocole d'analyse de rapport d'événement et de quatre grilles décisionnelles pouvant servir de référence. Participer à deux renc	Gré à gré	2 500,00
Latraverse huissiers de Justice	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Laval.	Gré à gré	5 153,52
Laure Henriette Ella	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Lavallée, Marie-Hélène	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	879,80
Lavoie, Anne-Julie	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Lavoie, Anne-Julie	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires pour les districts judiciaires de Chicoutimi, Alma, Roberval et Abitibi.	Gré à gré	0,00
Lavoie, Marie-Claude	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Lebel-Bournival, Vincent	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Lee Junio, Mira Joan	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice du district de Montréal.	Gré à gré	1 080,00

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Lee Junio, Mira Joan	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Lemay, Violaine	Formation « Interdisciplinarité au service de droit ».	Gré à gré	310,00
Les entreprises Fletcher Peacock Inc.	Formation « La communication orientée vers les solutions».	Gré à gré	2 000,00
Les Services Parajudiciaires Autochtones du Québec	Assurer un service de soutien et de révision pour la production de rapports de type Gladue auprès des conseillers parajudiciaires et procéder, à la demande de la Ministre, à la rédaction de tels rapports.	Gré à gré	2 000,00
Lesage, Ginette (sténographe)	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	2 115,00
Lessard, David	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice pour le district judiciaire de Saint-François.	Gré à gré	3 747,08
Litho Chic	Impression de dépliants.	Gré à gré	14 130,00
Louise Leblanc huissier	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Gaspé.	Gré à gré	115,64
M.Boudreau, Huissier de justice	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Gatineau.	Gré à gré	480,07
Marchildon, Kim	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Marchildon, Kim	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires pour le Centre-du-Québec et de l'Estrie.	Gré à gré	8 324,80
Marcinkowska, Irena	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Martins, Irenice	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Mc Lauchlin Matthew	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Mensah Phyllis	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou traduction devant les cours de justice pour le palais de justice de Montréal.	Gré à gré	129,00
Metalogix International	Renouvellement ControlPoint for SharePoint.	Gré à gré	4 702,10
Michel Gaucher, huissier	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Joliette.	Gré à gré	2 657,19
Micro Logic	Support pour les produits «Tripwire».	Gré à gré	2 038,00
Micro Logic	Maintenance SQL Navigator for Oracle.	Gré à gré	1 400,65
Patrice Montminy inc.	Expertise orthopédique dans un dossier juridique IVAC.	Gré à gré	1 700,00

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Morand, Caroline	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Morand, Caroline	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires pour palais de Justice de Montréal.	Gré à gré	958,40
Morand, Caroline	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires pour palais de justice de Montréal.	Gré à gré	1 073,20
Morin, Jocelyne	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Natrix Technologies inc.	Contrat de soutien pour le Barracuda Web Filter.	Appel d'offres sur invitation	11 229,66
Natrix Technologies inc.	Contrat de soutien pour le Barracuda Web Filter.	Appel d'offres sur invitation	12 653,43
Nault, Suzanne	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
NCI	Service de sécurité pour les clés USB.	Gré à gré	2 081,86
Neptune Security Services inc.	Contrat à exécution sur demande pour des services de gardiennage et de surveillance des jurés dans le cadre d'assises criminelles pour le palais de justice de Saint-Hyacinthe.	Appel d'offres sur invitation	0,00
Neuropsych Québec	Rapport expertise médicale.	Gré à gré	2 000,00
Newashish, Maggie	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprète et/ou de traduction devant les cours de justice pour Lanaudière.	Gré à gré	0,00
Nguyen Thi Xuan Mai	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Niviexie, Eva	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice du Nord du Québec.	Gré à gré	730,76
Niviexie, Eva	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice du Nord du Québec.	Gré à gré	0,00
Novipro inc.	Forfait de services techniques de mise à jour des V7000, analyse, configuration et optimisation du fonctionnement des V7000.	Gré à gré	1 687,50
Okiok Data	Tests d'intrusion.	Appel d'offres sur invitation	8 750,00
Olaoye O. Oyewole-Eletu	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Opex Corporation	Entretien annuel du Système de deux ouvreuses de courrier	Gré à gré	6 600,00
Orléans Express	Achats de billet prépayés d'autobus Montréal-Québec ou Québec-Montréal.	Gré à gré	1 037,40
Orsyp	Services de support et d'entretien de la solution ordonnanceur de tâche.	Gré à gré	15 000,00

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Ose Design	Graphisme - Rapport annuel de gestion.	Gré à gré	6 000,00
Ozden, Bicer	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Ozgur, Nuran	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Pakiasothy, Joseph	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Pépin, Maude	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice du Bas-St-Laurent et de la Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine.	Gré à gré	0,00
Petiguay Niguay, Audrey	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice de Lanaudière.	Gré à gré	0,00
Philippe & associés	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Terrebonne.	Gré à gré	13 457,62
Picard Canapé, Évangéline	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de Justice pour la Côte-Nord.	Gré à gré	631,95
Picard, Tatiana	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Pitney Bowes	Utilisation de photocopieur.	Gré à gré	2 587,86
Pourati, Soraya (interprète)	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice du district de Montréal.	Gré à gré	4 706,05
Prahov, Valentin	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	1 702,00
Productions Imprimées Richard Vézina	Impression de dépliants.	Gré à gré	1 570,00
Propair inc.	Nolisement d'avion pour la cour itinérante.	Appel d'offres sur invitation	12 189,04
Propair inc.	Nolisement d'avion pour la cour itinérante.	Appel d'offres sur invitation	14 687,74
Propair inc.	Nolisement d'avion pour la cour itinérante.	Appel d'offres sur invitation	8 382,91
Propair inc.	Nolisement d'avion pour la cour itinérante.	Appel d'offres sur invitation	7 206,36
Propair inc.	Nolisement d'avion pour la cour itinérante.	Appel d'offres sur invitation	14 329,58
Propair inc.	Nolisement d'avion pour la cour itinérante.	Appel d'offres sur invitation	3 348,80
Propair inc.	Nolisement d'avion pour la cour itinérante.	Appel d'offres sur invitation	5 208,79

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Propair inc.	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Appel d'offres sur invitation	8 459,77
Propair inc.	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Appel d'offres sur invitation	5 348,47
Proulx, Monique	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice pour le district judiciaire de Saint-François.	Gré à gré	2 193,00
Publications FP	Inscription au congrès de l'industrie du Centre Contact Clientèle.	Gré à gré	1 795,00
PVB Huissiers inc.	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Québec.	Gré à gré	7 031,21
QTMG, huissiers	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Montréal.	Gré à gré	12 487,56
Qudrate, Khoda	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Quintin & associé, huissiers de Justice SENC	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Montréal.	Gré à gré	5 827,73
Quraishi, Wassima	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Rajachandra Easwary	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Rana, Ejaz	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Rassi, Mirna	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Reimer Margit	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Restaurant des Gouverneurs	Contrat à exécution sur demande pour des services de restauration pour les jurés et les constables.	Gré à gré	1 921,73
Restaurant du Vieux Port	Contrat à exécution sur demande pour des services de restauration pour les jurés et les constables.	Gré à gré	6 315,24
REVERA	Rapport expertise médicale.	Gré à gré	1 000,00
Ricci Teasdale inc.	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Montréal.	Gré à gré	7 188,58
Richard Gauthier, Huissier de Justice	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Montréal.	Gré à gré	4 890,19
Richer, Pierre (Docteur)	Expertise anatomo-physiologique dans un dossier juridique IVAC et témoignage.	Gré à gré	5 600,00
RJR Innovations Inc.	Contrat de Soutien pour le logiciel SDE Magic.	Gré à gré	18 229,68

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Robert, Jean-Guy	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice pour le district de Bedford.	Gré à gré	3 378,75
Robert, Jean-Guy	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice pour le district judiciaire de Québec.	Gré à gré	19 182,52
Rodeus Groupe	Abonnement à Lansweeper Enterprise.	Appel d'offres sur invitation	2 169,00
Roy, Nancy	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
S.R.I.L.(Service régional d'interprétariat de Lanaudière)	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprète et/ou de traduction devant les cours de justice de Lanaudière.	Gré à gré	0,00
Sabir Riaz Chaudhry	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice principalement devant celle du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Sala, Jeannie	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice du Nord-du-Québec.	Gré à gré	432,00
Salazar Félix	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Sambath, Hel	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Samy, Marie-José	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Sangin-Gagnon, Véronique	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	198,40
Saulnier, Marcelle	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Savoie, Georgette	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires pour les districts judiciaires de Rimouski, Bonaventure, Gaspé et Kamouraska.	Gré à gré	2 632,05
Savoie, Georgette	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires pour le district judiciaire de Montréal.	Gré à gré	3 864,00
Scallen, Jennifer	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprète et/ou de traduction devant les cours de justice pour le Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie/Îles-de-la-Madelaine.	Gré à gré	0,00
Séculin, Sinisa-Andrei	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Sécurité B.S.L. Itée	Contrat à exécution sur demande pour des services de gardiennage et de surveillance des jurés dans le cadre d'assises criminelles pour le palais de justice de Rivière-du-Loup.	Gré à gré	4 332,07
Sécurité B.S.L. Itée	Contrat à exécution sur demande pour des services de gardiennage et de surveillance des jurés dans le cadre d'assises criminelles pour le palais de justice de Rimouski.	Gré à gré	0,00
Sécurité Pro-Est	Contrat à exécution sur demande pour des services de gardiennage pour les jurés pour le palais de justice de Chicoutimi.	Gré à gré	2 996,50
Sécurité Pro-Est	Contrat à exécution sur demande pour des services de gardiennage pour les jurés pour le palais de justice de Chicoutimi.	Gré à gré	0,00

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Sensus Communication Solutions inc.	Télécommunications, Système de casque sans fil	Gré à gré	1 380,00
Sept24 communications marketing	Location kiosque pour la rentrée étudiante à l'Université de Sherbrooke.	Gré à gré	1 500,00
Shallwani, Naseem Mehd	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Shyr, Ming Jyh	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Sierra, Monica	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice du Centre-du-Québec et de l'Estrie, dans les districts de Saint-François, Mégantic, Bedford, Drummond et D' Arthabaska.	Gré à gré	0,00
Docteur Alain Sirois inc.	Expertise psychiatrique dans un dossier juridique IVAC.	Gré à gré	5 000,00
SOCAM (Société de communication Atikamek – Montagnais)	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice pour le district judiciaire de Québec.	Gré à gré	1 530,00
Société en commandite transport de valeurs Garda	Effectuer le transport des recettes des services financiers du palais de justice de Montréal, jusqu'à la salle de comptage de Garda et d'approvisionner les services financiers en fond de change.	Gré à gré	7 561,24
Société TELUS Communications	Service d'évaluation de sécurité qualifié (QSA).	Appel d'offres sur invitation	2 210,00
Softchoice Corporation	Contrat de soutien pour les modules de détection de pourriels Proofpoint.	Appel d'offres sur invitation	16 672,60
Softchoice Corporation	Abonnement Google Maps API Premier.	Appel d'offres sur invitation	10 522,95
Softchoice Corporation	Soutien Right Fax d'Open Text.	Appel d'offres sur invitation	3 300,78
Solisco numérix	Service d'impression.	Gré à gré	1 075,00
Solmar/La Sauvagine	Contrat à exécution sur demande pour des services de restauration pour les jurés et les constables.	Gré à gré	0,00
Solutions Intrasoft inc.	Contrat de soutien pour le logiciel What's Up Gold.	Appel d'offres sur invitation	3 878,00
Solutions Intrasoft inc.	Contrat de soutien pour le logiciel WS-FTP d'Ipswitch.	Appel d'offres sur invitation	2 684,25
Sonya Hombert	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice pour les districts judiciaires de Saint-François, de Mégantic, de Bedford, de Drummondville et d'Arthabaska.	Gré à gré	2 292,50
Souma, Nadine	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	1 136,00
Souma, Nadine	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice pour le district judiciaire de Montréal.	Gré à gré	292,00
Stanex	Entretien des systèmes PowerTrust.	Appel d'offres sur invitation	15 496,00

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Sténo Fac inc. sténographe officiel	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires pour le district judiciaire de Beauharnois.	Gré à gré	0,00
St-Jean, Line	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	Gré à gré	1 521,00
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	Gré à gré	5 266,00
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	Gré à gré	9 692,50
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	Gré à gré	1 761,60
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	Gré à gré	1 163,10
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	Gré à gré	8 808,00
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	Gré à gré	8 246,01
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	Gré à gré	14 831,78
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	Gré à gré	20 883,00
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	Gré à gré	2 784,40
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	Gré à gré	1 194,08
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	Gré à gré	1 194,08
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	Gré à gré	12 900,00
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	Gré à gré	7 172,00
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	Gré à gré	2 351,60
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	Gré à gré	1 851,60
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	Gré à gré	4 590,52
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	Gré à gré	11 001,00

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	Gré à gré	9 336,00
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	Gré à gré	3 846,00
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	Gré à gré	7 620,00
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	Gré à gré	4 024,50
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	Gré à gré	3 667,00
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	Gré à gré	11 001,00
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	Appel d'offres sur invitation	3 097,50
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	Appel d'offres sur invitation	2 790,00
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	Appel d'offres sur invitation	1 139,90
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	Appel d'offres sur invitation	1 875,60
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	Appel d'offres sur invitation	2 228,50
Szanajda Dania	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Taïga Vision inc.	Collaborer auprès des structures de justice communautaire, dans les milieux autochtones, au suivi des obligations pouvant découler d'ententes avec la Ministre (rapports Gladue, etc.).	Gré à gré	23 897,98
Techni-Bureau	Impression de documents ministériels.	Gré à gré	5 075,93
Technologies Metafore inc.	Contrat de soutien des produits de copies de sécurité Symantec.	Appel d'offres sur invitation	2 910,09
Technologies Metafore inc.	Contrat de soutien des licences IBM WebShere Application Server et IBM Tivoli Storage Manager.	Appel d'offres sur invitation	15 403,55
Telecon inc.	Travaux de câblage.	Gré à gré	2 137,97
Telecon inc.	Installation de prises et de câblages informatiques secteur Techno.	Gré à gré	2 742,49
Telecon inc.	Installation de câblages pour le réseau WIFI.	Gré à gré	2 721,23
Thibault, Karen	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice de Québec.	Gré à gré	4 663,13

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Thibault, Karen	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice de Québec.	Gré à gré	0,00
Toges Grand Maître	Confection de togas pour les greffiers.	Gré à gré	4 120,00
Traduc-Texte enr.	Service de traduction du français vers l'anglais.	Gré à gré	1 188,13
Traduction KLM	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	1 076,70
Traduction KLM	Contrat à exécution sur demande pour des services de transcription et de traduction devant les cours de justice de Beauharnois.	Gré à gré	7 132,32
Traductions Waterhouse inc.	Traduction de différents documents du français vers l'anglais.	Gré à gré	2 806,46
Tran, Jean-Hotu	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Transport G. Généreux inc.	Contrat à exécution sur demande pour des services de gardiennage et/ou entreposage des biens saisis reliés à la production ou la culture de drogues.	Gré à gré	0,00
Traynor, Sandra	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Tremblay Raiffaud Sencrl	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire d'Alma.	Gré à gré	6 602,90
Tremblay, Francine	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	832,50
Trudel, Favreau huissiers	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Gatineau.	Gré à gré	4 920,43
Truong, Thi Vinh	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Tuckatuck, Sarah	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice du Nord-du-Québec.	Gré à gré	3 617,92
Turcotte, Jean-Robert (Dr)	Expertise psychiatrique dans un dossier juridique IVAC.	Gré à gré	2 500,00
Turmel, Magali	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	0,00
Unisys Canada	Entretien annuel du Système de traitement massif (volet matériel).	Gré à gré	19 298,40
Vaz, Marie-Adelaide	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Verdier, Francine	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Vidéotron ltée	1 abonnement câble et 2 abonnements internet.	Gré à gré	1 791,38

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Voyages Abitibi inc.	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	1 283,80
Voyages Abitibi inc.	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	2 353,88
Voyages Optimum inc.	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Gré à gré	2 436,00
W.N. Poulin & Associés	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Beauce.	Gré à gré	10 119,36
Walsh, André	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Gré à gré	1 575,40
Waterhouse, Benjamin	Traductions de différents documents.	Gré à gré	3 140,68
Witcher, Nancy	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice du Nord-du-Québec.	Gré à gré	3 099,75
Wolters Kluwer Québec Ltée	Renouvellement Relations de travail - Feuilles mobiles	Gré à gré	1 314,00
Xenopoulos, Joseph	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Xerox Canada inc.	Location photocopieur Workcentre 5225.	Commande de biens/demande d'exécution	1 263,40
Yanez, Silvia Victoria	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Younsoo, Vivian Pyo	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Yune, Ki-Chan	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Zakhour Chamoun, Leila	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	0,00
Znaty, Luna	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice, principalement devant celles du district de Montréal.	Gré à gré	0,00

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
ALDOMA	Effectuer les travaux relatifs au dossier des violences faites aux femmes, au plan du classement, de l'archivage, de la logistique-organisation, de la correction des documents et de leur mise en page.	Gré à gré	13 874,00
Bertrand, Nathalie	Effectuer le tournage de huit capsules présentant le contenu de la formation "D'égale à égaux, dès la petite enfance".	Gré à gré	2 300,00
Cadrin, Hélène	Experte conseil en matière de violences sexuelles faites aux femmes et aux filles.	Gré à gré	3 500,00
CSMO-ÉSAC	Formation sur mesure au personnel professionnel.	Gré à gré	1 690,89
Descarries, Francine	Collaborer à la révision des contenus d'un outil destiné aux parents visant à les sensibiliser aux stéréotypes sexuels.	Gré à gré	3 000,00
Émond, Ariane	Animer le Rendez-vous national des régions ainsi que la rencontre élargie de la Table des partenaires Femmes et politiques municipale.	Gré à gré	2 034,19
Festival mode et design	Organisation d'un défilé pour la diversité corporelle dans le cadre du Festival de mode et design de Montréal 2014.	Gré à gré	20 000,00
Gagnon, Francine	Rédiger le compte rendu du « Rendez-vous des régions » ainsi que la « rencontre élargie de la Table des partenaires Femmes et politique municipale ».	Gré à gré	1 500,00
Galarneau, France	Révision linguistique en français de documents.	Gré à gré	3 240,00
Laflamme, Josée	Assurer la pérennité d'une formation de sensibilisation aux stéréotypes sexuels dans les publicités.	Gré à gré	2 000,00
Libeo inc.	Effectuer la création d'une carte interactive qui mettra en valeur les projets régionaux du Québec en matière d'égalité.	Gré à gré	10 995,00
Libeo inc.	Développer un portail à intégrer au site Web du Secrétariat à la condition féminine.	Gré à gré	13 400,00
Libeo inc.	Soutien et accompagnement dans les différentes évolutions et travaux en lien avec le site Web.	Gré à gré	19 630,62
Mailloux, Thérèse	Collaborer et conseiller la Ministre lors de l'actualisation de la Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes et élaborer un nouveau Plan d'action.	Gré à gré	3 500,00
Mailloux, Thérèse	Préparation et tenue d'une mission à Port-au-Prince en Haïti, du 1er au 8 avril 2014 dans le cadre du Projet d'appui au renforcement de la gestion publique en Haïti.	Gré à gré	5 080,00
Mailloux, Thérèse	Préparation et tenue d'une mission à Port-au-Prince en Haïti, du 20 au 27 mai 2014.	Gré à gré	5 080,00
QVC	Effectuer la gestion des inscriptions du rendez-vous des régions.	Gré à gré	10 567,00
Rinfret-Raynord, Maryse	Supervision de l'étude de l'Université de Montréal qui consiste à réaliser une synthèse des connaissances relatives aux violences faites aux femmes.	Gré à gré	15 000,00
Savard, Marie-Claude	Coprésider le grand comité pour assurer le suivi de la mise en oeuvre de la Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée (CHIC).	Gré à gré	1 975,00

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Services d'édition Guy Connolly	Réaliser le graphisme de la mise à jour du guide "À parts égales, à part entière - L'égalité entre les femmes et les hommes au Québec".	Gré à gré	3 300,00
Tessier, Sarah	Soutien à la coordination de la révision des textes du portail WEB visant à sensibiliser les milieux scolaires aux stéréotypes sexuels.	Gré à gré	3 000,00
TC Transcontinental	Réimpression de l'outil "Les livres et les jouets ont-ils un sexe?".	Gré à gré	14 090,00

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Amérique Traductions (Contrat de 2 000 \$)	À la demande du Conseil, effectuer la traduction du français vers l'anglais de divers document.	Contrat de gré à gré	444,37
Barma, Serge (Me), avocat	Contrat de services juridiques autorisé par le ministère de la Justice pour représenter le Conseil de la justice administrative dans le cadre des procédures judiciaires intentées dans un dossier du Conseil.	Contrat de gré à gré	6 110,79
CSPQ	Entreposage pour la conservation de documents semi-actifs.	Contrat de gré à gré	81,51
Imprimerie Héon Nadeau	Graphisme et impression du Rapport annuel de gestion 2013-2014 du Conseil de la justice administrative.	Contrat de gré à gré	2 378,00
Lemieux, Madeleine (Me), avocate	Contrat de services juridiques autorisé par le ministère de la Justice pour représenter le Conseil de la justice administrative dans le cadre des procédures judiciaires intentées dans 3 dossiers du Conseil.	Contrat de gré à gré	14 925,43
L'Heureux Amaro inc. (Contrat de 450 \$)	Eau embouteillée et nettoyage de la fontaine	Contrat de gré à gré	217,85
Olivier, Michel, sténographe (Contrat de 9 500 \$)	Effectuer la transcription des enregistrements sonores d'audiences tenues par les tribunaux administratifs soumis à l'autorité du Conseil et autres enregistrements ainsi qu'agir comme sténographe pour la prise de notes et la transcription d'audiences de comités d'enquête	Contrat de gré à gré	479,40
Ricoh (Contrat de 13 140 \$)	Location d'un appareil multifonctions pour une durée de 5 ans à 219,00 \$ par mois.	Contrat de gré à gré	13 140,00
Société québécoise des infrastructures	Sécurité des locaux	Contrat de gré à gré	401,40
Sténo-Fac inc. (Contrat de 3 000 \$)	Effectuer la transcription des enregistrements sonores d'audiences tenues par les tribunaux administratifs soumis à l'autorité du Conseil.	Contrat de gré à gré	0,00

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Accessibil-IT inc.	Services informatiques: balisage des documents afin d'assurer l'accessibilité du site institutionnel	Négocié	10 000,00
ACE Technology inc.	Acquisition équipement informatique: système pare-feu FortiGate	Négocié	22 695,00
Alpha plantes	Location et services d'entretien des plantes	Négocié	4 274,00
Asselin, France (sténographe)	Services techniques: transcription sténographique	Négocié	3 638,00
Beaupré, Mylène Me	Mandat d'arbitrage en vertu de l'article 62 de la Charte	Décret 913-2013	1 000,00
Bibeau, Michel	Mandat d'enquête en vertu de l'article 62 de la Charte	Négocié	2 400,00
Bilodeau, Collen	Services techniques: traduction de documents divers	Soumission sur invitation: contrat ouvert	2 722,00
Blanchette, Yvon	Services conseils auprès du comité de maintien de l'équité salariale	Négocié	7 500,00
Bureau des Intervieweurs Professionnels (B.I.P.) 1988	Sondage dans le cadre de la recherche "Promotion en emploi des membres des minorités racisées dans le secteur privé"	Soumission sur invitation	9 450,00
Caissey Translations	Services techniques: traduction de documents divers	Soumission sur invitation: contrat ouvert	5 900,00
Capitale Commerciale (La)	Services techniques: manutention et déménagement interne (entrepôt)	Négocié	1 181,00
CDW Canada	Informatique: licences VEEAM pour système de copie de sauvegarde VMWARE (3)	Négocié	2 426,00
CDW Canada	Informatique: renouvellement contrats de support - commutateurs CISCO	Négocié	9 532,00
CDW Canada	Informatique: renouvellement licences anti-virus Kaspersky (200)	Négocié	5 570,00
CDW Canada	Acquisition équipement informatique: kit de mémoire pour serveur HP (5)	Négocié	3 858,00
CDW Canada	Acquisition équipement informatique: espace disque (4) /mémoire (2) / serveur (1)	Négocié	5 694,00
CDW Canada	Acquisition équipement informatique: équipement de connexion Cisco	Négocié	1 714,00
Centre de consultation psychologique et éducationnelle Inc (Paul Maurice)	Expertise: évaluation clinique et rapport dans un dossier d'enquête	Négocié	2 000,00
Centre de services partagés: programme PAE	Programme d'aide aux employés	Entente CSPQ	14 000,00
Charmart	Services techniques: transcription verbatim dans un dossier d'enquête	Négocié	1 500,00

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Citrix Systems inc.	Informatique: renouvellement des licences Citrix et support 1 an	Négocié	4 845,00
Communications DEMO	Services techniques: veille média	Négocié	6 200,00
Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)	Participation à un "testing" dans le cadre du suivi du rapport sur l'accessibilité des commerces	Négocié	2 257,00
Connections Pur-Tel	Services techniques: câblage dans la nouvelle salle informatique	Négocié	10 856,00
Consultation S.A.P.A.Inc.	Expertise en ergothérapie et rapport dans un dossier du contentieux	Négocié	3 125,00
Cotnoir, Pierre-Alain	Expert et principal analyste des résultats du sondage sur les perceptions relatives aux droits et libertés chez les Québécois	Négocié	7 380,00
CPU Design inc.	Acquisition équipement informatique: serveur HP1	CSPQ: offre permanente	5 830,00
Dell Canada inc.	Acquisition espace de stockage réseau - SAN EqualLogic PS6100E	Négocié	18 885,00
Dell Canada inc.	Équipement pour la gestion des copies de sécurité	Négocié	16 751,00
Denise Babin Communication, traduction et rédaction	Services techniques: traduction de documents divers	Soumission sur invitation: contrat ouvert	4 755,00
Dièse	Édition - Rapport annuel de gestion 2013-2014	Soumission	5 438,00
Dr Marc Guérin	Expertise: évaluation médicale dans un dossier administratif ressources humaines	Négocié	1 700,00
Fibre noire Internet inc.	Services de télécommunications informatiques - Fibre optique- Montréal et Québec	Négocié	19 140,00
Gestion Georges Coulombe	Services immeuble: aménagement du local informatique sécurisé	Négocié - Propriétaire de l'immeuble	11 713,00
Gestion Georges Coulombe	Services techniques: entretien des locaux	Négocié - Propriétaire de l'immeuble	16 895,00
Groupe AZUR	Analyste informatique: programmation application CLIC dossiers	Négocié	18 000,00
Groupe Solulan inc.	Services informatiques: migration de l'environnement Exchange Server 2010 à 2013	Négocié	6 000,00
Henri A. Lafortune inc.	Services techniques: confection du mémoire cahier sources - Cour d'appel	Négocié	1 821,00
Hypertec Systèmes inc.	Acquisition équipement: portables Latitude 15 série 5000 (5)	CSPQ: offre permanente	4 295,00
Hypertec Systèmes inc.	Acquisition équipement: ordinateurs DELL (20)	CSPQ: offre permanente	11 413,00
Hypertec Systèmes inc.	Acquisition équipement: écrans DELL (15)	CSPQ: offre permanente	2 045,00

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Hypertec Systèmes inc.	Acquisition équipement: portables DELL Latitude E5540 (9)	CSPQ: offre permanente	7 731,00
Hypertec Systèmes inc.	Acquisition équipement: tours DELL et claviers (5)	CSPQ: offre permanente	2 853,00
Hypertec Systèmes inc.	Acquisition équipement: écrans DELL (10)	CSPQ: offre permanente	1 364,00
Hypertec Systèmes inc.	Acquisition équipement: portables DELL latitude E7440 (15) avec disque dur, batterie et station	CSPQ: offre permanente	18 435,00
Hypertec Systèmes inc.	Acquisition équipement: portables DELL Latitude E7440 (5)	CSPQ: offre permanente	5 797,00
Hypertec Systèmes inc.	Acquisition équipement: portables DELL Latitude E7440 - écrans tactiles(5)	CSPQ: offre permanente	8 243,00
Hypertec Systèmes inc.	Acquisition équipement: écrans DELL P2214H (10)	CSPQ: offre permanente	1 364,00
Imprimeries Transcontinental	Services techniques: impression dépliant "Faire une demande d'intervention pour défendre les droits d'un enfant"	Soumission sur invitation	1 828,00
Imprimeries Transcontinental	Services techniques: impression dépliant "Promouvoir et défendre les droits des enfants et des jeunes"	Soumission sur invitation	1 420,00
Imprimeries Transcontinental	Services techniques: réimpression dépliant "Nos services pour défendre et promouvoir vos droits"	Négocié	1 350,00
In Fidem	Services professionnels: consultation sécurité de l' information	Négocié	10 500,00
J.L.Entretien enr.	Entretien ménager	Négocié	6 900,00
Jobboom	Entente de diffusion d'affichages de postes (18 mois)	Négocié	2 895,00
Leduc, ressources humaines inc.	Services professionnels: transition fin d'emploi	Négocié	2 500,00
Locomotive Inc.	Services professionnels: développement d'un micro-site pour le 40e anniversaire de la Charte et son concours hommage aux ambassadeurs	Appel d'offres sur invitation	20 000,00
Me Richard Gaudreau (Bergeron Gaudreau Avocats)	Mandat juridique d'agir comme correspondant - Cour Suprême	Mandat juridique	3 625,00
Meloche, Francis - avocat	Services conseils - Relations de travail	Négocié	2 163,00
Missakila, Aymar	Services juridiques: avis juridique demandé par le contentieux	Négocié	1 200,00
Missakila, Aymar	Services juridiques: avis juridique demandé par le contentieux	Négocié	1 200,00
Moureaux Hauspy	Services professionnels: conseils en réaménagements	Négocié	2 917,00
Noreau, Pierre	Assurer la direction du sondage sur les perceptions relatives aux droits et libertés chez les Québécois	Négocié	10 000,00

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Relais Expert-conseil	Formation des gestionnaires : "Respect et civilité au travail"	Négocié	1 611,00
Robert Tardif Électrique Inc.	Services techniques: câblage électrique - salle sécurisée des serveurs	Négocié	2 000,00
Saulnier Robillard	Services techniques: huissiers	Négocié	23 000,00
Services de gestion Quantum Ltée (Les)	Remplacement de la téléphoniste	Négocié	8 635,00
Services EXP Inc.	Expertise géotechnique dans un dossier du contentieux	Négocié	1 200,00
Siemens Canada Ltée	Acquisition équipement de sécurité - 2e étage	Négocié	2 876,00
Simplevu	Acquisition équipement audio: micros sans-fil (3), installation et programmation	Négocié	2 661,00
Société Logique	Rapport d'expertise en accessibilité dans un dossier du contentieux	Négocié	7 800,00
St-Laurent, Francis	Services techniques en informatique - soutien à l'équipe technique	Négocié	2 679,00
St-Louis, Lyne (Taiga Vision)	Mandat de médiation dans un dossier d'enquête - article 62 de la Charte	Négocié	800,00
Support Warehouse ltd (HP Care Pack Sales)	Informatique: prolongation de garantie - serveurs(4)	Négocié	2 995,00
Teknov	Services techniques: consultation et support SharePoint pour le site internet de la CDPDJ	Négocié	5 000,00
Telerik inc.	Informatique: licence Edition developer	Négocié	1 476,00
Thémis Multifactum	Services techniques: confection des mémoires - cahiers sources dans 5 dossiers en Cour d'appel	Négocié	6 580,00
Tremblay, Réal	Services professionnels: suivi des plaintes relatives à la qualité des services de la CDPDJ	Négocié	12 000,00
Turmel, Magali	Services techniques: sténographie (prise de déposition)	Négocié	1 159,00
Videotron	Abonnements internet bureaux de Chicoutimi, St-Jérôme, Sherbrooke, Québec	Négocié	5 000,00
VMWare inc.	Informatique: renouvellement des licences incluant le support technique et les outils	Négocié	24 645,00

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Alliance 9000	Infographie du calendrier 2015.	Gré à gré	1 570,00
Barreau de Montréal	Événement kiosque d'information.	Gré à gré	3 635,00
Bell Canada	Inscription annuaire.	Gré à gré	1 286,00
Bettina Karpel	Traduction de textes juridiques.	Gré à gré	2 340,00
Buroplus	Fournitures de bureau.	Gré à gré	5 918,00
Claude Boily	Révision des résultats financiers du régime d'assurance collective et rapport.	Gré à gré	5 750,00
Cognat Inc.	Équipements informatiques.	Gré à gré	4 482,00
Compugen	Licences pour logiciels.	Gré à gré	17 101,00
Crites & Riddell Basics	Fournitures de bureau.	Gré à gré	1 063,00
Dale-Parizeau Morris Mackenzie Inc.	Assurance commerciale.	Gré à gré	16 318,00
Déménagement Montréal Express Inc.	Déplacements et manutention de mobiliers de bureau.	Gré à gré	1 198,00
Desjardins Gestion Immobilière	Entretien général des locaux.	Gré à gré	6 411,00
Desjardins Gestion Immobilière	Aménagement des locaux.	Gré à gré	3 600,00
Dicom Express	Messagerie.	Gré à gré	1 583,00
DL Laser Service	Réparation d'équipement informatique.	Gré à gré	1 375,00
Ergopro Inc.	Mobilier de bureau.	Gré à gré	3 829,00
Gestar Inc.	Soutien annuel logiciel e-Documentik	Gré à gré	1 889,00
Gestar Inc.	Formation.	Gré à gré	1 147,00
Gilles Pascal-Valette	Infographie.	Gré à gré	2 609,00

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Groupe Ameublement de bureau Focus inc.	Mobilier de bureau.	Gré à gré	3 542,00
Imprimeries Transcontinental Inc.	Impression de documents.	Gré à gré	3 595,00
Jean Mercier	Consultant en ressources humaines.	Gré à gré	8 571,00
Le Groupe Conscientia inc.	Formation.	Gré à gré	6 400,00
Le Sextant Inc.	Fournitures de bureau.	Gré à gré	1 432,00
Les Editions Yvon Blais Inc.	Documentation.	Gré à gré	18 551,00
LexisNexis - Butterworths	Documentation.	Gré à gré	2 055,00
LexisNexis Canada Inc.	Documentation.	Gré à gré	14 101,00
LithoChic	Impression de documents.	Gré à gré	1 090,00
Lithographie André Lachance Inc.	Impression de chèques laser.	Gré à gré	2 066,00
Loranger Marcoux s.e.n.c.	Consultation relative aux relations de travail et aribtrage de comptes d'avocats de la pratique privée.	Gré à gré	4 251,00
Lyreco (Canada) Inc.	Fournitures de bureau.	Gré à gré	4 214,00
MicroAge	Cartouches d'encre pour imprimantes.	Gré à gré	1 068,00
Moneris	Frais de services pour système de paiement Moneris.	Gré à gré	10 496,00
Nethris	Frais de services pour système de paie.	Gré à gré	2 661,00
Norbec Communication	Équipement pour projection multimédia.	Gré à gré	4 084,00
OPENFACE	Télécommunications, Internet.	Gré à gré	13 800,00
Pitney Bowes	Timbres, entretien et fournitures pour compteur postal.	Gré à gré	10 005,00
PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.	Expertise comptable.	Gré à gré	13 500,00
Réseau-Bureautique	Panneaux pour cloisons.	Gré à gré	5 703,00

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Sage Software Canada Ltd.	Droits d'utilisation de logiciel.	Gré à gré	3 397,00
Services graphiques Deux-Montagnes	Impression de documents.	Gré à gré	4 625,00
Sisca Solutions d'affaires inc.	Impression de documents pour formation des avocats.	Gré à gré	10 479,00
Société Place des Arts	Stationnement.	Gré à gré	9 063,00
Softchoice LP	Licences pour logiciels	Gré à gré	11 259,00
Spencomp Solutions Inc.	Équipement informatique.	Gré à gré	14 927,00
The Computer Media Group	Cartouches d'encre pour imprimantes.	Gré à gré	5 974,00
Traductions Juris.	Traduction de textes juridiques.	Gré à gré	3 517,00
Trans-Graphique Imprimeur	Impression de divers documents.	Gré à gré	1 350,00
Wilson & Lafleur Ltée	Documentation.	Gré à gré	2 668,00
Wolters Kluwer Québec Ltée	Documentation.	Gré à gré	9 231,00
Xérox Canada Ltée	Entretien de photocopieurs.	Gré à gré	1 796,00

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
3087-9068 Québec inc.	Service de traiteur dans le cadre d'une formation	Contrat négocié	1 086,80
9062-4917 Québec inc.	Service de traiteur dans le cadre d'une formation	Contrat négocié	10 477,44
9162-6192 Québec inc.	Sténographie	Contrat négocié	1 687,30
A.D.I. art design international inc.	Acquisition de mobilier	Contrat négocié	1 764,18
Aéronolisement	Billet d'avion - Cour itinérante (1 personne)	Contrat négocié	1 979,75
Aéronolisement	Billet d'avion - Cour itinérante (1 personne)	Contrat négocié	3 871,91
Aéronolisement	Billet d'avion - Cour itinérante (1 personne)	Contrat négocié	1 893,62
Aéronolisement	Billet d'avion - Cour itinérante (1 personne)	Contrat négocié	1 243,42
Air Canada	Billet d'avion – Formation (5 personnes)	Contrat négocié	2 998,25
Air Canada	Billet d'avion – Procureur (1 personne)	Contrat négocié	1 006,32
Air Canada	Billet d'avion – Formation (1 personne)	Contrat négocié	1 534,50
Air Canada	Billet d'avion – Formation (1 personne)	Contrat négocié	1 409,65
Air Canada	Billet d'avion - Entraide internationale et formation (1 personne)	Contrat négocié	1 420,56
Air Canada	Billet d'avion – Formation (1 personne)	Contrat négocié	1 949,57
Air Creebec inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	1 233,36
Air Creebec inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	3 742,02
Air Creebec inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	3 811,63
Air Creebec inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	1 951,27
Air Creebec inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	5 108,72

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Air Creebec inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	3 917,72
Air Creebec inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	3 654,01
Air Creebec inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	2 530,51
Air Creebec inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	4 085,84
Air Creebec inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	3 720,26
Air Creebec inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	5 703,60
Air Creebec inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	4 124,36
Air Creebec inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	2 622,28
Air Creebec inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	2 005,02
Air Creebec inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	3 866,02
Air Creebec inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	2 458,67
Air Creebec inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	3 930,08
Air Creebec inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	6 128,41
Air Creebec inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	3 181,89
Air Creebec inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	3 988,53
Air Creebec inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	2 772,96
Air Creebec inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	3 672,21
Air Creebec inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	3 876,81
Air Inuit	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	1 349,90
Air Inuit	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	2 784,99

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Air Inuit	Transport de meubles	Contrat négocié	1 017,63
Alexiou Knowles & co	Services professionnels	Contrat négocié	5 407,19
Angéline	Service de traiteur pour la tenue d'une formation	Contrat négocié	1 640,05
Aon Hewitt inc.	Expertise en évaluation de dommages, rapport	Contrat négocié	4 817,50
Artopex inc.	Acquisition de cloisons	Contrat négocié	2 889,93
Artopex inc.	Acquisition de mobilier	Contrat négocié	1 491,00
Artopex inc.	Acquisition de mobilier	Contrat négocié	1 040,00
Artopex inc.	Acquisition de mobilier	Contrat négocié	5 006,27
Auberge Saint-Antoine inc.	Location de salle et service de traiteur dans le cadre d'une réunion	Contrat négocié	1 527,82
BDO Canada S.R.L./S.E.N.C.R.L.	Expertise en juricomptabilité	Contrat négocié	3 730,13
Bédard, Alice	Sténographie	Contrat négocié	1 533,60
Bell Canada (Compagnie de téléphone Bell du Ca	Acquisition et installation d'une visioconférence	Contrat négocié	9 877,50
Borduas Pagé, Stéphanie	Expertise psychiatrique, rapport et témoignage à la Cour	Contrat négocié	2 000,00
Boutique du bureau Gyva inc.	Acquisition de matériel de bureau	Contrat négocié	3 345,00
Bouty inc.	Acquisition de mobilier	Contrat négocié	1 705,00
Brynd Smoked Meat	Service de traiteur dans le cadre d'une activité de reconnaissance	Contrat négocié	1 140,83
Carswell, une division de Thomson Canada limité	Acquisition de Codes criminels	Contrat négocié	5 400,24
CBCI Télécom Canada inc.	Acquisition et installation d'une visioconférence	Contrat négocié	7 472,50
CBCI Télécom Canada inc.	Acquisition et installation d'une visioconférence	Contrat négocié	7 192,50
CBCI Télécom Canada inc.	Acquisition d'un contrat de maintenance	Contrat négocié	1 470,00

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
CBCI Télécom Canada inc.	Acquisition et installation d'une visioconférence	Contrat négocié	7 727,50
CBCI Télécom Canada inc.	Acquisition et installation d'équipements informatiques	Contrat négocié	2 391,00
CBCI Télécom Canada inc.	Acquisition d'un contrat de maintenance	Contrat négocié	1 790,00
CBCI Télécom Canada inc.	Acquisition et installation d'une visioconférence	Contrat négocié	7 123,00
CBCI Télécom Canada inc.	Acquisition d'équipements informatiques	Contrat négocié	1 394,00
CBCI Télécom Canada inc.	Acquisition et installation d'une visioconférence	Contrat négocié	7 572,50
CCH canadienne limitée	Acquisition de Codes criminels	Contrat négocié	1 682,15
Chamberland, Gilles	Expertise psychiatrique, rapport et témoignage à la Cour	Contrat négocié	1 062,50
Château Moncton	Hébergement dans le cadre d'une formation	Contrat négocié	8 892,00
Chef Chez Soi Traiteur inc.	Service de traiteur dans le cadre d'une réunion	Contrat négocié	1 498,25
CIRA Services médicaux inc.	Expertise médicale	Contrat négocié	1 285,00
Club Voyage Bellaventure inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	1 618,61
Communication Demo inc.	Revue de presse	Contrat négocié	3 671,32
Congrès du Barreau Gaspésie Bas St-Laurent	Inscription dans le cadre d'un congrès annuel	Contrat négocié	1 130,00
Congress Solutions	Inscription dans le cadre d'un congrès annuel	Contrat négocié	1 112,72
Congress Solutions	Inscription et hébergement dans le cadre d'un congrès annuel	Contrat négocié	3 168,80
Copies de la Capitale inc., Les	Services d'impression et de reprographie	Contrat négocié	1 246,47
Dalcon inc.	Réparation et entretien	Contrat négocié	1 300,00
Damphousse, Karine	Expertise médicale, rapport et témoignage à la Cour	Contrat négocié	3 447,56
Demers, Hélène	Service de révision documentaire	Contrat négocié	1 000,00

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Deschamps impression inc.	Service d'impression et de reprographie	Contrat négocié	2 163,00
Devloo, Jean-François	Expertise médicale, rapport et témoignage à la Cour	Contrat négocié	1 000,00
Dicom Express inc.	Courrier et messagerie	Contrat négocié	20 000,00
D ^r Fabien Gagnon inc.	Expertise médicale	Contrat négocié	1 350,00
D ^r Pascal Kintz	Expertise psychiatrique, rapport et témoignage à la Cour	Contrat négocié	3 926,29
D ^r Pierre Legendre	Expertise médicale	Contrat négocié	1 150,00
D ^r Sylvain Faucher inc.	Expertise psychiatrique, rapport et témoignage à la Cour	Contrat négocié	4 092,26
École Nationale de Police	Expertise en force policière, rapport et témoignage à la Cour	Contrat négocié	4 599,23
École Nationale de police	Expertise en force policière, rapport et témoignage à la Cour	Contrat négocié	10 086,50
Éditions SR [1995] inc., Les	Acquisitions de volumes juridiques	Contrat négocié	1 530,27
Équipement de bureau Robert Légaré Itée	Acquisition de mobilier	Contrat négocié	2 852,50
Équipement de bureau Robert Légaré Itée	Acquisition de mobilier	Contrat négocié	5 949,90
Éveil Conseil	Formation	Contrat négocié	4 419,95
Expédia.ca	Hébergement - Formation	Contrat négocié	1 825,18
Expédia.ca	Hébergement - Entraide internationale et formation	Contrat négocié	1 884,26
Expertise Neurosciences inc.	Expertise psychiatrique, rapport déposé à la Cour	Contrat négocié	3 150,00
First Air	Transport de mobilier	Contrat négocié	2 550,37
First Air	Transport de mobilier	Contrat négocié	2 390,23
Fournitures de bureau Denis inc.	Acquisition de matériel de bureau	Contrat négocié	1 017,81
Fournitures de bureau Denis inc.	Acquisition de matériel de bureau	Contrat négocié	1 137,58

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Gendron, Sébastien D ^r	Expertise psychiatrique, rapport et témoignage à la Cour	Contrat négocié	1 800,00
Groupe Germain inc.	Hébergement pour la tenue d'une réunion	Contrat négocié	2 290,72
Groupe recherche intervention psychosociale mil	Formation	Contrat négocié	1 000,00
Henri A. Lafortune inc.	Confection de mémoires	Contrat négocié	15 000,00
Homsy, Michèle	Traduction	Contrat négocié	3 602,83
Hôtel Lindbergh	Hébergement pour la tenue d'une réunion	Contrat négocié	7 714,00
Hôtel Montfort Nicolet inc.	Hébergement lors de la tenue de l'École des poursuivants 2014 du D.P.C.P.	Contrat négocié	17 598,45
Hyatt Regency Montréal (3385434 Canada inc.)	Hébergement - Témoin	Contrat négocié	1 340,36
Impressions Bourg-Royal inc.	Service d'impression et reprographie	Contrat négocié	2 281,00
Infynia.Com	Appel de service - Système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	Contrat négocié	1 204,95
Infynia.Com	Appel de service - Système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	Contrat négocié	1 159,08
Infynia.Com	Appel de service - Système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	Contrat négocié	1 305,38
Infynia.Com	Appel de service - Système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	Contrat négocié	2 268,08
Joseph Clermont inc.	Confection de chemises pré-numérotées	Contrat négocié	5 995,00
Joseph Clermont inc.	Confection de chemises pré-numérotées	Contrat négocié	5 995,00
Joseph Clermont inc.	Confection de chemises pré-numérotées	Contrat négocié	1 206,00
Joseph Clermont inc.	Confection de chemises pré-numérotées	Contrat négocié	4 464,00
Joseph Clermont inc.	Confection de chemises pré-numérotées	Contrat négocié	1 165,00
Lac-Saint-Jean Déménagement ltée	Service de déménagement	Contrat négocié	1 120,00
Lamontagne, Marc-André	Expertise psychologique, rapport et témoignage à la Cour	Contrat négocié	1 562,50

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Mab Profil inc.	Acquisition de mobilier	Contrat négocié	1 558,03
Malette S.E.N.C.R.L.	Expertise en comptabilité, rapport	Contrat négocié	8 164,17
Marriott Château Champlain	Hébergement - Formation	Contrat négocié	1 062,75
M ^e Claude Alexandre	Services juridiques	Contrat négocié	14 321,11
M ^e Michel Roberge	Services juridiques	Contrat négocié	7 700,00
M ^e Pierre A. Fournier	Services juridiques	Contrat négocié	2 210,00
Med Express inc.	Courrier et messagerie	Contrat négocié	2 000,00
Med Express inc.	Courrier et messagerie	Contrat négocié	13 000,00
Meuble Branchaud inc.	Acquisition de mobilier	Contrat négocié	1 771,99
Navigant Conseil LJ inc.	Expertise juricomptable, rapport et témoignage à la Cour	Contrat négocié	3 080,00
Navigant Conseil LJ inc.	Expertise juricomptable, rapport et témoignage à la Cour	Contrat négocié	4 455,00
Navigant Conseil LJ inc.	Expertise juricomptable, rapport et témoignage à la Cour	Contrat négocié	7 311,53
Navigant Conseil LJ inc.	Expertise juricomptable, rapport et témoignage à la Cour	Contrat négocié	7 750,00
Pascan aviation	Billet d'avion - Procureur (1 personne)	Contrat négocié	1 331,71
Pascan aviation	Billet d'avion - Procureur (1 personne)	Contrat négocié	1 025,26
Pascan aviation	Billet d'avion - Procureur (1 personne)	Contrat négocié	1 428,74
Paulette Houde, s.o.	Sténographie	Contrat négocié	1 111,20
Paulette Houde, s.o.	Sténographie	Contrat négocié	1 008,80
Poitras, Benoît	Expertise médicale, rapport et témoignage à la Cour	Contrat négocié	2 450,00
Propair inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	3 892,89

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Propair inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	2 310,09
Propair inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	2 932,54
Propair inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	4 241,46
Propair inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	4 246,50
Propair inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	4 277,56
Propair inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	3 892,41
Propair inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	3 892,41
Propair inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	4 585,35
Propair inc.	Billet d'avion - Témoin (11 personnes)	Contrat négocié	22 059,89
Propair inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	4 254,14
Propair inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	3 531,94
Propair inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	4 252,81
Propair inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (1 personne)	Contrat négocié	1 057,99
Propair inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	3 387,81
Propair inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	4 068,64
Propair inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (1 personne)	Contrat négocié	2 480,58
Propair inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	3 846,82
Propair inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	4 254,14
Propair inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (2 personnes)	Contrat négocié	3 386,03
Quo Vadis International Itée	Acquisition de fournitures	Contrat négocié	1 272,28

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Raysource inc.	Acquisition de mobilier	Contrat négocié	9 074,31
Raysource inc.	Acquisition de mobilier	Contrat négocié	1 999,50
Raysource inc.	Acquisition de mobilier	Contrat négocié	12 007,75
Récupération Florence inc.	Acquisition d'équipement de télécommunication	Contrat négocié	4 335,00
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	Contrat négocié	1 578,00
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	Contrat négocié	4 438,00
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	Contrat négocié	1 148,00
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	Contrat négocié	4 903,00
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	Contrat négocié	3 047,00
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	Contrat négocié	3 151,00
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	Contrat négocié	3 010,00
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	Contrat négocié	2 585,00
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	Contrat négocié	2 442,00
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	Contrat négocié	1 062,00
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	Contrat négocié	3 548,00
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	Contrat négocié	5 361,00
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	Contrat négocié	3 249,00
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	Contrat négocié	1 523,74
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	Contrat négocié	2 237,00
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	Contrat négocié	3 833,00

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Resolve Collaboration Services	Vidéotémoignage	Contrat négocié	2 233,00
Resto-Bières le Thymbré inc.	Service de traiteur dans le cadre d'une formation	Contrat négocié	1 162,07
RGN Management Limited Partnership	Vidéotémoignage	Contrat négocié	1 545,50
RGN Management Limited Partnership	Vidéotémoignage	Contrat négocié	1 204,00
RGN Management Limited Partnership	Vidéotémoignage	Contrat négocié	2 649,26
RGN Management Limited Partnership	Vidéotémoignage	Contrat négocié	2 606,85
RGN Management Limited Partnership	Vidéotémoignage	Contrat négocié	2 336,67
Rochette, Pierre Dr	Expertise psychiatrique, rapport et témoignage à la Cour	Contrat négocié	7 512,50
Sécurité intégrée Tyco Canada, inc.	Service en sécurité	Contrat négocié	1 055,00
Services techniques d'imprimerie	Acquisition de matériel de bureau	Contrat négocié	1 650,00
Siemens Canada limitée	Service d'entretien informatique	Contrat négocié	1 080,00
Signé Leblanc	Graphisme du rapport annuel de gestion 2013-2014	Contrat négocié	4 100,00
Staples avantage	Acquisition de matériel de bureau	Contrat négocié	1 183,69
Station Mont-Sainte-Anne inc.	Service de traiteur dans le cadre d'une réunion	Contrat négocié	1 324,80
Sténobil	Sténographie	Contrat négocié	1 958,05
Sténofac inc.	Sténographie	Contrat négocié	15 000,00
Systèmes Espace/Max inc., Les	Acquisitions de mobilier	Contrat négocié	3 295,00
Systèmes Espace/Max inc., Les	Acquisitions de mobilier	Contrat négocié	5 570,00
Systèmes Espace/Max inc., Les	Acquisitions de mobilier	Contrat négocié	6 447,00
Systèmes Espace/Max inc., Les	Acquisitions de mobilier	Contrat négocié	1 945,00

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Teknion Roy et Breton inc.	Acquisition de mobilier	Contrat négocié	1 811,80
Thémis Multifactum inc.	Confection de mémoire	Contrat négocié	10 000,00
Thémis Multifactum inc.	Confection de mémoire	Contrat négocié	2 905,70
Thémis Multifactum inc.	Confection de mémoire	Contrat négocié	1 326,50
Transport et Messagerie Guépard inc.	Courrier et messagerie	Contrat négocié	3 800,00
Transports Lacombe inc., Les	Déménagements	Contrat négocié	1 281,25
Van Gijsegheem, Hubert	Expertise psychiatrique, rapport et témoignage à la Cour	Contrat négocié	1 720,00
Véronique Bédard M.D. inc.	Expertise médicale, rapport et témoignage à la Cour	Contrat négocié	2 304,10
Voyage Paradis	Billet d'avion - Formation (1 personne)	Contrat négocié	1 636,19
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Conditions de travail (1 personne)	Contrat négocié	1 306,82
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Conditions de travail (1 personne)	Contrat négocié	1 977,66
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (1 personne)	Contrat négocié	1 050,40
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 221,91
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 945,37
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (1 personne)	Contrat négocié	3 022,21
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Conditions de travail (1 personne)	Contrat négocié	1 975,43
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	2 194,00
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (1 personne)	Contrat négocié	1 119,46
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (1 personne)	Contrat négocié	3 053,01
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Conditions de travail (1 personne)	Contrat négocié	1 975,46

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion -Témoïn (1 personne)	Contrat négocié	3 053,04
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoïn (1 personne)	Contrat négocié	3 053,01
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoïn (1 personne)	Contrat négocié	3 053,01
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (1 personne)	Contrat négocié	1 756,03
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoïn (1 personne)	Contrat négocié	3 429,12
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoïn (1 personne)	Contrat négocié	3 429,12
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (1 personne)	Contrat négocié	3 053,00
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Conditions de travail (1 personne)	Contrat négocié	2 047,53
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoïn (1 personne)	Contrat négocié	1 574,75
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoïn (1 personne)	Contrat négocié	1 474,87
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoïn (1 personne)	Contrat négocié	3 053,00
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoïn (1 personne)	Contrat négocié	3 053,00
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoïn (1 personne)	Contrat négocié	3 053,00
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoïn (1 personne)	Contrat négocié	3 053,00
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Conditions de travail (1 personne)	Contrat négocié	2 047,52
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoïn (1 personne)	Contrat négocié	1 962,55
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoïn (1 personne)	Contrat négocié	2 511,06
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (1 personne)	Contrat négocié	3 429,11
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoïn (1 personne)	Contrat négocié	3 429,12
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoïn (1 personne)	Contrat négocié	3 429,12

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (1 personne)	Contrat négocié	3 053,00
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 637,05
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	3 053,00
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	3 053,00
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Conditions de travail (1 personne)	Contrat négocié	2 129,63
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (1 personne)	Contrat négocié	1 645,06
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (1 personne)	Contrat négocié	1 322,98
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	3 571,27
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Cour itinérante (1 personne)	Contrat négocié	1 571,72
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	3 326,92
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	3 326,92
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 654,40
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	3 055,00
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 613,59
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 570,01
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 738,94
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 331,47
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 962,08
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 962,08
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 962,08

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 962,08
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	3 571,28
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	4 779,24
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	3 571,27
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	3 571,27
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 121,46
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 576,74
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	3 051,08
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 135,49
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	3 051,08
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	3 051,08
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 409,80
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	3 051,08
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	3 051,08
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	3 051,08
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	3 571,28
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	4 554,41
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 398,19
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	3 051,08
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	3 051,08

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 203,95
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 369,50
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 962,09
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	3 571,28
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	2 600,12
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	3 051,08
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 544,65
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 569,76
Voyages CAA-Québec	Billet d'avion - Procureur (1 personne)	Contrat négocié	1 635,98
Voyages CAA-Québec	Billet d'avion - Procureur (1 personne)	Contrat négocié	1 838,01
Voyages CAA-Québec	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	2 762,56
Voyages CAA-Québec	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 793,41
Voyages CAA-Québec	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 564,19
Voyages CAA-Québec	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 138,21
Voyages CAA-Québec	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	3 048,18
Voyages CAA-Québec	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	2 532,00
Voyages CAA-Québec	Billet d'avion - Procureur (1 personne)	Contrat négocié	1 114,29
Voyages Côte-Nord inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 508,70
Voyages Côte-Nord inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 144,60
Voyages Côte-Nord inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 144,60

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
Voyages Odyssée Gaspé	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 032,22
Voyages Optimum inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 192,39
Voyages Optimum inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 143,34
Voyages Optimum inc.	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 000,20
Voyages Routair	Billet d'avion - Témoin (1 personne)	Contrat négocié	1 115,18
Wolters Kluwer Québec ltée	Acquisition de volumes juridiques	Contrat négocié	1 138,00
Wolters Kluwer Québec ltée	Acquisition de volumes juridiques	Contrat négocié	2 154,00
Wolters Kluwer Québec ltée	Acquisition de Codes criminels	Contrat négocié	3 179,60

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Total (\$)
ADECCO SERVICE DE Ressources Humaines LTÉE (Agence de placement)	Services de secrétariat ponctuels	Contrat négocié 28,80 \$ de l'heure	19 447,22
Me Yoland Coutu	Me Coutu intervient dans les dossiers du Fonds lorsque la Secrétaire et conseillère juridique du Fonds est dans l'impossibilité d'agir, en raison de sa présence à deux audiences dans la même journée ou lors des journées de Conseil d'administration, puisque sa présence est requise.	Contrat négocié 100 \$ de l'heure	20 346,34

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL (\$) *
ALFID SERVICE IMMOBILIERS LTÉE	Aménagement des locaux	Contrat négocié	2 650,33
ALFID SERVICE IMMOBILIERS LTÉE	Entretien et maintenance	Contrat négocié	1 038,80
ALFID SERVICE IMMOBILIERS LTÉE	Entretien et maintenance	Contrat négocié	1 987,50
ALFID SERVICE IMMOBILIERS LTÉE	Entretien et maintenance	Contrat négocié	2 377,05
ARCHIVES IRON MOUNTAIN	Déchiquetage	Contrat négocié	4 894,80
ARCHIVES IRON MOUNTAIN	Entreposage sous voûte	Contrat négocié	9 441,60
ASSOCIATION DE VILLÉGIATURE DE TREMBLANT	Location de salle d'audience	Contrat négocié	2 632,06
BARREAU DU QUEBEC	Formation	Contrat négocié	13 250,00
BELANGER CECILE	Service de greffier	Contrat négocié	24 500,00
BELANGER CECILE	Support administratif	Contrat négocié	24 000,00
BELL CANADA	Service de maintenance	Contrat négocié	1 250,00
BÉRARD LOUIS J.	Expertise médicale	Contrat négocié	2 700,00
BEST WESTERN ALBERT CENTRE-VILLE	Location de salle d'audience	Contrat négocié	1 845,00
BOLDUC REJEAN	Service de greffier	Contrat négocié	24 500,00
CAPITAL TRAITEUR GATINEAU INC.	Location de salle d'audience	Contrat négocié	3 225,00
CAPITAL TRAITEUR GATINEAU INC.	Location de salle d'audience	Contrat négocié	1 500,00
CBCI TELECOM	Renouvellement de licence	Contrat négocié	2 260,00
CHAMPAGNE, MONIQUE	Service de sténographie	Contrat négocié	8 135,60
COMFORT INN & SUITES SAINT-JÉRÔME	Location de salle d'audience	Contrat négocié	1 200,00

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL (\$) *
COMFORT INN & SUITES SAINT-JÉRÔME	Location de salle d'audience	Contrat négocié	1 680,00
COMPUGEN INC.	Renouvellement de licence	Contrat négocié	5 005,22
CONSEIL DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS CANADIENS	Formation	Contrat négocié	7 080,00
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE (CGI)	Support administratif	Contrat négocié	2 363,51
CONSULTATION BORÉALE	Service professionnel technologique	Contrat négocié	6 930,00
COPIBEC	Renouvellement de licences de reproduction	Contrat négocié	4 060,65
COTÉ JOSÉE	Service de révision linguistique	Contrat négocié	1 500,00
CREALOGIK INC.	Renouvellement de licence	Contrat négocié	6 297,00
DELL SOFTWARE CANADA	Renouvellement de licence	Contrat négocié	5 345,25
DELTA SHERBROOKE	Location de salle d'audience	Contrat négocié	1 060,00
DELTA TROIS-RIVIERES	Location de salle d'audience	Contrat négocié	1 175,00
DELTA TROIS-RIVIERES	Location de salle d'audience	Contrat négocié	1 335,00
DEVEAULT, RENÉE	Service professionnel	Contrat négocié	1 500,00
DJJ CONSULTANTS	Renouvellement de licence	Contrat négocié	11 894,00
DRE NATHALIE KOUNCAR INC.	Expertise médicale	Contrat négocié	1 000,00
DRUIDE INFORMATIQUE INC.	Renouvellement de licence	Contrat négocié	3 850,00
EDITIONS ROGERS LIMITEE	Recrutement	Contrat négocié	2 825,00
EDITIONS YVON BLAIS (LES)	Abonnement	Contrat négocié	1 407,30
EDITIONS YVON BLAIS (LES)	Abonnement	Contrat négocié	1 032,45
ECOLE NATIONALE ADMINISTRATION PUBLIQUE	Service professionnel	Contrat négocié	11 850,00

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL (\$) *
FOUR POINTS HOTEL HULL/OTTAWA	Location de salle d'audience	Contrat négocié	1 700,00
FOUR POINTS HOTEL HULL/OTTAWA	Location de salle d'audience	Contrat négocié	3 400,00
GAGNE, GILLES	Service de greffier	Contrat négocié	24 500,00
GAGNON DANIÈLE	Support administratif	Contrat négocié	24 800,00
GARTNER CANADA	Service professionnel technologique	Contrat négocié	16 463,00
GROUPE RENAUD & ASSOCIÉS INC.	Aide aux employés	Contrat négocié	4 725,00
HOTEL ET SUITES LE DAUPHIN DRUMMONDVILLE	Location de salle et services hôteliers	Contrat négocié	1 100,00
HOTEL FORESTEL	Location de salle d'audience	Contrat négocié	1 110,00
HOTEL FORESTEL	Location de salle d'audience	Contrat négocié	1 020,00
HOTEL GOUVERNEUR TROIS-RIVIÈRES	Location de salle d'audience	Contrat négocié	1 320,00
LEBEL MOREAU SUZANNE	Service de greffier	Contrat négocié	24 500,00
LEFEBVRE GÉRARD	Service de greffier	Contrat négocié	24 500,00
LGT ENTREPRENEUR	Entretien de la climatisation	Contrat négocié	16 500,00
LGT ENTREPRENEUR	Service de réparation	Contrat négocié	1 107,29
LGT ENTREPRENEUR	Service de réparation	Contrat négocié	2 678,59
L'INFOGRAF	Conception d'une plateforme visuelle	Contrat négocié	6 540,00
L'URBANIA HOTEL-RESTO-LOUNGE	Location de salle d'audience	Contrat négocié	1 850,00
MEDISOLUTION (2009) INC.	Renouvellement de licence	Contrat négocié	11 890,00
MTS ALLSTREAM Inc.	Renouvellement de licence	Contrat négocié	4 398,99
NOVAXIS SOLUTIONS INC.	Abonnement	Contrat négocié	2 106,77

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL (\$) *
NOVEL AUDIO-VISUEL	Location d'équipement audiovisuel	Contrat négocié	1 084,00
OPEN STORAGE SOLUTIONS INC.	Renouvellement de maintenance informatique	Contrat négocié	3 280,50
ORDRE DES EVALUATEURS AGRÉÉS DU QUÉBEC	Formation	Contrat négocié	9 500,00
PARADIS & LEMIEUX AVOCATS	Formation	Contrat négocié	2 000,00
PARADIS & LEMIEUX AVOCATS	Formation	Contrat négocié	2 000,00
PELLETIER JEAN-CLAUDE	Service de greffier	Contrat négocié	24 500,00
PLACE QUARANTE-DEUX-TREIZE INC.	Location de salle d'audience	Contrat négocié	1 050,00
PLANTECA	Entretien des plantes	Contrat négocié	2 761,20
PLANTECA	Entretien des plantes	Contrat négocié	3 672,00
PROCONTACT INFORMATIQUE	Renouvellement de licence	Contrat négocié	1 419,00
PUBLICATIONS CCH LTÉE	Abonnement	Contrat négocié	1 106,00
PUBLICATIONS CCH LTÉE	Abonnement	Contrat négocié	1 153,00
PUBLICATIONS CCH LTÉE	Abonnement	Contrat négocié	1 153,00
PUBLICATIONS CCH LTÉE	Abonnement	Contrat négocié	1 266,00
PUBLICATIONS CCH LTÉE	Abonnement	Contrat négocié	1 050,00
PUBLICATIONS CCH LTÉE	Abonnement	Contrat négocié	1 050,00
RESTAURANT LE BORDELAIS	Location de salle d'audience	Contrat négocié	1 300,00
RJR INNOVATIONS INC.	Maintenance Bomgar	Contrat négocié	2 215,00
ROBITAILLE, YVON	Service de greffier	Contrat négocié	24 500,00
SHI CANADA ULC	Renouvellement de licence	Contrat négocié	1 194,60

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL (\$) *
SHI CANADA ULC	Renouvellement de licence	Contrat négocié	1 544,40
SOFTCHOICE CORPORATION	Renouvellement de maintenance informatique	Contrat négocié	3 285,00
SOLOTECH QUÉBEC INC.	Service de maintenance	Contrat négocié	1 265,00
SOLUTIONS OXILIO INC.	Téléphonie	Contrat négocié	1 248,00
TECHNOLOGIES METAFORE INC.	Renouvellement de maintenance informatique	Contrat négocié	1 560,00
TECHNOLOGIES METAFORE INC.	Renouvellement de maintenance informatique	Contrat négocié	1 295,00
TECHNOLOGIES METAFORE INC.	Renouvellement de maintenance informatique	Contrat négocié	1 560,00
TECHNOLOGIES METAFORE INC.	Renouvellement de licence	Contrat négocié	1 278,00
THOMSON REUTERS	Abonnement	Contrat négocié	1 143,95
THOMSON REUTERS	Abonnement	Contrat négocié	1 163,95
THOMSON REUTERS	Abonnement	Contrat négocié	1 159,95
THOMSON REUTERS	Abonnement	Contrat négocié	1 167,95
THOMSON REUTERS	Abonnement	Contrat négocié	1 167,95
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES	Location de salle d'audience	Contrat négocié	1 293,00
UP TO DATE	Renouvellement de licence	Contrat négocié	6 568,76
VERDON LISE	Support administratif	Contrat négocié	24 500,00
VILLE DE GRANBY	Location de salle d'audience	Contrat négocié	1 200,00
VOYAGES LAURIER DU VALLON	Billet d'avion	Contrat négocié	1 452,54
VOYAGES LAURIER DU VALLON	Billet d'avion	Contrat négocié	1 452,54
VOYAGES LAURIER DU VALLON	Billet d'avion	Contrat négocié	1 144,30

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	TOTAL (\$) *
VOYAGES LAURIER DU VALLON	Billet d'avion	Contrat négocié	1 144,30
WILSON & LAFLEUR LTEE	Abonnement	Contrat négocié	1 463,00
WILSON & LAFLEUR LTEE	Abonnement	Contrat négocié	3 923,50

* DÉPENSE OU LIMITE CONTRACTUELLE

G.8 LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

- A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;
- B. LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;
- C. LA JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU;
- D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;
- E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.

MINISTÈRE

LISTE DES SOUMISSIONNAIRES	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU	TOTAL
DARTECH INC.	MEILLEUR RAPPORT QUALITÉ-PRIX	948 948,00 \$
CGI INC.		1 479 192,00 \$
DARTECH INC.	MEILLEUR RAPPORT QUALITÉ-PRIX	2 186 184,00 \$
TRANSUNION	PLUS BAS SOUMISSIONNAIRE	217 500,00 \$
ÉQUIFAX CANADA Co		285 000,00 \$
GROUPE CONSEIL VCS		645 000,00 \$
SYSTEMATIX	MEILLEUR RAPPORT QUALITÉ-PRIX	3 003 000,00 \$
COFOMO		3 118 500,00 \$
AXON-ID	MEILLEUR RAPPORT QUALITÉ-PRIX	1 284 750,00 \$
COFOMO	MEILLEUR RAPPORT QUALITÉ-PRIX	1 746 544,80 \$
SYSTEMATIX		1 897 896,00 \$
DARTECH INC.		2 024 022,00 \$
CGI (NON ACCEPTABLE)		N/A

LISTE DES SOUMISSIONNAIRES	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU	TOTAL
PLANAXIS (NON ACCEPTABLE)		N/A
BMG CONSULTANTS INC.	MEILLEUR RAPPORT QUALITÉ-PRIX	6 154 232,00 \$
SIRIUS		6 794 718,00 \$
ABNA		7 159 563,00 \$
SYMBIOSE		7 252 252,00 \$
E-LIPSE		7 474 213,00 \$
R3D		7 737 618,00 \$
FUJITSU		7 745 144,00 \$
CGI INC.		8 523 857,02 \$
ALYTHIA (NON ACCEPTABLE)		N/A
ESI TECHNOLOGIES	PLUS BAS SOUMISSIONNAIRE	85 969,00 \$
TECHNOLOGIES METAFORE		87 187,00 \$
LES ENTREPRISES SSIC INC.	PLUS BAS SOUMISSIONNAIRE	19,57 \$
NEPTUNE SECURITY SERVICES INC.		20,41 \$
G.O. SÉCURITÉ GRANBY		22,00 \$
AGENCE PGS		22,25 \$
LGS	MEILLEUR RAPPORT QUALITÉ-PRIX	1 738 308,00 \$
CGI INC.		1 761 474,00 \$
DARTECH INC.		2 042 040,00 \$

LISTE DES SOUMISSIONNAIRES	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU	TOTAL
BELL (NON ACCEPTABLE)		N/A
IN FIDEM (NON ACCEPTABLE)		N/A
CPU DESIGN	PLUS BAS SOUMISSIONNAIRE	69 548,00 \$
TECHNOLOGIES METAFORE INC.		72 031,20 \$
CBCI TELECOM INC.	PLUS BAS SOUMISSIONNAIRE	134 461,04 \$
INFORMATIQUE PROCONTACT INC. (NON ADMISSIBLE)		111 028,00 \$

CES INFORMATIONS SONT TOUTEFOIS DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://WWW.SEAO.CA/](https://www.seao.ca/).

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

LISTE DES SOUMISSIONNAIRES	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU	TOTAL
LES SERVICES CONSEILS SYSTÉMATIX INC. ALITHYA CGI INC. EVEREST, CONSEILS STRATÉGIQUES INC. FUJITSU CANADA (RÉCEPTION DES APPELS D'OFFRES) LA SOCIÉTÉ CONSEIL LAMBDA INC LORAN TECHNOLOGIE INC. MCDA CONSEIL INC. MULTIFORCE TECHNOLOGIES INC. NURUN SERVICES CONSEILS R3D CONSEIL INC.	PRIX AJUSTÉ LE PLUS BAS	129 360,00 \$

CES INFORMATIONS SONT TOUTEFOIS DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://WWW.SEAO.CA/](https://www.seao.ca/).

G.9 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2014-2015 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LA SOUS-MINISTRE OU LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME PUBLIC, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :
INDIQUER SI OU NON LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME COMPILÉ CETTE INFORMATION ET SOUS QUEL FORMAT.

- A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;
- B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;
- C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;
- D. LE MONTANT ACCORDÉ;
- E. LES MOTIFS DE LA DEMANDE;
- F. TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.

MINISTÈRE

AUCUN.

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

G.10 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL EN 2014-2015, EN INDICANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

- A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
- C. LE COÛT;
- D. L'ÉCHÉANCIER;
- E. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, LES NOMS DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

VEUILLEZ RÉFÉRER À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.7.

G.11 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.) FOURNIR POUR 2014-2015 :

- A. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS (NOMBRE DE PERSONNES) OU OEUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ ET/OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE;
- B. LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE);
- C. LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS;
- D. LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ;
- E. UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT;
- F. LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT;
- G. LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT;
- H. SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.

LES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. WWW.SEAQ.CA.

G.12 POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$ INITIÉ DEPUIS L'ANNÉE FINANCIÈRE 2003-2004 AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :

- A. LE NOM DU PROJET;
- B. LA NATURE DU PROJET;
- C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);
- D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;
- E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;
- F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILLÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;
- G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;
- H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;
- I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;
- J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;
- K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU OEUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :
 - LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS.
- L. INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS.

MINISTÈRE

AUCUN POUR 2014-2015.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUN POUR 2014-2015.

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN POUR 2014-2015.

FONDS DES REGISTRES

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	ESTIMÉ COÛT	TOTAL À CE JOUR	COÛTS RESTANT	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION
REGISTRE DES VENTES	CRÉATION D'UN NOUVEAU REGISTRE. DÉCOULE DU NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (NCPC)	3 701 120 \$	3 701 120 \$	998 476 \$	2 702 644 \$	OUI	30 %
GESTION DE LA RELATION CLIENTÈLE ET INTÉGRATION AU SYSTÈME TÉLÉPHONIQUE	MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME DE GESTION DE LA RELATION CLIENTÈLE POUR LES DIFFÉRENTS SECTEURS D'ACTIVITÉS DE LA DRC. CE SYSTÈME EST DÉVELOPPÉ À PARTIR D'UNE APPROCHE GLOBALE CENTRÉE SUR LE CLIENT ET COMPREND NOTAMMENT UNE BONIFICATION DU MODULE DES DOSSIERS CLIENT ET SON INTÉGRATION AU SYSTÈME TÉLÉPHONIQUE DE LA DRC	824 146 \$	824 146 \$	809 950 \$	0 \$	S/O	100 %
EXTRANTS ÉLECTRONIQUES	PRESTATION ÉLECTRONIQUE DE SERVICES POUR LA LIVRAISON NUMÉRIQUE DES DOCUMENTS REMIS À LA CLIENTÈLE DU RDPRM	962 741 \$	962 741 \$	919 398 \$	0 \$	OUI	100 %
GESTION DES DEMANDES DES SYSTÈMES DE MISSION	CRÉATION ET MISE EN PLACE D'UNE NOUVELLE FONCTION COMMUNE NOMMÉE « GESTION DES DEMANDES DES SYSTÈMES DE MISSION » (GDSM) PERMETTANT LA MISE EN PLACE D'UN PROCESSUS D'AFFAIRES OPTIMISÉ ET STANDARDISÉ POUR LA GESTION ET LE TRAITEMENT DE TOUTES LES DEMANDES DE SERVICES DES SYSTÈMES DE MISSION DE LA DRC.	293 000 \$	293 000 \$	113 182 \$	179 817 \$	S/O	45 %
GESTION DES DONNÉES CLIENTÈLES	AJUSTEMENT DE LA FONCTION COMMUNE DE GESTION DES DONNÉES CLIENTÈLES (GDC) POUR LA GESTION DE L'AUTHENTIFICATION ET AFIN DE RÉPONDRE À DE NOUVELLES EXIGENCES D'AFFAIRES ISSUES DU NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (NCPC).	293 240 \$	293 240 \$	46 828 \$	246 412 \$	S/O	45 %

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

AUCUN POUR 2014-2015.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN POUR 2014-2015.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN POUR 2014-2015.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	ESTIMÉ COÛT	TOTAL À CE JOUR	COÛTS RESTANT	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION
SERVICE ADMINISTRATIF DE RAJUSTEMENT DE PENSION ALIMENTAIRE (SARPA)	DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE PERMETTANT LA GESTION EN LIGNE DU NOUVEAU PROGRAMME SARPA. LE PROJET COMPORTE LA CRÉATION D'UN SITE INTERNET AINSI QUE D'UNE APPLICATION PERMETTANT DE TRAITER LES DOSSIERS DES CITOYENS.	800 000 \$	687 098 \$	687 098 \$	0 \$	OUI	100 %

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	ESTIMÉ COÛT	TOTAL À CE JOUR	COÛTS RESTANT	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION
INTRANET DPCP	DÉVELOPPEMENT ET ADAPTATION DE LOGICIEL	2 977 300 \$	676 300 \$	289 406 \$	308 894 \$	OUI	8 %

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN POUR 2014-2015.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	ESTIMÉ COÛT	TOTAL À CE JOUR	COÛTS RESTANT	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION
MISE À JOUR DES SALLES DES SERVEURS	REHAUSSEMENT D'INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES.	899 200 \$	890 200 \$	654 700 \$	235 500 \$	N/A	63%
PVÉ - PROCÈS VERBAL ÉLECTRONIQUE	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE.	627 000 \$	632 800 \$	296 700 \$	336 100 \$	NON CAR DÉMARRÉ AVANT L'EXISTENCE DE L'EXIGENCE	37%

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	ESTIMÉ COÛT	TOTAL À CE JOUR	COÛTS RESTANT	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION
GDN – GESTION DU DOSSIER NUMÉRIQUE	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE.	1 207 500\$	1 136 700\$	847 700 \$	289 000 \$	NON CAR DÉMARRÉ AVANT L'EXISTENCE DE L'EXIGENCE	54%
MIGRATION À WINDOWS 7	MISE À NIVEAU DU SYSTÈME D'EXPLOITATION DU PARC BUREAUTIQUE	231 600 \$	105 400 \$	105 400 \$	0 \$	DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION DE MISE À NIVEAU GOUVERNEMENTALE (DÉCRET 268-2013)	100%
MODERNISATION DES TI	PROJET DE MODERNISATION DU SYSTÈME MISSION CE PROJET N'EST PAS EN RÉALISATION (NON DÉBUTÉ) SEUL DES TRAVAUX D'ÉTUDES PRÉALABLES ONT ÉTÉ RÉALISÉS CETTE ANNÉE.		7 646 400 \$	506 100 \$	7 140 300 \$	À VENIR	2%

G.13 POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2014-2015 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

- A. LA PHOTOCOPIE;
- B. LE MOBILIER DE BUREAU;
- C. L'AMEUBLEMENT;
- D. LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT;
- E. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;
- F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;
- G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;
- H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;
- I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;
- J. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :
 - I. A. AU QUÉBEC
 - II. B. À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC

	MJQ	SCF	CDPDJ	FARC	CSJ	TAQ	CJA	DPCP
PHOTOCOPIE	16 599,76 \$	0,00 \$	1 390,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	7 774,47 \$	1 848,20 \$	6 005,00 \$
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT	1 454,98 \$	0,00 \$	2 396,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	(4 703,12 \$)*	0,00 \$	1 661,00 \$
DÉCORATION ET EMBELLISSEMENT	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	452,87 \$	0,00 \$	0,00 \$
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE	0,00 \$	0,00 \$	269,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	217,85 \$	0,00 \$
FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS	152 616,40 \$	13 655,77 \$	25 609,00 \$	0,00 \$	8 890,00 \$	19 565,85 \$	505,21 \$	50 650,00 \$
FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	2 270,51 \$**	0,00 \$	0,00 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT AU QUÉBEC	4 122,17 \$	1 216,48 \$	2 686,00 \$	0,00 \$	1 236,00 \$	4 162,62 \$	0,00 \$	4 355,00 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	8 199,48 \$	0,00 \$	5 650,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	6 012,00 \$
TOTAL	182 992,79 \$	14 872,25 \$	38 000,00 \$	0,00 \$	10 126,00 \$	45 402,20 \$	2 571,26 \$	68 683,00 \$

TAQ * SUITE À LA RELOCALISATION DU BUREAU DE LA PRÉSIDENTE. LES ANCIENS MEUBLES ONT ÉTÉ VENDUS AU MONTANT DE 15 879 \$ AU MRNF ET ACHAT DE NOUVEAUX MEUBLES POUR 11 175,88 \$.

** AUCUN FRAIS D'ALCOOL N'EST INCLUS DANS CES COÛTS.

G.14 SÉPARÉMENT, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2014-2015 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :

- A. LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES, (« BLACKBERRY », IPHONE OU AUTRE TYPES DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS) UTILISÉS;
- B. LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉS (IPAD OU AUTRES);
- C. LE NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS UTILISÉS;
- D. LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;
- E. LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS;
- F. LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;
- G. LES NOMS DES FOURNISSEURS;
- H. LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES;
- I. LES ORDINATEURS PORTABLES;
- J. LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS;
- K. LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE;
- L. LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU.

	MJQ	SCF	CDPDJ	FARC	CSJ	TAQ	CJA	DPCP
LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES, « BLACKBERRY », IPHONE OU AUTRE TYPE DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS	66	5	4	0	3	3	1	12
LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES, D'IPAD ET OU D'AUTRE TYPE DE TABLETTE ÉLECTRONIQUE	44	1	6	0	2	1	1	20
LE NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS UTILISÉS	0	0	0	0	0	0	0	0
LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES	183 242.63	N/D	FORFAIT CSPQ	0	7 877	N/D	S/O, GROUPE DE PARTAGE (CSPQ)	45 327
LE NOM DES FOURNISSEURS	B-TEL, ROGERS, CPU DESIGN INC., DELL, MICROLOGIC, BELL MOBILITÉ, TÉLÉ-PAGE, GAD ÉLECTRONIQUE INC.	ROGERS / BELL	ROGERS	-	CSPQ	ROGERS	TÉLÉPHONES : ROGERS VIA CSPQ PORTABLES : MIN. JUSTICE	ROGERS / BELL
LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS	2 867,31 \$	544,84 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	667,47 \$	0,00 \$	2 607 \$
LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS	4 140,95 \$	Inclus dans le coût des contrats	2 640,00 \$	0,00 \$	35,00 \$	1 201,75 \$	0,00 \$	INFORMATION TRANSMISE PAR LE MJQ*

	MJQ	SCF	CDPDJ	FARC	CSJ	TAQ	CJA	DPCP
LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES	22 970,00 \$	1 945,25 \$	INCLUS DANS LE COÛT D'UTILISATION	0,00 \$	412,00 \$	INCLUS DANS LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS	357,00 \$	INFORMATION TRANSMISE PAR LE MJQ*
LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE	12,89 \$	50 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	INFORMATION TRANSMISE PAR LE MJQ*
LES COÛTS DE RÉSILIATION	3 655,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	INFORMATION TRANSMISE PAR LE MJQ*

DPCP : LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES EST COMPRIS DANS CELUI DU MJQ. LE DPCP REMBOURSE UN MONTANT GLOBAL AU MJQ POUR L'OBTENTION DES SERVICES INFORMATIQUES ET DE COMMUNICATIONS.

- G.15 CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2012-2013, 2013-2014 ET 2014-2015 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) :
- A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET PLUS;
 - B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET MOINS;
 - C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;
 - D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;
 - E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) – LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL;
 - F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;
 - G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS, ET 100 JOURS ET PLUS ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;
 - H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE;
 - I. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;
 - J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);
 - K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;
 - L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;
 - M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);
 - N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;
 - O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;
 - P. LE NOMBRE DE DÉPART VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART.
-

MINISTÈRE

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif				Femmes		Hommes		* Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones			
	Régulier	Occa	Total	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%		
Encadrement supérieur et juridique :																		
Moins de 35 ans	8	0	8	0,2 %	6	0,2 %	2	0,3 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
35 ans et plus	125	0	125	3,7 %	70	2,7 %	55	7,3 %	6	1,5 %	1	2,4 %	0	0 %	0	0 %	1	2 %
Total	133	0	133	4,3 %	76	2,9 %	57	7,6 %	6	1,5 %	1	2,4 %	0	0 %	0	0 %	1	2 %
Personnel professionnel :																		
Moins de 35 ans	129	129	258	7,8 %	188	7,3 %	70	9,3 %	19	4,7 %	0	0 %	2	8,3 %	3	6 %		
35 ans et plus	531	23	554	16,6 %	320	12,4 %	234	31,1 %	43	10,7 %	7	17,1 %	4	36,4 %	5	10 %		
Total	660	152	812	24,3 %	508	19,7 %	304	40,4 %	62	15,4 %	7	17,1 %	6	16,6 %	8	16 %		
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :																		
Moins de 35 ans	204	366	570	17,1 %	487	18,9 %	83	11,1 %	104	25,9 %	5	12,2 %	6	25 %	16	32 %		
35 ans et plus	976	835	1 811	54,4 %	1 508	58,5 %	303	40,4 %	229	57,1 %	28	68,3 %	12	50 %	25	50 %		
Total	1 180	1 201	2 381	71,5 %	1 995	77,4 %	386	51,5 %	333	83 %	33	80,5 %	18	75 %	41	82 %		
Personnel ouvrier :																		
Moins de 35 ans	0	0	0	0 %	0	0,0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
35 ans et plus	1	4	5	0,2 %	1	0,0 %	4	0,5 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	1	4	5	0,2 %	1	0,0 %	4	0,5 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total par GROUPE D'ÂGE:																		
Moins de 35 ans	341	495	836	25,1 %	681	26,4 %	155	20,7 %	123	30,7 %	5	12,2 %	8	33,3 %	19	38 %		
35 ans et plus	1 633	862	2 495	74,9 %	1 899	73,6 %	596	79,3 %	278	69,3 %	36	87,8 %	16	66,7 %	31	62 %		
Total	1 974	1 357	3 331	100 %	2 580	100 %	751	100 %	401	100 %	41	100 %	24	100 %	50	100 %		

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 5 MARS 2015, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION – DRH.

* COMMUNAUTÉS CULTURELLES VISÉES PAR L'APPLICATION DU PROGRAMME D'ACCÈS : TOUTE PERSONNE DONT LA LANGUE MATERNELLE EST AUTRE QUE LE FRANÇAIS OU QUI EST MEMBRE D'UNE MINORITÉ VISIBLE.

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2014-2015
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	421,5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	4 973
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	13 596,5
PERSONNEL OUVRIER	12
TOTAL	19 003

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 6 MARS 2015, CSPQ. INCLUS LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE.

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

2014-2015

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	18,8	15,3	34,1	ND
PERSONNEL PROFESSIONNEL	5 825,6	5 397,4	11 223,0	ND
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	25 954,6	12 440,4	38 395,0	ND
PERSONNEL OUVRIER	0,0	0,0	0,0	ND
TOTAL	31 799,0	17 853,1	49 652,1	ND

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 6 MARS 2015, CSPQ. INCLUS LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE.

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	128,0	134,0	232,0	687,5	1 026,5	130,5	99,5	64,5	246,5	140,0	122,5	165,5	3 177,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	654,5	487,5	1 410,5	3 437,5	4 815,5	796,5	605,5	359,5	1634	554,5	323,0	457,0	15 535,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	1 930,0	1 495,0	2 817,0	7 538,0	9 223,5	1 628,5	1 083,5	810,0	3 113,5	1 258,0	1 210,5	1 062,0	33 169,5
PERSONNEL OUVRIER	1,0	2,0	0,0	0,0	10,0	0,0	0,0	0,0	5,0	0,0	0,0	0,0	18,0
TOTAL	2 713,5	2 118,5	4 459,5	11 663	15 075,5	2 555,5	1 788,5	1 234,0	4 999,0	1 952,5	1 656	1 684,5	51 900,0

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 6 MARS 2015, CSPQ. INCLUS LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE.

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 A 50 JOURS, DE 50 A 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1 DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2013

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	2	4	13	16	0	35
Saguenay-Lac-Saint-Jean	3	3	9	17	0	32
CAPITALE-NATIONALE	63	415	148	160	0	786
MAURICIE	3	1	11	23	0	38
ESTRIE	2	4	12	16	0	34
MONTRÉAL	33	166	138	198	1	536
OUTAOUAIS	3	3	9	24	0	39
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4	1	14	21	0	40
CÔTE-NORD	2	1	6	8	0	17
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	1	0	0	1
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	2	1	6	10	0	19
CHAUDIÈRE-APPALACHES	2	1	5	12	0	20
LAVAL	3	2	6	16	0	27
LANAUDIÈRE	3	3	10	20	0	36
LAURENTIDES	4	5	18	35	0	62
MONTÉRÉGIE	12	8	35	80	0	135
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	1	5	11	0	18
TOTAL	142	619	446	667	1	1 875

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 7 MARS 2013, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2014

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	2	2	11	18	0	33
Saguenay-Lac-Saint-Jean	3	3	9	18	0	33
CAPITALE-NATIONALE	65	433	149	176	0	823
MAURICIE	4	2	11	25	0	42
ESTRIE	3	4	11	20	0	38
MONTRÉAL	32	165	142	213	1	553
OUTAOUAIS	3	3	8	29	0	43
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4	1	15	27	0	47
CÔTE-NORD	2	1	6	9	0	18
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	1	0	0	1
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	2	0	7	10	0	19
CHAUDIÈRE-APPALACHES	1	1	5	11	0	18
LAVAL	4	4	6	17	0	31
LANAUDIÈRE	3	3	11	23	0	40
LAURENTIDES	3	5	18	39	0	65
MONTÉRÉGIE	10	10	36	80	0	136
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	0	6	11	0	18
TOTAL	142	637	452	726	1	1 958

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 6 MARS 2014, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2015

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	2	2	13	18	0	35
Saguenay-Lac-Saint-Jean	2	2	10	16	0	30
CAPITALE-NATIONALE	63	450	147	165	0	825
MAURICIE	3	2	11	29	0	45
ESTRIE	1	4	12	21	0	38
MONTRÉAL	32	174	148	213	1	568
OUTAOUAIS	3	3	10	25	0	41
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	3	1	16	25	0	45
CÔTE-NORD	2	1	6	13	0	22
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	1	0	0	1
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	2	0	4	10	0	16
CHAUDIÈRE-APPALACHES	1	1	5	10	0	17
LAVAL	3	2	6	16	0	27
LANAUDIÈRE	2	3	11	25	0	41
LAURENTIDES	2	4	17	42	0	65
MONTÉRÉGIE	10	11	32	82	0	135
CENTRE-DU-QUÉBEC	2	0	6	15	0	23
TOTAL	133	660	455	725	1	1 974

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 5 MARS 2015, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION – DRH.

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2012-2013	2013-2014	2014-2015
EXPERT	71	68	77
ÉMÉRITE	1	0	0

SOURCE : SAGIR, SUIVI DES EFFECTIFS ECS 25 MARS 2015

L'AUGMENTATION EST ESSENTIELLEMENT DUE AU REMPLACEMENT DES CONSULTANTS, D'OÙ PLUSIEURS POSTES ONT ÉTÉ ÉVALUÉS DE NIVEAU EXPERTS.

LES RATIOS ATTRIBUÉS PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR CONCERNANT LES *EMPLOIS DE COMPLEXITÉ SUPÉRIEUR* SONT RESPECTÉS.

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2012-2013	2013-2014	2014-2015
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	22	22	20

SOURCE : SAGIP 25 MARS 2015

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2013

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	2	4	15	46	0	67
Saguenay-Lac-Saint-Jean	3	3	13	64	0	83
CAPITALE-NATIONALE	63	505	186	328	0	1 082
MAURICIE	3	3	12	61	1	80
ESTRIE	2	4	17	63	0	86
MONTRÉAL	33	228	184	646	1	1 092
OUTAOUAIS	3	4	11	75	0	93
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4	2	17	65	2	90
CÔTE-NORD	2	1	6	34	0	43
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	2	5	0	7
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	2	3	8	32	0	45
CHAUDIÈRE-APPALACHES	2	1	5	30	0	38
LAVAL	3	2	6	55	1	67
LANAUDIÈRE	3	3	10	55	0	71
LAURENTIDES	4	5	20	90	0	119
MONTÉRÉGIE	12	11	48	249	1	321
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	2	5	31	0	39
TOTAL	142	781	565	1 929	6	3 423

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 7 MARS 2013, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION - DRH

NOTE : ÉQUIVALENT À L'ENSEMBLE DES EMPLOYÉS ASSUJETTIS À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE INCLUANT LE BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET LE FONDS DES REGISTRES. UN POSTE PAR EMPLOYÉ, MAIS UN POSTE PEUT AVOIR PLUSIEURS EMPLOYÉS (TEMPS PARTIEL, PAIE VARIABLE, SUR APPEL, ETC.). POUR QUELQUES CATÉGORIES D'EMPLOIS (GREFFIER-AUDIENCIER, HUISSIER-AUDIENCIER, ETC.), ON PEUT AVOIR BESOIN DE PLUSIEURS EMPLOYÉS À TEMPS PARTIEL SUR APPEL POUR L'EXÉCUTION D'UNE MÊME TÂCHE.

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2014

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	2	2	13	50	0	67
Saguenay-Lac-Saint-Jean	3	3	13	61	0	80
CAPITALE-NATIONALE	65	526	181	329	0	1 101
MAURICIE	4	3	12	64	1	84
ESTRIE	3	4	14	63	0	84
MONTRÉAL	32	229	189	652	1	1 103
OUTAOUAIS	3	3	11	81	0	98
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4	2	19	64	2	91
CÔTE-NORD	2	1	6	33	0	42
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	1	4	0	5
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	2	2	9	27	0	40
CHAUDIÈRE-APPALACHES	1	2	5	32	0	40
LAVAL	4	4	6	54	1	69
LANAUDIÈRE	3	4	11	59	0	77
LAURENTIDES	3	5	19	100	0	127
MONTÉRÉGIE	10	11	45	236	1	303
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	2	6	31	0	40
TOTAL	142	803	560	1 940	6	3 451

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 6 MARS 2014, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION - DRH

NOTE : ÉQUIVALENT À L'ENSEMBLE DES EMPLOYÉS ASSUJETTIS À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE INCLUANT LE BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET LE FONDS DES REGISTRES.

UN POSTE PAR EMPLOYÉ, MAIS UN POSTE PEUT AVOIR PLUSIEURS EMPLOYÉS (TEMPS PARTIEL, PAIE VARIABLE, SUR APPEL, ETC.). POUR QUELQUES CATÉGORIES D'EMPLOIS (GREFFIER-AUDIENCIER, HUISSIER-AUDIENCIER, ETC.), ON PEUT AVOIR BESOIN DE PLUSIEURS EMPLOYÉS À TEMPS PARTIEL SUR APPEL POUR L'EXÉCUTION D'UNE MÊME TÂCHE.

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2015

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	2	3	14	45	0	64
Saguenay-Lac-Saint-Jean	2	2	13	57	0	74
CAPITALE-NATIONALE	63	538	172	314	0	1 087
MAURICIE	3	4	12	60	1	80
ESTRIE	1	4	15	58	0	78
MONTRÉAL	32	227	179	604	1	1 043
OUTAOUAIS	3	3	12	76	0	94
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	3	2	20	65	1	91
CÔTE-NORD	2	1	6	32	0	41
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	1	5	0	6
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	2	2	6	31	0	41
CHAUDIÈRE-APPALACHES	1	1	5	27	0	34
LAVAL	3	2	7	56	1	69
LANAUDIÈRE	2	4	11	55	0	72
LAURENTIDES	2	5	17	94	0	118
MONTÉRÉGIE	10	12	39	236	1	298
CENTRE-DU-QUÉBEC	2	2	6	31	0	41
TOTAL	133	812	535	1 846	5	3 331

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 5 MARS 2015, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION – DRH.

NOTE : ÉQUIVALENT À L'ENSEMBLE DES EMPLOYÉS ASSUJETTIS À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE INCLUANT LE BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET LE FONDS DES REGISTRES. UN POSTE PAR EMPLOYÉ, MAIS UN POSTE PEUT AVOIR PLUSIEURS EMPLOYÉS (TEMPS PARTIEL, PAIE VARIABLE, SUR APPEL, ETC.). POUR QUELQUES CATÉGORIES D'EMPLOIS (GREFFIER-AUDIENCIER, HUISSIER-AUDIENCIER, ETC.), ON PEUT AVOIR BESOIN DE PLUSIEURS EMPLOYÉS À TEMPS PARTIEL SUR APPEL POUR L'EXÉCUTION D'UNE MÊME TÂCHE.

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

RÉPARTITION PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ AU SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

Catégorie d'emploi	Effectif				Femmes		Hommes		* Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :																
Moins de 35 ans	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
35 ans et plus	2	0	2	10,5 %	2	11,8 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	2	0	2	10,5 %	2	11,8 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Personnel professionnel :																
Moins de 35 ans	6	0	6	31,6 %	5	29,4 %	1	50 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
35 ans et plus	6	0	6	31,6 %	6	35,3 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	12	0	12	63,2 %	11	64,7 %	1	50 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :																
Moins de 35 ans	1	0	1	5,3 %	0	0 %	1	50 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
35 ans et plus	3	1	4	21,1 %	4	23,5 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	4	1	5	26,3 %	4	23,5 %	1	50 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Personnel ouvrier :																
Moins de 35 ans	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
35 ans et plus	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total par GROUPE D'ÂGE:																
Moins de 35 ans	7	0	7	37 %	5	29,4 %	2	100 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
35 ans et plus	11	1	12	63,2 %	12	70,6 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	18	1	19	100 %	17	100 %	2	100 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2014-2015
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	43
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	8,9
PERSONNEL OUVRIER	0
TOTAL	51,9

Source : SAGIP, données au 5 mars 2015, Service soutien à l'administration - DRH

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES;

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0	N.D.
PERSONNEL PROFESSIONNEL	0	72,5	72,5	N.D.
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0	17,5	17,5	N.D.
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	N.D.
TOTAL	0	90	90	N.D.

Source : SAGIP, données au 5 mars 2015, Service du soutien à l'administration - DRH

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	19	0	0	0	2	1,5	0	0	22,5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	26	0	0	0	29	8	20	1,5	84,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	0	4	0	0	13	1	4,5	0	22,5
PERSONNEL OUVRIER	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	45	4	0	0	44	10,5	24,5	1,5	129,5

Source : SAGIP, données au 5 mars 2015, Service du soutien à l'administration - DRH

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

LES INFORMATIONS QUANT AU NOMBRE DE PERSONNES, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. EN RAISON DES PARAGRAPHE 1^o DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59, CES RENSEIGNEMENTS SONT CONFIDENTIELS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2013

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE	3	11	3	2		19
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTRÉAL		2				2
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL	3	13	3	2		21

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2014

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE	3	14	2	2		21
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTRÉAL		2				2
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL	3	16	2	2		23

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2015

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	2	11	2	2	0	17
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTRÉAL	0	1	0	0	0	1
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	2	12	2	2	0	18

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 5 MARS 2015

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2012-2013	2013-2014	2014-2015 ¹
EXPERT	4.	4	2
ÉMÉRITE	1	1	1

Note 1 : Source : SAGIR, suivi des effectifs ECS 2015-03-31.

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2012-2013	2013-2014	2014-2015
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	ND	ND	0

Les informations pour les années antérieures ne sont pas connues au MJQ.

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2013

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE	3	11	3	2		19
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTRÉAL		2				2
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL	3	13	3	2		21

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2014

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE	3	14	2	2		21
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTRÉAL		2				2
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL	3	16	2	2		23

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2015

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	2	11	2	3	0	18
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTRÉAL	0	1	0	0	0	1
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	2	12	2	3	0	19

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 5 MARS 2015

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif				Femmes		Hommes		* Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :																
Moins de 35 ans				%		%		%		%		%		%		%
35 ans et plus				%		%		%		%		%		%		%
Total				%		%		%		%		%		%		%
Personnel professionnel :																
Moins de 35 ans				%		%		%		%		%		%		%
35 ans et plus	2		2	66,66 %	2	66 %		%		%		%		%		%
Total	2		2	66,66 %	2	66 %		%		%		%		%		%
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :																
Moins de 35 ans				%		%		%		%		%		%		%
35 ans et plus	1		1	33,33 %	1	33,33 %		%		%		%		%		%
Total	1		1	33,33 %	1	33,33 %		%		%		%		%		%
Personnel ouvrier :																
Moins de 35 ans				%		%		%		%		%		%		%
35 ans et plus				%		%		%		%		%		%		%
Total				%		%		%		%		%		%		%
Total par GROUPE D'ÂGE:																
Moins de 35 ans				%		%		%		%		%		%		%
35 ans et plus	3		3	100 %	3	100 %		%		%		%		%		%
Total	3		3	100 %	3	100 %		%		%		%		%		%

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES;

2014-2015

AUCUN.

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE													
PERSONNEL PROFESSIONNEL			5	20	7	1	1			4			38
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS		1		16	8,5		2		4				31,5
PERSONNEL OUVRIER													
TOTAL		1	5	36	15,5	1	3		4	4			69,5

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

LES INFORMATIONS QUANT AU NOMBRE DE PERSONNES, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. EN RAISON DES PARAGRAPHES 1^o DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59, CES RENSEIGNEMENTS SONT CONFIDENTIELS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2013

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE		2		1		3
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTRÉAL						
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL		2		1		3

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2014

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE		2		1		3
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTRÉAL						
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL		2		1		3

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2015

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE		2		1		3
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTRÉAL						
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL		2		1		3

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

Aucun.

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

AUCUN.

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2013

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE		2		1		3
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTRÉAL						
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL		2		1		3

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2014

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE		2		1		3
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTRÉAL						
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL		2		1		3

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2015

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE		2		1		3
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTRÉAL						
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL		2		1		3

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES EMPLOYÉS DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE NE SONT PAS ASSUJETTIS À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE (R.L.R.Q., c. F-3.1.1).

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LES EMPLOYÉS DE LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES NE SONT PAS ASSUJETTIS À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE (R.L.R.Q. c. F-3.1.1).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif				Femmes		Hommes		Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones			
	Régulier	Occa	Total	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%		
Procureur en chef, procureur en chef adjoint et procureur :																		
Moins de 35 ans	182	84	266	25,4%	186	69,9%	80	30,1%	15	5,6%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	5	1,9%
De 35 à 49 ans	275	14	289	27,6%	183	63,3%	106	36,7%	8	2,8%	0	0,0%	1	0,3%	1	0,3%	7	2,4%
50 ans et plus	112	0	112	10,7%	50	44,6%	62	55,4%	4	3,6%	1	0,9%	1	0,9%	1	0,9%	0	0,0%
Total	569	98	667	63,7%	419	62,8%	248	37,2%	27	4,0%	1	0,1%	2	0,3%	12	1,8%		
Encadrement supérieur et juridique :																		
Moins de 35 ans	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
De 35 à 49 ans	9	0	9	0,9%	5	55,6%	4	44,4%	3	33,3%	1	11,1%	1	11,1%	0	0,0%	0	0,0%
50 ans et plus	10	0	10	1,0%	5	50,0%	5	50,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Total	19	0	19	1,9%	10	52,6%	9	47,4%	3	15,8%	1	5,3%	0	0,0%	0	0,0%		
Personnel professionnel :																		
Moins de 35 ans	9	2	11	1,0%	7	63,6%	4	36,4%	2	18,2%	0	0,0%	1	9,1%	1	9,1%	0	0,0%
De 35 à 49 ans	25	1	26	2,5%	18	69,2%	8	30,8%	1	3,8%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
50 ans et plus	17	0	17	1,6%	11	64,7%	6	35,3%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Total	51	3	54	5,1%	36	66,7%	18	33,3%	3	5,6%	0	0,0%	1	1,9%	0	0,0%		
Personnel de bureau, technicien et assimilé :																		
Moins de 35 ans	73	20	93	8,9%	82	88,2%	11	11,8%	10	10,8%	1	1,1%	1	1,1%	0	0,0%	0	0,0%
De 35 à 49 ans	101	8	109	10,4%	98	89,9%	11	10,1%	14	12,8%	0	0,0%	1	0,9%	1	0,9%	0	0,0%
50 ans et plus	102	4	106	10,1%	103	97,2%	3	2,8%	4	3,8%	1	0,9%	1	0,9%	2	1,9%	2	1,9%
Total	276	32	308	29,4%	283	91,9%	25	8,1%	28	9,1%	2	0,6%	3	1,0%	2	0,6%		
Personnel ouvrier :																		
Moins de 35 ans	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
De 35 à 49 ans	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
50 ans et plus	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Total	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%		
Total par GROUPE D'ÂGE:																		
Moins de 35 ans	264	106	370	35,3%	275	74,3%	95	25,7%	27	7,3%	1	0,3%	1	0,3%	1	0,3%	5	1,4%
De 35 à 49 ans	410	23	433	41,3%	304	70,2%	129	29,8%	26	6,0%	1	0,2%	2	0,5%	2	0,5%	7	1,6%
50 ans et plus	241	4	245	23,4%	169	69,0%	76	31,0%	8	3,3%	2	0,8%	3	1,2%	3	1,2%	2	0,8%
Total	915	133	1048	100,0%	748	71,4%	300	28,6%	61	5,8%	4	0,4%	6	0,6%	14	1,3%		

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2014-2015
PROCTEUR EN CHEF, PROCUREUR EN CHEF ADJOINT ET PROCUREUR	3 719
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	89
PERSONNEL PROFESSIONNEL	416
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIEN ET ASSIMILÉ	2 331
TOTAL	6 555

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES;**2014-2015**

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
PROCTEUR EN CHEF, PROCUREUR EN CHEF ADJOINT ET PROCUREUR	15 841	14 292	30 133	3 341 \$
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	32	32	83 \$
PERSONNEL PROFESSIONNEL	614	1 038	1 652	1 388 \$
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIEN ET ASSIMILÉ	3 966	1 904	5 870	676 \$
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	0
TOTAL	20 421	17 266	37 687	2 404 \$

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
PROUREUR EN CHEF, PROCUREUR EN CHEF ADJOINT ET PROCUREUR	540	617	920	3 923	2 709	578	439	292	1 051	375	399	373	12 216
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	10	9	55	93	103	8	14	8	48	16	11	14	389
PERSONNEL PROFESSIONNEL	41	34	125	320	265	24	24	10	115	26	28	41	1 053
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIEN ET ASSIMILÉ	284	263	632	1 524	1 248	280	218	130	504	144	210	138	5 575
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	875	923	1 732	5 860	4 325	890	695	440	1 718	561	648	566	19 233

SOURCE : EXTRACTION SAGIP EN DATE DU 6 MARS 2015

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

LES INFORMATIONS QUANT AU NOMBRE DE PERSONNES, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. EN RAISON DES PARAGRAPHES 1^o DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59, CES RENSEIGNEMENTS SONT CONFIDENTIELS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2013

RÉGIONS/BUREAUX	ADM. DÉTAT	POSTES D'ENCADREMENT	PROCCUREURS	AVOCATS	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU
BDPCP	2	5	4		4	7	1
BAE		2	4		2	1	1
BAP		6	8	1		3	3
BSJ		4	10	1	3	1	5
DGA		3			17	10	5
QUÉBEC							
Theford-Mines			2				1
Alma			2				1
Saguenay		1	7				5
Roberval			4				3
St-Joseph-de-Beauce			3				3
Québec		6	26			7	9
Montnagry			2				1
La Malbaie			1				1
EST DU QUÉBEC							
Baie-Comeau		1	3			1	2
Matane			3				3
New-Carlisle		1	2				2
Parcé			3				2
Rivière-du-Loup		1	3			1	3
Rimouski			3				1
Sept-Îles			5				3
Ste-Anne des Monts			1				1
Carleton						1	
CENTRE-DU-QUÉBEC							
Victoriaville			4				2
Joliette		1	14			1	7
Laval		1	10			1	3
Saint-Jérôme		2	15		1	3	8
Shawinigan			4				1
Trois-Rivières		3	12		1	3	5
La Tuque			1				1
SUD DU QUÉBEC							
Granby			5				1
Sherbrooke		1	10			2	6
Drummondville			4				3
Saint-Jean-sur-Richelieu			5				3
Sorel			2				2
Saint-Hyacinthe		1	5				4
Longueuil		5	25			6	13
MONTREAL							
Montréal		12	93			8	28
QUEST DU QUÉBEC							
Gatineau		3	17			2	9
Maniwaki							1
Mont-Laurier			2				2
Valleyfield		1	9				6
NORD-DU-QUÉBEC							
Val-d'Or			2				2
Rouyn-Noranda		1	5			1	1
Amos		2	8			1	5
Kuujuuaq			1				
BUREAU DE LUTTE AUX PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ (BLPC)							
BLPC		3	15		3	3	3
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL							
BSC		2	16			1	
BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ (BLACO)							
BLACO		5	32		3	4	3
BUREAU DE LUTTE À LA CORRUPTION ET À LA MALVERSATION (BLCM)							
BLCM		2	13			2	3
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE							
Montréal		7	41		1	2	6
TOTAL	2	83	466	2	35	72	184

Total : 844

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2014

RÉGIONS/BUREAUX	ADM. DÉTAT	POSTES D'ENCADREMENT	PROCUREURS	AVOCATS	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU
BDPCP	2	5	6		6	4	2
BAE		2	3		3	1	1
BAP		7	19	1		4	12
BSJ		3	13	1	2	3	3
BREF		1	1		1	1	
BRPI		1	2		2	1	
DGA		1			2	1	
DISI		1			7	2	1
DRFM		1			6	4	1
DRH					10	4	2
QUÉBEC							
Thetford-Mines			2				2
Alma			2				1
Saguenay		1	6			1	5
Roberval			4				3
St-Joseph-de-Beauce			3				3
Québec		5	26			7	10
Montmagny			1				2
La Malbaie			1				1
EST DU QUÉBEC							
Baie-Comeau		1	3			1	3
Matane			3				2
New-Carlisle		1	2				2
Percé			3				2
Rivière-du-Loup		1	3			1	3
Rimouski		2	3			1	2
Sept-Îles			4				2
Ste-Anne des Monts			1				1
Carleton						1	
CENTRE-DU-QUÉBEC							
Victoriaville			4				2
Joliette		1	14			1	6
Laval		2	9		1	1	4
Saint-Jérôme		1	14			3	6
Shawinigan		1	4				1
Trois-Rivières		3	10		1	4	4
La Tuque			1			1	1
SUD DU QUÉBEC							
Granby			5				2
Sherbrooke		1	10			2	6
Drummondville			4				3
Saint-Jean-sur-Richelieu			4				2
Sorel			3				2
Saint-Hyacinthe		1	5				4
Longueuil		6	23		1	6	11
MONTREAL							
Montréal		11	91			11	29
QUEST DU QUÉBEC							
Gatineau		4	14			2	5
Maniwaki			1				1
Mont-Laurier			1				1
Valleyfield		1	8				4
NORD-DU-QUÉBEC							
Val-d'Or			5				3
Rouyn-Noranda		1	5			1	1
Amos		3	7				5
Kuujuuaq			1				
BUREAU DE LUTTE AUX PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ							
BLPC		3	20	1	2	4	2
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL							
BSC		2	18			1	
BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ (BLACO)							
BLACO		5	38		3	8	1
BUREAU DE LUTTE À LA CORRUPTION ET À LA MALVERSATION							
BLCM		2	19		1	4	3
BUREAU DES AFFAIRE DE LA JEUNESSE							
BAJ		8	42		1	2	12
TOTAL	2	89	491	3	47	87	187

Total : 906

RÉGIONS/BUREAUX	ADM. D'ÉTAT	POSTES D'ENCADREMENT	PROCUREURS	AVOCATS	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU
BDRCP	1	4	6		7	6	1
BAE		2	2		3	2	
BAP		6	21	1		6	12
BSJ		4	12	1	2	4	3
BREF		1	2		1	1	
BRPI		1	2		2	1	
DGA		1			2	1	
BSSC					2	1	1
DISI		1			7	2	1
DRFM		1			7	4	
DRH					10	4	4
QUÉBEC							
Tréfortd-Mines			2				2
Alma			2				1
Saguenay		1	6			1	6
Roberval			4				3
St-Joseph-de-Beauce			3				3
Québec		6	26			7	8
Montmagny			2				2
La Malbaie			1				1
EST DU QUÉBEC							
Baie-Comeau		1	3			1	1
Matane			4				2
New-Carlisle		1	1				1
Percé			3				2
Rivière-du-Loup		1	4			1	3
Rimouski		2	3			1	3
Sept-Îles			4				2
Ste-Anne des Monts			1				1
Carleton						1	
CENTRE-DU-QUÉBEC							
Victoriaville			3				2
Joliette		1	14			2	5
Laval		1	10			1	4
Saint-Jérôme		1	14			3	6
Shawinigan		1	4			1	1
Trois-Rivières		1	10		1	3	4
La Tuque			1				1
SUD DU QUÉBEC							
Granby			4				2
Sherbrooke		2	10			2	6
Drummondville			4				3
Saint-Jean-sur-Richelieu			4				2
Sorel			3				2
Saint-Hyacinthe		1	5				3
Longueuil		6	24		1	5	11
MONTREAL							
Montréal		10	94			10	29
QUEST DU QUÉBEC							
Gatineau		4	16			2	5
Maniwaki			1				1
Mont-Laurier			2				2
Valleyfield		1	8				4
NORD-DU-QUÉBEC							
Val-d'Or			5				2
Rouyn-Noranda		1	5			1	2
Amos		3	6				5
Kuujuuaq			1				
BUREAU DE LUTTE AUX PRODUITS DE LA CRIMINALITE							
BLPC		3	21	1	1	3	
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL							
BSC		1	16			1	
BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ (BLACO)							
BLACO		4	42		2	9	1
BUREAU DE LUTTE À LA CORRUPTION ET À LA MALVERSATION							
BLCM		3	19		1	3	3
BUREAU DES AFFAIRE DE LA JEUNESSE							
BAJ		8	41		1	2	12
TOTAL	1	85	501	3	48	92	181

Total : 911

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2012-2013	2013-2014	2014-2015
EXPERT	8	13	14
ÉMÉRITE	2	3	3

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2012-2013	2013-2014	2014-2015
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	1	1	1

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATEGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2013

RÉGIONS/BUREAUX	ADM. D'ÉTAT	POSTES D'ENCADREMENT	PROFESSEURS	AVOCATS	PROFESSEURS NON-CADRE	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU
BDPCP	2	4	3		4	6	1
BRPI		1	2			1	
BAESD		3	5		7	3	1
BAP		6	13	1		5	4
BAJEP		4	10	1	3	1	7
DGA		2			13	11	6
QUÉBEC							
Theford-Mines			2				1
Alma			2				1
Saguenay		1	9				5
Roberval			5				4
St-Joseph-de-Beauce			3				3
Québec		6	32			7	12
Montréal			2				1
La Malbaie			1				1
EST DU QUÉBEC							
Baie-Comeau		1	3			1	2
Matane			3				3
New-Carlisle		1	2				2
Percé			3				2
Rivière-du-Loup		1	5			1	3
Rimouski		1	4				1
Sept-Îles			5				3
Ste-Anne-des-Monts			1				1
Carleton						1	
CENTRE-DU-QUÉBEC							
Victoriaville			4				2
Joliette		1	18			1	8
Laval		1	11			1	4
Saint-Jérôme		2	19		1	3	8
Shawinigan			6				1
Trois-Rivières		3	14		1	3	7
La Tuque			1				1
SUD DU QUÉBEC							
Granby			6				3
Sherbrooke		1	11			2	8
Drummondville			4				3
Saint-Jean-sur-Richelieu			6				3
Sorel			2				3
Saint-Hyacinthe		1	6				6
Longueuil		5	30			6	16
MONTREAL							
Montréal		12	114			8	36
QUEST DU QUÉBEC							
Gatineau		3	24			2	9
Maniwaki							1
Mont-Laurier			4				3
Valleyfield		1	13				7
NORD-DU-QUÉBEC							
Val-d'Or			6				3
Rouyn-Noranda		1	6			1	2
Amos		2	11			1	5
Kuujuuaq			1				1
BUREAU DE LUTTE AUX PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ (BLPC)							
BLPC		3	19	1	2	5	5
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL							
BSC		2	16			1	
BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ (BLACO)							
BLACO		5	41		4	5	6
BUREAU DE LUTTE À LA CORRUPTION ET À LA MALVERSATION (BLCM)							
BLCM		2	14			2	4
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE							
BAJ		7	46		1	2	7
TOTAL	2	83	568	3	36	80	226

Total : 998

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2014

RÉGIONS/BUREAUX	ADM. D'ÉTAT	POSTES D'ENCADREMENT	PROCUREURS	AVOCATS	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU
BDPCP	2	5	6		6	6	1
BAE Anciennement BAESD		2	4		3	1	1
BAP		7	32	1		4	21
BSJ Anciennement BAJEP		3	14	1	2	3	4
BREF		1	1		1	1	1
BRPI		1	2			1	
DGA		1			3	1	
DISI		1			7	2	1
DRFM		1			6	7	1
DRH					10	4	4
QUÉBEC							
Theford-Mines			2				2
Alma			3				1
Saguenay		1	8			1	5
Roberval			5				4
St-Joseph-de-Beauce			4				3
Québec		5	35			8	9
Montragny			2				2
La Malbaie			1				1
EST DU QUÉBEC							
Baie-Comeau		1	3			1	3
Matane			3				2
New-Carlisle		1	2				2
Percé			3				2
Rivière-du-Loup		1	4			1	3
Rimouski		2	3			1	2
Sept-Îles			4				2
Ste-Anne des Monts			1				1
Carleton						1	
CENTRE-DU-QUÉBEC							
Victoriaville			4				2
Joliette		1	15			1	8
Laval		2	10		1	1	4
Saint-Jérôme		2	19			4	6
Shawinigan		1	7				1
Trois-Rivières		2	14		1	4	4
La Tuque			1				1
SUD DU QUÉBEC							
Granby			5				2
Sherbrooke		1	13			3	6
Drummondville			4				3
Saint-Jean-sur-Richelieu			6				2
Sorel			4				3
Saint-Hyacinthe		1	6				4
Longueuil		6	28		1	6	11
MONTREAL							
Montreal		11	108			11	31
QUEST DU QUÉBEC							
Gatineau		4	20			3	6
Maniwaki			1				1
Mont-Laurier			2				2
Valleyfield		1	11				4
NORD-DU-QUÉBEC							
Val-d'Or			7				3
Rouyn-Noranda		1	5			1	2
Amos		3	9				5
Kuujuuaq			1				1
BUREAU DE LUTTE AUX PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ							
BLPC		3	23	1	2	8	4
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL							
BSC		2	18			1	
BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ (BLACO)							
BLACO		5	51		3	9	4
BUREAU DE LUTTE À LA CORRUPTION ET À LA MALVERSATION							
BLCM		2	19		1	4	3
BUREAU DES AFFAIRE DE LA JEUNESSE							
BAJ		8	46		1	2	13
TOTAL	2	89	599	3	48	101	214

Total : 1056

NOMBRE DE POSTES AU 6 MARS 2015

RÉGIONS/BUREAUX	ADM. D'ÉTAT	POSTES D'ENCADREMENT	PROCUREURS	AVOCATS	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU
BDPCP	1	4	6		8	6	1
BAE		2	4		3	3	
BAP		6	33	1		6	22
BSJ		4	13	1	2	4	3
BREF		1	3		1	1	
BRPI		1	2			1	
DGA		1			2	1	
BSBC					2	1	2
DISI		1			8	2	1
DRFM		1			8	6	
DRH					10	5	4
QUÉBEC							
Therford-Mines			2				2
Alma			3				1
Saguenay		1	8			1	6
Roberval			4				3
St-Joseph-de-Beauce			3				3
Québec		6	33			8	9
Montmagny			2				2
La Malbaie			1				1
EST DU QUÉBEC							
Baie-Comeau		1	3			1	2
Matane			4				2
New-Carlisle		1	1				1
Percé			4				2
Rivière-du-Loup		1	5			1	3
Rimouski		2	3			1	3
Sept-Îles			5				2
Ste-Anne des Monts			1				1
Carleton						1	
CENTRE-DU-QUÉBEC							
Victoriaville			4				2
Joliette		1	16			2	6
Laval		1	13			1	4
Saint-Jérôme		1	19			3	6
Shawinigan		1	7			1	1
Trois-Rivières		1	12		1	3	4
La Tuque			1				1
SUD DU QUÉBEC							
Granby			4				2
Sherbrooke		2	10			3	6
Drummondville			4				3
Saint-Jean-sur-Richelieu			5				2
Sorel			3				2
Saint-Hyacinthe		1	6				3
Longueuil		6	31		1	7	11
MONTREAL							
Montreal		10	109			10	30
QUEST DU QUÉBEC							
Gatineau		4	24			2	5
Maniwaki			1				1
Mont-Laurier			2				2
Valleyfield		1	9				4
NORD-DU-QUÉBEC							
Val-d'Or			6				2
Rouyn-Noranda		1	7			1	2
Amos		3	10				5
Kuujuuaq			1				1
BUREAU DE LUTTE AUX PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ							
BLPC		3	25	1	1	7	
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL							
BSC		1	16			1	
BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ (BLACO)							
BLACO		4	51		2	11	3
BUREAU DE LUTTE À LA CORRUPTION ET À LA MALVERSATION							
BICM		3	20		1	3	3
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE							
BAJ		8	44		1	2	13
TOTAL	1	85	603	3	51	106	200

Total : 1049

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif				Femmes		Hommes		* Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :																
Moins de 35 ans				%		%		%		%		%		%		%
35 ans et plus	1		1	100 %	1	100 %		%	1	100 %		%		%		%
Total	1		1	100 %	1	100 %		%	1	100 %		%		%		%
Personnel professionnel :																
Moins de 35 ans				%		%		%		%		%		%		%
35 ans et plus				%		%		%		%		%		%		%
Total				%		%		%		%		%		%		%
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :																
Moins de 35 ans				%		%		%		%		%		%		%
35 ans et plus	1		1	100 %		%	1	100 %		%		%		%		%
Total	1		1	100 %		%	1	100 %		%		%		%		%
Personnel ouvrier :																
Moins de 35 ans				%		%		%		%		%		%		%
35 ans et plus				%		%		%		%		%		%		%
Total				%		%		%		%		%		%		%
Total par GROUPE D'ÂGE:																
Moins de 35 ans				%		%		%		%		%		%		%
35 ans et plus	2		2	100 %	1	50 %	1	50 %	1	50 %		%		%		%
Total	2		2	100 %	1	50 %	1	50 %	1	50 %		%		%		%

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES;

2014-2015

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE				
PERSONNEL PROFESSIONNEL				
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS		6,36	6,36	173,37 \$
PERSONNEL OUVRIER				
TOTAL		6,36	6,36	173,37 \$

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE			2	7	5				4				18
PERSONNEL PROFESSIONNEL													
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS			1	6	9								16
PERSONNEL OUVRIER													
TOTAL			3	13	14				4				34

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

LES INFORMATIONS QUANT AU NOMBRE DE PERSONNES, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. EN RAISON DES PARAGRAPHE 1^o DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59, CES RENSEIGNEMENTS SONT CONFIDENTIELS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2013

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE						
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTRÉAL		1	1	1		3
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL						

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2014

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE						
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTRÉAL		1	1	1		3
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL						

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2015

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE						
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTRÉAL		1	1			2
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL						

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

AUCUN.

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

AUCUN.

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2013

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE						
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTRÉAL		1	1	1		3
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL						

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2014

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE						
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTRÉAL		1	1	1		3
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL						

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2015

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE						
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTRÉAL		1	1			2
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL						

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif				Femmes		Hommes		* Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :																
Moins de 35 ans	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
35 ans et plus	7	0	7	100%	6	85.7 %	1	14.3%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
Total	7	0	7	100%	6	85.7%	1	14.3%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
Personnel professionnel :																
Moins de 35 ans	8	2	10	26.3%	7	29.2%	3	21.4%	1	20%	0	0%	0	0%	0	0%
35 ans et plus	27	1	28	73.7%	17	70.8%	11	78.6%	4	80%	0	0%	0	0%	0	0%
Total	35	3	38	100%	24	100%	14	100%	5	100%	0	0%	0	0%	0	0%
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :																
Moins de 35 ans	19	9	28	23.7%	25	26.3%	3	13%	5	23.8%	0	0%	0	0%	0	%
35 ans et plus	88	2	90	76.3%	70	73.7%	20	87%	16	76.2%	0	0%	0	0%	1	100%
Total	107	11	118	100%	95	100%	23	100%	21	100%	0	0%	0	0%	1	100%
Personnel ouvrier :																
Moins de 35 ans	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
35 ans et plus	0	0	0	0 %	0	0%	0	0%	0	0%	0	%	0	0%	0	%
Total	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	%
Total par GROUPE D'ÂGE:																
Moins de 35 ans	27	11	38	23.3%	32	25.6%	6	23.1%	6	23.1%	0	0%	0	0%	0	0%
35 ans et plus	122	3	125	76.7%	93%	74.4%	32	84 %	20	76.9%	0	0%	0	0 %	1	100%
Total	149	14	163	100%	125	100%	38	100%	26	100 %	0	0 %	0	0 %	1	100 %

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2014-2015
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	22
PERSONNEL PROFESSIONNEL	220,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	834
PERSONNEL OUVRIER	0
TOTAL	1 076,5

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES;**2014-2015**

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0	0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	299,88	453,31	753,19	857,30 \$
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	861,55	257,61	1119,16	327,22 \$
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	0
TOTAL	1 161,43	710,92	1 872,35	

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	8	19	16	26	54	6	2	0	10,5	10	8	2	161,5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	54,5	37,5	63	153	231,5	34,5	17	31	50	27,5	11	37	747,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	120	123	229	576	521,5	193,5	102	46	230	67,5	71	75	2 354,5
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	182,5	179,5	308	755	807	234	121	77	290,5	105	90	114	3 263,5

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

LES INFORMATIONS QUANT AU NOMBRE DE PERSONNES, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. EN RAISON DES PARAGRAPHES 1^o DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59, CES RENSEIGNEMENTS SONT CONFIDENTIELS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2013

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE	5	21	24	21		71
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTRÉAL	4	11	26	30		71
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL	9	32	50	51	0	142

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2014

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE	5	22	29	20		75
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTRÉAL	4	10	23	27		65
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL	9	32	52	47	0	140

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2015

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE	3	22	29	23		77
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTRÉAL	4	13	25	31		73
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL	7	35	54	54	0	150

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2012-2013	2013-2014	2014-2015
EXPERT	5	6	5
ÉMÉRITE	0	0	0

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2012-2013	2013-2014	2014-2015
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	7	11	11

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2013

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE	5	24	26	26		81
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTRÉAL	4	14	29	42		89
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL	9	38	55	68	0	170

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2014

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE	5	25	30	24		83
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTRÉAL	4	13	29	42		87
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL	9	38	59	66	0	172

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2015

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE	5	23	28	25		81
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTRÉAL	4	14	30	42		90
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL	0	37	58	67	0	171

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.16 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, ET CE, PAR DIRECTION :

- A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE EN 2013-2014 ET EN 2014-2015, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES;
- B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;
- C. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2015-2016 ET 2016-2017 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES;
- D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.

A. LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

MINISTÈRE

B. NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

EN VERTU DES RÈGLES AFFECTANT LE NIVEAU D'EFFECTIF RÉGULIER ET TOTAL AUTORISÉ À LA SUITE DES DÉPARTS À LA RETRAITE SUVENUS EN 2014-2015 ADOPTÉ PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE A UN TAUX MODULÉ DE RENOUVELLEMENT DE L'EFFECTIF DE 100 % À L'EXCEPTION DE L'ÉLÉMENT 03 DU PROGRAMME 02 POUR LEQUEL LE TAUX EST DE 50 %. PAR CONSÉQUENT, LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLAN DE RÉDUCTION DE LA TAILLE DE L'ÉTAT EST D'UN REMPLACEMENT SUR DEUX (50 %) DES DÉPARTS À LA RETRAITE DE L'EXERCICE FINANCIER 2014-2015 À L'ÉLÉMENT DU PROGRAMME 02 DU MJQ ET DE 100 % POUR LE RESTE DU MINISTÈRE.

D. NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2015

20 RETRAITÉS

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

B. NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

EN VERTU DES RÈGLES AFFECTANT LE NIVEAU D'EFFECTIF RÉGULIER ET TOTAL AUTORISÉ À LA SUITE DES DÉPARTS À LA RETRAITE SUVENUS EN 2014-2015 ADOPTÉ PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE A UN TAUX MODULÉ DE RENOUVELLEMENT DE L'EFFECTIF DE 100 % À L'EXCEPTION DE L'ÉLÉMENT 03 DU PROGRAMME 02 POUR LEQUEL LE TAUX EST DE 50 %. PAR CONSÉQUENT, LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLAN DE RÉDUCTION DE LA TAILLE DE L'ÉTAT EST D'UN REMPLACEMENT SUR DEUX (50 %) DES DÉPARTS À LA RETRAITE DE L'EXERCICE FINANCIER 2014-2015 À L'ÉLÉMENT DU PROGRAMME 02 DU MJQ ET DE 100 % POUR LE RESTE DU MINISTÈRE.

D. NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2015

AU COURS DE L'ANNÉE 2014-2015, LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE A ENGAGÉ TROIS RETRAITÉES DE LA FONCTION PUBLIQUE, POUR DIFFÉRENTS CONTRATS.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

B. NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

1 REMPLACEMENT

D. NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2015

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

B. NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

7 DOTATIONS

D. NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2015

2 RETRAITÉS

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

B. NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

15

D. NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2015

AUCUN

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

B. NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

LE TAUX DE REMPLACEMENT DES DÉPARTS À LA RETRAITE DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) EST FIXÉ À 100 % POUR L'EXERCICE FINANCIER 2014-2015.

D. NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2015

AU TOTAL, LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS AU DPCP S'ÉLÈVE À 6.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

B. NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

LE TAQ A UN TAUX DE RENOUVELLEMENT DE L'EFFECTIF DU 100% EN VERTU DES RÈGLES AFFECTANT LE NIVEAU D'EFFECTIF RÉGULIER ET TOTAL AUTORISÉ À LA SUITE DES DÉPARTS À LA RETRAITE, ADOPTÉ PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR. LE TRIBUNAL A DONC REMPLACÉ 8 DES 12 DÉPARTS À LA RETRAITE. 2 AUTRES POSTES SONT ACTUELLEMENT EN DOTATION (MUTATION) ET 2 POSTES SONT TOUJOURS VACANTS.

D. NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2015

5 PERSONNES RETRAITÉES DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉES POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2015.

G.17 LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2014-2015 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :

- A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;
- B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;
- C. LA SUPERFICIE TOTAL RÉELLEMENT OCCUPÉE;
- D. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;
- E. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;
- F. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;
- G. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATION RÉALISÉ DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2011, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;
- H. LA DURÉE DU BAIL;
- I. LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;
- J. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.

MINISTÈRE

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1ER AVRIL 2014	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
725, BOUL. HARVEY OUEST, ALMA	521 967,68 \$	3 003,80	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
891, 3E RUE OUEST, AMOS	723 657,60 \$	3 033,10	100 519,74 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
242, RUE PRINCIPALE SUD, AMOS	118 670,52 \$	533,34	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
29, BOUL. ST-BENOIT OUEST, AMQUI	114 061,56 \$	550,45	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
71, AVENUE MANCE, BAIE-COMEAU	488 887,68 \$	2 569,25	14 299,45 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
30, RUE JOHN, CAMPBELL'S BAY	213 628,68 \$	865,06	3 977,10 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
17, RUE LACROIX, CARLETON-SUR-MER	45 272,76 \$	264,41	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
2028, AVENUE BOURGOGNE, CHAMBLY	5 980,98 \$	97,55	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
860, 3E RUE, CHIBOUGAMAU	110 936,76 \$	717,79	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
227, RUE RACINE EST, CHICOUTIMI	1 504 077,06 \$	5 719,75	59 128,21 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
920, RUE PRINCIPALE, COWANSVILLE	1 134 297,24 \$	1 722,22	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1420, BOUL. WALBERG, DOLBEAU-MISTASSINI	76 156,92 \$	531,08	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1680, BOUL. SAINT-JOSEPH, DRUMMONDVILLE	344 897,52 \$	2 142,65	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
134, ROUTE 138 EST, FORESTVILLE	87 180,84 \$	210,31	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
11, RUE DE LA CATHÉDRALE, GASPÉ	52 373,76 \$	242,07	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
170, RUE 17 RUE LAURIER, GATINEAU	2 881 215,94 \$	10 517,17	665 605,32 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
77, RUE PRINCIPALE, GRANBY	638 377,56 \$	4 623,32	11 605,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1ER AVRIL 2014	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
200, RUE SAINT-MARC, JOLIETTE	1 568 208,27 \$	6 237,36	157 418,35 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
450, RUE SAINT-LOUIS, JOLIETTE	43 770,96 \$	375,18	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
604, SIURALIKUUT STREET, KUUJJUAQ	228 360,24 \$	349,40	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1123, IMIRTAVIK ROAD, KUUJJUAQ	45 627,00 \$	109,95	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
985, RUE MAKIVIK, KUUJJUAQ	21 862,26 \$	109,72	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1125, HENRI JAMET AVENUE, KUUJJUARAPIK	48 794,12 \$	334,57	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
30, CHEMIN DE LA VALLÉE, LA MALBAIE	262 983,00 \$	1 015,18	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
655, 2E RUE EST, LA SARRE	73 157,76 \$	407,59	10 894,58 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
290, RUE SAINT-JOSEPH, LA TUQUE	67 416,48 \$	477,55	7 470,23 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
505, RUE BETHANY, LACHUTE	34 744,32 \$	215,47	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
5527, RUE FRONTENAC, LAC-MÉGANTIC	79 295,37 \$	636,49	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
5400, RUE PAPINEAU, LAC-MÉGANTIC	94 680,72 \$	320,12	404 505,24 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
2800, BOUL. SAINT-MARTIN OUEST, LAVAL	2 404 460,28 \$	8 680,53	132 890,37 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
405, CHEMIN D'EN HAUT, L'ÎLE DU HAVRE-AUBERT	256 478,88 \$	412,95	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
2555, BOUL. ROLAND-TERRIEN, LONGUEUIL	2 428 797,16 \$	11 000,34	1 392 967,61 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
7, RUE PRINCIPALE EST, MAGOG	10 544,64 \$	276,60	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
266, RUE NOTRE-DAME, MANIWAKI	131 937,00 \$	718,90	58 449,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
224, RUE PRINCIPALE, MANIWAKI	19 609,44 \$	87,00	5 364,18 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
382, RUE ST-JÉRÔME, MATANE	109 836,60 \$	689,26	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
40, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, MONT-JOLI	27 236,16 \$	358,72	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
645, RUE DE LA MADONE, MONT-LAURIER	1 696 824,72 \$	3 521,54	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
25, RUE DU PALAIS DE JUSTICE, MONTMAGNY	713 590,73 \$	2 467,42	4 989 062,19 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
85, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	51 101,64 \$	682,74	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
450, BOUL. GOUIN OUEST, MONTRÉAL	1 416 506,76 \$	3 001,85	20 137,06 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	18 471 822,09 \$	80 190,61	52 010,42 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
100, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL - CA	5 226 250,67 \$	12 601,09	625,25 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
410, RUE DE BELLECHASSE EST, MONTRÉAL - CJ	3 478 249,80 \$	12 866,74	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL - FARC	58 932,36 \$	275,43	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
87, BOUL. GÉRARD-D.-LÉVESQUE, NEW CARLISLE	494 107,56 \$	2 327,18	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
460, BOUL. LOUIS-FRÉCHETTE, NICOLET	4 612,08 \$	30,16	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
124, ROUTE 132, PERCÉ	459 476,04 \$	1 887,74	3 305,98 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1ER AVRIL 2014	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
PUVIRNITUK	203 832,44 \$	415,84	15 801,15 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
300, BOUL. JEAN-LESAGE, QUÉBEC	7 506 457,93 \$	32 018,35	466 881,89 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1665, BOUL. WILFRID-HAMEL OUEST, QUÉBEC	9 899,16 \$	150,75	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
2875, BOUL. LAURIER, QUÉBEC	245 951,29 \$	1 276,05	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1200, ROUTE DE L'ÉGLISE, QUÉBEC-1200	2 598 322,07 \$	16 700,44	16 411,72 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1, MONTÉE DES ARSENAUX, REPENTIGNY	10 155,96 \$	100,00	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
183, AVE DE LA CATHÉDRALE, RIMOUSKI	355 444,44 \$	2 559,07	3 472,11 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
70, RUE SAINT-GERMAIN EST, RIMOUSKI	10 478,64 \$	56,76	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
33, RUE DE LA COUR, RIVIÈRE-DU-LOUP	948 713,01 \$	4 247,46	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
750, BOUL. SAINT-JOSEPH, ROBERVAL	206 442,51 \$	1 352,89	5 318,44 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
755, BOUL SAINT-JOSEPH,ROBERVAL	2 630,70 \$	37,27	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
2, AVE DU PALAIS, ROUYN-NORANDA	383 339,64 \$	1 817,33	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
85, RUE ST-VINCENT, SAINTE-AGATHE-DES- MONTS	62 399,64 \$	314,00	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
10, BOUL. STE-ANNE OUEST, SAINTE-ANNE-DES-MONTS	87 465,32 \$	539,62	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1550, RUE DESSAULES, SAINT-HYACINTHE	539 100,72 \$	3 345,69	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
6625 BOULEVARD CHOQUETTE, SAINT-HYACINTHE	105 271,92 \$	636,70	3 810,82 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
109, RUE SAINT-CHARLES, SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	1 237 003,57 \$	5 168,90	239,60 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
25, RUE DE MARTIGNY OUEST, SAINT-JÉRÔME	2 486 300,04 \$	9 942,67	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
85, RUE DE MARTIGNY OUEST, SAINT-JÉRÔME	630 793,68 \$	3 343,14	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
795, AVE DU PALAIS, SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	953 221,80 \$	4 249,58	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
74 RUE ACADÉMIE, SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	3 564 013,56 \$	8 600,16	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
63A, RUE CHAMPLAIN,SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	10 125,46 \$	303,02	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
8, AVENUE DES CÈDRES, SENNETERRE	34 579,32 \$	358,46	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
425, BOUL. LAURE, SEPT-ÎLES	563 988,48 \$	1 846,40	3 452,25 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
212, 6ÈME RUE, SHAWINIGAN	647 501,31 \$	2 783,87	2 782,88 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
375, RUE KING OUEST, SHERBROOKE	1 414 745,88 \$	7 184,96	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1040, BOUL. QUEEN VICTORIA, PORTE 200, SHERBROOKE	23 065,08 \$	299,97	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
46, RUE CHARLOTTE, SOREL-TRACY	523 448,46 \$	2 851,33	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
693, RUE ST-ALPHONSE NORD, THETFORD MINES	602 240,52 \$	1 912,33	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2014	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
2900, RUE BELLEFEUILLE, TROIS-RIVIÈRES	65 082,36 \$	645,00	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
878, RUE DE TONNANCOUR, TROIS-RIVIÈRES	77 382,72 \$	459,13	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
850, RUE HART, TROIS-RIVIÈRES	2 374 176,50 \$	7 372,08	54 066,25 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
900, 7 ^E RUE, VAL D'OR	1 687 789,44 \$	2 668,16	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
800, BOUL. BOIS-FRANCS SUD, VICTORIAVILLE	329 805,84 \$	1 893,28	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
8, RUE ST-GABRIEL NORD, VILLE-MARIE	220 681,56 \$	1 326,87	156 188,14 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI

FONDS DES REGISTRES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2014	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	838 508,76 \$	3 849,67	180 534,99 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1200, ROUTE DE L'ÉGLISE, QUÉBEC	73 736,41 \$	565,85	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2014	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
905, AVENUE HONORÉ-MERCIER, 3 ^E ÉTAGE, QUÉBEC (QUÉBEC)	153 000,36 \$	740,03	847,98 \$	20 ANS	DREAM
800, RUE DU SQUARE-VICTORIA, 25 ^E ÉTAGE, MONTRÉAL (QUÉBEC) LOCAL 25.03	31 681,44 \$	95,80	460,49 \$	11 ANS	COMPLEXE PLACE VICTORIA INC.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2014	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE 575, RUE SAINT-AMABLE, BUREAU RC-01 QUÉBEC (QUÉBEC) G1R 2G4	71 120,04 \$	226,56	0,00 \$	1 ^{ER} AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015	LA CAPITALE IMMOBILIÈRE MFQ INC.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE(M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2014	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
360, RUE ST-JACQUES, MONTRÉAL	1 352 232,00 \$	5 222	337 283,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI INFORMATION SQI INFORMATION SQI INFORMATION SQI INFORMATION SQI INFORMATION SQI INFORMATION SQI INFORMATION SQI
227 RUE RACINE CHICOUTIMI	8 580,00 \$	43	0,00 \$	INFORMATION SQI	
456 RUE ARNAUD, SEPT-ÎLES	4 152,00 \$	24	11 723,00 \$	INFORMATION SQI	
375, RUE KING, SHERBROOKE	17 928,00 \$	106	0,00 \$	INFORMATION SQI	
227, RUE ST-GEORGES, ST-JÉRÔME	31 020,00 \$	219	0,00 \$	INFORMATION SQI	
851, 5 ^E AVENUE, VAL-D'OR	7 200,00 \$	34	24 915,00 \$	INFORMATION SQI	
100 RUE LAVIOLETTE, TROIS-RIVIÈRES	19 032,00 \$	139	0,00 \$	INFORMATION SQI	
575, RUE ST-AMABLE, QUÉBEC	136 512,00 \$	435	0,00 \$	INFORMATION SQI	

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2014	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
MONTRÉAL	543 129.01 \$	1460.71	3 600 \$	3 ANS	INFORMATION SQI
MONTRÉAL	31 261.75 \$	197.7	0	3 ANS	INFORMATION SQI
KUUJJUAQ	42 571.10 \$	105	0	5 ANS	INFORMATION SQI
CHIBOUGAMAU	13 963.02 \$	91.66	0	1 AN	INFORMATION SQI
VILLE-MARIE	16 528.75 \$	120.9	0	5 ANS	INFORMATION SQI

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2014	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
LA SARRE	16 968.24 \$	133.75 M2	74 301 \$	5 ANS	INFORMATION SQI
KUUJJUAQ	19 697.18 \$	66.04 M2	0	6 ANS	INFORMATION SQI
AMOS	60 059.20 \$	365.57 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
KUUJJUAQ	26 048.25 \$	84.18 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
ROUYN-NORANDA	41 631.07 \$	216.75 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
VAL-D'OR	61 707.53 \$	348.3 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
MATANE	31 744.81 \$	222.6 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
SAINTE-ANNE-DES-MONTS	12 376.15 \$	119.02 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
GASPÉ	32 670.25 \$	165.46 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
CAP-AUX-MEULES	20 121.03 \$	103.47 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
CHANDLER	36 987.86 \$	180.42 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
TÉMISCOUATA-SUR-LE-LAC	18 423.19 \$	109.98 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
RIMOUSKI	99 310.73 \$	672.04 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
RIMOUSKI	3 446.44 \$	30.26 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
NEW RICHMOND	31 236.18 \$	188.13 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
RIVIÈRE-DU-LOUP	39 367.76 \$	388.81 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
RIVIÈRE-DU-LOUP	936.23 \$	10.02 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
AMQUI	19 808.36 \$	131.11 M2	0	10 ANS	INFORMATION SQI
FORESTVILLE	21 572.39 \$	175 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
SEPT-ÎLES	44 564.18 \$	387.78 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
SEPT-ÎLES	2 073.13 \$	41.51 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
BAIE-COMEAU	45 913.97 \$	343.45 M2	0	1 AN	INFORMATION SQI
COATICOOK	13 916.21 \$	71 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
WINDSOR	1 981.91 \$	19.71 M2	0	2 ANS	INFORMATION SQI
STANSTEAD	2 443.00 \$	27.44 M2	0	2 ANS	INFORMATION SQI
TERREBONNE	23 425.09 \$	111.27 M2	0	1 AN	INFORMATION SQI
SAINTE-THÉRÈSE	40 878.69 \$	222.58 M2	0	2 ANS	INFORMATION SQI
REPENTIGNY	42 983.23 \$	224.45 M2	0	1 AN	INFORMATION SQI
SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	23 056.08 \$	98.82 M2	0	1 AN	INFORMATION SQI
SAINT-EUSTACHE	30 140.53 \$	225.46 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
SAINT-JÉRÔME	133 455.40 \$	601.55 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2014	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
LACHUTE	19 936.79 \$	149.42 M2	0	4 ANS	INFORMATION SQI
SAINT-JÉRÔME	59 023.62 \$	344.99 M2	202 198 \$	1 AN	INFORMATION SQI
SAINT-JÉRÔME	4 349.84 \$	50.84 M2	0	1 AN	INFORMATION SQI
MONT-LAURIER	41 683.07 \$	270.78 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
JOLIETTE	97 782.27 \$	559.64 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
JOLIETTE	2 065.11 \$	23.64 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
VICTORIAVILLE	43 000.69 \$	309.92 M2	0	10 ANS	INFORMATION SQI
TROIS-RIVIÈRES	160 934.77 \$	898.84 M2	0	10 ANS	INFORMATION SQI
DRUMMONDVILLE	55 552.36 \$	334.52 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
LA TUQUE	12 053.93 \$	80.16 M2	0	10 ANS	INFORMATION SQI
SHAWINIGAN	39 873.60 \$	308.75 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
LOUISEVILLE	13 367.72 \$	93 M2	0	10 ANS	INFORMATION SQI
MONTRÉAL	123 885.63 \$	670.48 M2	0	13 ANS	INFORMATION SQI
LAVAL	124 892.51 \$	716.19 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
MONTRÉAL	252 477.35 \$	1034.2 M2	0	20 ANS	INFORMATION SQI
MONTRÉAL	15 083.53 \$	123.42 M2	0	15 ANS	INFORMATION SQI
MONTRÉAL	130 316.91 \$	509.52 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
MONTRÉAL	143 711.68 \$	620.41 M2	0	16 ANS	INFORMATION SQI
MONTRÉAL-NORD	110 963.80 \$	601.06 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
MONTRÉAL	155 650.48 \$	783.45 M2	0	12 ANS	INFORMATION SQI
MONTRÉAL	463 761.41 \$	1666.86 M2	0	10 ANS	INFORMATION SQI
MONTRÉAL	9 352.39 \$	80.71 M2	0	10 ANS	INFORMATION SQI
VERDUN	155 914.76 \$	618.52 M2	0	10 ANS	INFORMATION SQI
MONTRÉAL	148 188.61 \$	567.01 M2	0	6 ANS	INFORMATION SQI
MONTRÉAL	101 088.68 \$	450.96 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
QUÉBEC	94 156.19 \$	506.3 M2	0	1 AN	INFORMATION SQI
LA MALBAIE	21 632.37 \$	140.64 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
LÉVIS	52 051.92 \$	328.58 M2	0	1 AN	INFORMATION SQI
SAINT-GEORGES	37 858.10 \$	242.87 M2	0	10 ANS	INFORMATION SQI
MONTMAGNY	30 460.14 \$	212.11 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
QUÉBEC	74 989.77 \$	535.05 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2014	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
QUÉBEC	49 963.34 \$	336.77 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
QUÉBEC	2 931.66 \$	44.82 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	28 218.64 \$	228.44 M2	0	1 AN	INFORMATION SQI
QUÉBEC	208 251.91 \$	1104.63 M2	0	7 ANS	INFORMATION SQI
COWANSVILLE	20 581.30 \$	142.93 M2	0	1 AN	INFORMATION SQI
LONGUEUIL	134 816.72 \$	549.05 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
CHÂTEAUGUAY	32 097.09 \$	205.6 M2	0	1 AN	INFORMATION SQI
GRANBY	36 936.09 \$	269.28 M2	0	7 ANS	INFORMATION SQI
LONGUEUIL	90 410.55 \$	322.09 M2	0	1 AN	INFORMATION SQI
VAUDREUIL-DORION	21 838.83 \$	92.79 M2	0	1 AN	INFORMATION SQI
SOREL-TRACY	45 321.44 \$	267.86 M2	0	1 AN	INFORMATION SQI
SAINT-HYACINTHE	55 726.10 \$	251.92 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	42 579.11 \$	296.31 M2	46 907 \$	1 AN	INFORMATION SQI
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	37 584.03 \$	227.7 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	3 160.89 \$	19.15 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
BROSSARD	65 324.88 \$	292.65 M2	0	6 ANS	INFORMATION SQI
LONGUEUIL	81 683.70 \$	403.43 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
JONQUIÈRE	45 384.10 \$	318.93 M2	0	6 ANS	INFORMATION SQI
DOLBEAU-MISTASSINI	21 819.61 \$	127.13 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
ALMA	42 897.85 \$	255.49 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
CHICOUTIMI	89 793.04 \$	537.45 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
LA BAIE	23 388.35 \$	100.83 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
ROBERVAL	26 603.61 \$	155.18 M2	0	5 ANS	INFORMATION SQI
SHERBROOKE	195 508.00 \$	1130,22 M2	0	10 ANS	GILLES BOISVERT INC.
SHERBROOKE	79 727.00 \$	534,192 M2	0	10 ANS	GILLES BOISVERT INC.
THETFORD MINES	41 138.00 \$	311,18 M2	0	5 ANS	POLYCLINIQUE MÉDICALE
ASBESTOS	18 448.00 \$	169,89 M2	0	10 ANS	M.R.C. ASBESTOS
LAC MÉGANTIC	21 850.00 \$	102,19 M2	0	5 ANS	PLACEMENTS L.H.V. INC.
MAGOG	38 936.00 \$	182, 22 M2	0	10 ANS	OPTO GESTION INC.
WINDSOR	3 600.00 \$	19.71 M2	0	3 ANS	MARIE MARIER, NOTAIRE
DISRAELI	2 400.00 \$	18 M2	0	2 ANS	C.L.S.C. FRONTENAC

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2014	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
GATINEAU	89 298.00 \$	419,0 M2	0	5 ANS	146 786 CANADA INC.
GATINEAU	102 000.00 \$	546.3 M2	0	5 ANS	135 933 CANADA INC.
GATINEAU	42 533.00 \$	221.5 M2	0	5 ANS	6611923 CANADA INC.
CAMPBELL'S BAY	16 200.00 \$	142,6 M2	0	5 ANS	ROBERT C. LARIVIÈRE ET CHRISTINE BURKE
MANIWAKI	15 420.00 \$	111,5 M2	0	5 ANS	75835910 CANADA INC
BUCKINGHAM	48 000.00 \$	237 M2	0	5 ANS	MARQUIS LAFLEUR INC. ET ÉRIC ROBILLARD
GATINEAU	50 660.00 \$	307,8 M2	0	5 ANS	LES IMMEUBLES TASSÉ
AYLMER	28 673.00 \$	140,8 M2	0	5 ANS	4201221 CANADA INC.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2014	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
725, RUE HARVEY OUEST, ALMA	106 137,02 \$	249,07 M2	349 430,97 \$		SQI
891, 3E RUE OUEST, AMOS	97 384,32 \$	485,63 M2	67,16 \$		SQI
27, BOUL. SAINT-BENOIT OUEST, AMQUI	4 916,76 \$	23,51 M2		5 ANS	MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LA MATAPÉDIA
71, AVENUE MANCE, BAIE-COMEAU	41 588,40 \$	244,26 M2	80 820,61 \$		SQI
30, RUE JOHN, CAMPBELL'S BAY	13 767,60 \$	55,75 M2			SQI
17, RUE LACROIX, CARLETON-SUR-MER	10 067,88 \$	58,80 M2		3 ANS	IMMEUBLES VIGIE CARLETON INC.
860, 3E RUE, CHIBOUGAMAU	2 409,48 \$	15,59 M2		5 ANS	LES IMMEUBLES DU NORD
1680, BOUL. SAINT-JOSEPH, DRUMMONDVILLE	94 090,88 \$	418,52 M2	131 714,15 \$		SQI
134, ROUTE 138 EST, FORESTVILLE	1 923,84 \$	11,34 M2			SQI
170, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, GATINEAU	508 941,36 \$	1 723,02 M2	3 098,54 \$		SQI
77, RUE PRINCIPALE, GRANBY	87 565,45 \$	661,86 M2	7 637,93 \$		SQI
450, RUE SAINT-LOUIS, JOLIETTE	155 082,74 \$	974,71 M2	831,37 \$		SQI
604, SIURALITUUK STREET, KUUJJUAQ (BUREAU)	20 504,76 \$	68,42 M2		5 ANS	ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK
631, AKIANUT STREET, KUUJJUAQ	28 778,40 \$	109,95 M2		FIN 2014-11-30	ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK
980, MAKIVIK STREET, KUUJJUAQ	13 257,93 \$	57,42 M2		FIN 2014-11-30	CORPORATION MAKIVIK

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2014	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
1680, PTARMIGAN ALLEY, KUUJJUAQ	51 811,30 \$	219,58 M ²	1 575,00 \$		SQI
30, CHEMIN DE LA VALLÉE, LA MALBAIE	92 262,42 \$	157,17 M ²			SQI
655, 2E RUE EST, LA SARRE	2 073,00 \$	11,55 M ²		5 ANS	LES IMMEUBLES NORBI INC.
290, RUE SAINT-JOSEPH, LA TUQUE	6 539,16 \$	46,32 M ²		RECONDUCTION MENSUELLE DEPUIS JUN 2013	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CARREFOUR LA TUQUE
2800, BOUL. SAINT-MARTIN OUEST, LAVAL	203 206,02 \$	790,98 M ²	48 158,95 \$		SQI
2555, BOUL. ROLAND-TERRIEN, LONGUEUIL	271 504,52 \$	1 471,61 M ²	64 420,20 \$		SQI
2178, RUE DU COLISÉE, LONGUEUIL	203 056,08 \$	617,46 M ²	348,00 \$	5 ANS	FIDUCIE IMMOBILIÈRE DU COLISÉE
125, BOUL. SAINTE-FOY, LONGUEUIL	36 294,05 \$	333,51 M ²	119 774,54 \$	5 ANS	IMMEUBLES JCY ROBERT INC.
266, RUE NOTRE-DAME, MANIWAKI	15 410,64 \$	93,25 M ²	26,71 \$		SQI
382, AVENUE SAINT-JÉRÔME, MATANE	25 328,88 \$	151,95 M ²			SQI
40, AVENUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, MONT-JOLI	2 708,88 \$	35,68 M ²		35 ANS	CORPORATION MUNICIPALE DE MONT- JOLI
645, RUE DE LA MADONE, MONT-LAURIER	107 675,64 \$	296,90 M ²	698,05 \$		SQI
110, AVENUE JACQUES-CARTIER, MONTMAGNY	107 704,09 \$	383,64 M ²	686 459,01 \$		SQI
410, RUE DE BELLECHASSE, MONTRÉAL	401 307,36 \$	1 550,84 M ²	943,52 \$		SQI
380, RUE SAINT-ANTOINE OUEST, MONTRÉAL	582 900,60 \$	1528,25 M ²		6 ANS	IVANHOÉ CAMBRIDGE (CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC)
450, BOUL. GOUIN OUEST, MONTRÉAL	349 438,68 \$	711,03 M ²			SQI
2050, RUE DE BLEURY, MONTRÉAL	762 469,22 \$	2872,51 M ²	700,00 \$	5 ANS	LES GESTIONS CHÂTEAU D'OR LTÉE
1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	1 333 610,53 \$	5 685,11 M ²	190 869,87 \$		SQI
87, BOUL. GÉRARD-D.-LÉVESQUE, NEW CARLISLE	53 032,44 \$	235,28 M ²	10 105,55 \$		SQI
124, ROUTE 132, PERCÉ	46 259,04 \$	179,63 M ²			SQI
ROUTE PUVIRNITUQ, PURVIRNITUQ	31 250,28 \$	39,96 M ²		10 ANS	ASSOCIATION COOPÉRATIVE DE POVUNGNITUK
2828, BOUL. LAURIER, QUÉBEC	1 506 125,88 \$	4 911,13 M ²	3 203,60 \$	10 ANS	COMINAR INC.
300, BOUL. JEAN-LESAGE, QUÉBEC	661 142,74 \$	2 646,35 M ²	423,70 \$		SQI
400, BOUL. JEAN-LESAGE, QUÉBEC	97 401,24 \$	330,77 M ²		10 ANS	ÉDIFICE LES FAÇADES INC.
2, RUE SAINT-GERMAIN EST, RIMOUSKI	153 484,51 \$	658,09 M ²	666 212,69 \$	3 ANS	IMMEUBLES RÉGIME II INC.
183, AVENUE DE LA CATHÉDRALE, RIMOUSKI	10 286,28 \$	100,02 M ²			SQI
33, RUE DE LA COUR, RIVIÈRE-DU-LOUP	97 678,11 \$	436,53 M ²	8 501,88 \$		SQI

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2014	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
750, BOUL. SAINT-JOSEPH, ROBERVAL	24 883,04 \$	142,75 M2			SQI
53, BOUL. DE L'ANSE, ROBERVAL	142 390,20 \$	394,44 M2		5 ANS	GESTION CARON ET GRENIER INC.
2, AVENUE DU PALAIS, ROUYN-NORANDA	68 784,24 \$	338,57 M2	777,44 \$		SQI
227, RUE RACINE EST, SAGUENAY	207 696,12 \$	679,79 M ²	467,11 \$		SQI
10, BOUL. SAINTE-ANNE OUEST, SAINTE-ANNE-DES-MONTS	16 928,28 \$	101,83 M2		5 ANS	DOMINIQUE MICHAUD
1550, RUE DESSAULLES, SAINT-HYACINTHE	60 932,28 \$	365,38 M2			SQI
109, RUE SAINT-CHARLES, SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	112 367,52 \$	458,18 M2			SQI
85, RUE DE MARTIGNY OUEST, SAINT-JÉRÔME	197 163,36 \$	1 152,41 M2			SQI
372, RUE LAVIOLETTE, SAINT-JÉRÔME	191 357,52 \$	658,62 M2		5 ANS	9256-3634 QUÉBEC INC.
795, AVENUE DU PALAIS, SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	73 161,60 \$	308,07 M2			SQI
74, RUE ACADÉMIE, SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	427 191,36 \$	1 256,34 M2			SQI
425, BOUL. LAURE, SEPT-ÎLES	53 128,68 \$	176,48 M2			SQI
212, 6E RUE, SHAWINIGAN	159 597,60 \$	447,96 M2			SQI
375, RUE KING OUEST, SHERBROOKE	289 628,04 \$	1 017,22 M2			SQI
46, RUE CHARLOTTE, SOREL-TRACY	31 890,84 \$	172,37 M2			SQI
693, RUE SAINT-ALPHONSE NORD, THETFORD-MINES	137 871,72 \$	221,34 M2			SQI
850, RUE HART, TROIS-RIVIÈRES	217 951,68 \$	699,40 M2			SQI
878, RUE DE TONNANCOUR, TROIS-RIVIÈRES	139 872,00 \$	401,02 M2	111,50 \$		SQI
900, 7E RUE, VAL-D'OR	156 202,80 \$	334,27 M2			SQI
800, BOUL. DES BOIS-FRANCS SUD, VICTORIAVILLE	66 097,18 \$	483,31 M2	432 276,98 \$		SQI
8, RUE SAINT-GABRIEL NORD, VILLE-MARIE	8 059,32 \$	56,75 M2			SQI

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2014	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
PALAIS DE JUSTICE, 1 RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	30 276,07 \$	141,5 M ²		INDÉTERMINÉE	INFORMATION SQI

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2014	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
575, RUE SAINT-AMABLE, QUÉBEC	1 510 639,24 \$	5 249,77		01-03-1999 AU 31-03-2015	LA CAPITALE IMMOBILIÈRE MFQ INC.
170, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, GATINEAU	19 490,90 \$	88,18		01-04-2001 AU 31-03-2015	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
25, RUE DE MARTIGNY OUEST, ST-JÉRÔME	18 404,87 \$	74,98		01-08-2001 AU 31-03-2015	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
375, RUE KING OUEST, SHERBROOKE	15 400,99 \$	84,86		01-08-2008 AU 31-03-2015	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
530, RUE NOTRE-DAME, JOLIETTE	6 008,53 \$	42,49		11-12-2007 AU 31-03-2015	2973-2369 QUÉBEC INC.
500, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST, MONTRÉAL	2 246 823,16 \$	6 251,82		01-04-2008 AU 30-04-2016	ALFID SERVICES IMMOBILIERS LTÉE.

G.18 POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2014-2015, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS. POUR LES RÉNOVATIONS, FOURNIR :

- A. LA OU LES DATES DES TRAVAUX;
- B. LES COÛTS;
- C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.

MINISTÈRE

ENDROIT	RAISON	COÛT
BUREAU DE COMTÉ DE LA MINISTRE 170, RUE HÔTEL-DE-VILLE, GATINEAU	PEINTURE, RAGRÉAGE, SYSTÈME DE SÉCURITÉ, CÂBLAGE RÉSEAU ET TÉLÉPHONIE, DÉMÉNAGEMENT, SIGNALISATION	16 465,27 \$
BUREAU DE COMTÉ DE LA MINISTRE – MANIWAKI 224, RUE PRINCIPALE, MANIWAKI	PEINTURE ET SÉCURISER LA PORTE D'ENTRÉE	5 364,18 \$
CABINET MINISTÉRIEL - MONTRÉAL 1 NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	TRAVAUX DIVERS, PEINTURE	3 579,15 \$
CABINET MINISTÉRIEL - QUÉBEC 1200, ROUTE DE L'ÉGLISE, QUÉBEC	RÉACTIVATION DU LECTEUR DE CARTE SUR L'HORAIRE	557,50 \$

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

ENDROIT	RAISON	COÛT
2828, BOUL. LAURIER, QUÉBEC	AMÉNAGEMENT	101,50 \$

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

ENDROIT	RAISON *	COÛT
500, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST, MONTRÉAL.	RELOCALISATION DU BUREAU DE LA PRÉSIDENTE DU 14 ^E AU 20 ^E : DÉMÉNAGEMENT (1 167,62 \$) RÉAMÉNAGEMENT (7 014,88 \$) TRAVAUX EFFECTUÉS PAR LA SQI (33 058,01 \$)	41 240,51 \$
	RÉDUCTION DU LOYER 2014-2015 ÉCONOMIES DE COÛT 2014-2015	(37 838,40 \$) 3 402,11 \$

* RELOCALISATION SUITE À UNE DEMANDE DU MINISTRE DU MRNF. DIMINUTION RÉCURRENTÉ DU COÛT LOCATIF ANNUEL DE 45 406,08 \$ POUR LE TAQ. POUR L'ANNÉE 2014-2015, CETTE BAISSÉ DE LOYER REPRÉSENTE UN MONTANT DE 37 838,40 \$.

G.19 LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2014-2015, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :

- A. LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART ;
- B. LE TITRE DE LA FONCTION;
- C. L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;
- D. LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;
- E. LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;
- F. LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION DES PRIMES OU BONIS REÇUS;
- G. LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE;
- H. LA DESCRIPTION DE TÂCHES;
- I. LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2014-2015;
- J. LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;
- K. LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013, 2013-2014 ET 2014-2015;
- L. LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;
- M. S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES : DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.

MINISTÈRE

DESCRIPTION DE TÂCHE	PORT D'ATTACHE
ATTACHÉ POLITIQUE	MONTRÉAL
ATTACHÉE POLITIQUE	MANIWAKI
EMPLOYÉ DE SOUTIEN	QUÉBEC
ATTACHÉE POLITIQUE	GATINEAU
ATTACHÉE POLITIQUE	MANIWAKI
ATTACHÉE POLITIQUE	QUÉBEC
ATTACHÉE POLITIQUE	QUÉBEC
EMPLOYÉ DE SOUTIEN (JUIN À AOÛT 2014)	MANIWAKI
ATTACHÉE POLITIQUE	QUÉBEC
ATTACHÉE POLITIQUE (AVRIL À MAI 2014)	QUÉBEC
ATTACHÉE POLITIQUE	GATINEAU
DIRECTRICE DE CABINET (AOÛT 2014 À AUJOURD'HUI)	QUÉBEC
ATTACHÉE POLITIQUE	QUÉBEC
DIRECTRICE DE CABINET (AVRIL À AOÛT 2014)	QUÉBEC

MASSE SALARIALE TOTALE (DÉPENSE TOTALE) : 608 035 \$

G.20 LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2014-2015 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN INDIQUANT :

- A. LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;
- B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;
- C. LE MONTANT ATTRIBUÉ;
- D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

MINISTÈRE

PÉRIODE BUDGÉTAIRE DU 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015

NOMBRE DE SUBVENTIONS ACCORDÉES : 86

BÉNÉFICIAIRES	MONTANT
ACCALMIE: ACCOMPAGNEMENT ET HÉBERGEMENT POUR PERSONNES SUICIDAIRES	500,00 \$
ADAPTAVIE INC.	250,00 \$
AGRESSION ESTRIE – CALACS	400,00 \$
ALTERHÉROS	2 000,00 \$
ARC EN CIEL D'AFRIQUE	1 000,00 \$
ASS. CANADIENNE DES JUGES DES COURS PROVINCIALES	3 500,00 \$
ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DES ÉTUDIANTS DU QUÉBEC INC.	200,00 \$
ASSOCIATION DES AVOCATS DE LA DÉFENSE DE MONTRÉAL (AADM), L'	1 000,00 \$
ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS DE POLYTECHNIQUE INC., L'	2 500,00 \$
ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS EN DROIT DE L'UQÀM, L'	500,00 \$
ASSOCIATION HENRI-CAPITANT- SECTION QUÉBÉCOISE	2 000,00 \$
ASSOCIATION LGBT BAIE-DES-CHALEURS	3 000,00 \$
ASS. QUÉBÉCOISE DES AVOCATS ET AVOCATES DE LA DÉFENSE, L'	2 000,00 \$
AUTONHOMMIE, CENTRE DE RESSOURCES POUR HOMMES	1 000,00 \$
AUTOUR DU BÉBÉ, CARREFOUR PÉRINATAL D'AHUNTSIC	200,00 \$
AVENUE, JUSTICE ALTERNATIVE	1 500,00 \$
AVIF [ACTION SUR LA VIOLENCE ET INTERVENTION FAMILIALE]	500,00 \$
AVOCATS SANS FRONTIÈRES CANADA (ASFC)	1 000,00 \$
BANQUES ALIMENTAIRES DU QUÉBEC	500,00 \$
BARREAU DE MONTRÉAL	1 275,00 \$
BAS DE L'ÉCHELLE INC., AU	2 000,00 \$
CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	500,00 \$
CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL D'OR INC.	300,00 \$
CENTRE D'ENCADREMENT POUR JEUNES FEMMES IMMIGRANTES [CEJFI]	500,00 \$
CENTRE DE PÉDIATRIE SOCIALE DE GATINEAU	5 000,00 \$
CENTRE DE SANTÉ DES FEMMES DE MONTRÉAL INC.	500,00 \$
CENTRE JEUNESSE LGBTQ	1 000,00 \$
CENTRE QUÉB. DE FORM. POUR LES JEUNES EN MATIÈRE DE DROITS HUMAINS	1 000,00 \$
CHAMBRE DE COMMERCE DE GATINEAU	1 000,00 \$
CHOC CARREFOUR D'HOMMES EN CHANGEMENT	500,00 \$
CLINIQUE DROITS DEVANT	5 000,00 \$
COALITION DES FAMILLES LGBT	10 000,00 \$
COMITÉ D'ACTION POLITIQUE FRANCO-QUÉBÉCOIS, LE	300,00 \$
COMITÉ DES ORGANISMES ACCRÉDITEURS EN MÉDIATION FAMILIALE	1 000,00 \$
COMMUNAUTÉ SÉPHARADE UNIFIÉE DU QUÉBEC	250,00 \$
CONSEIL CANADIEN DES JUGES EN CHEF	2 500,00 \$
CONSEIL QUÉBÉCOIS LGBT	20 000,00 \$
COUPE INTERNATIONALE LES ENFANTS JOUENT POUR LES ENFANTS, LA	1 000,00 \$
ÉCOLE MARGUERITE-DE-LAJEMMERAIS (CS DE MONTRÉAL)	250,00 \$

BÉNÉFICIAIRES	MONTANT
ÉDUCALOI	2 500,00 \$
ENFANT RETOUR QUÉBEC	300,00 \$
FESTIVAL DE LA GALETTE DE SARRASIN INC.	300,00 \$
FÊTE ARC-EN-CIEL	3 000,00 \$
FÊTE DES VENDANGES MAGOG-ORFORD	500,00 \$
FIERTÉ MONTRÉAL	15 000,00 \$
FONDATION ANNA-LABERGE	500,00 \$
FONDATION DES PARLEMENTAIRES QUÉBÉCOIS	250,00 \$
FONDATION DROIT AU TALENT	250,00 \$
FONDATION DU CENTRE JACQUES CARTIER	2 000,00 \$
FONDATION LE GRAND CHEMIN	500,00 \$
FONDATION MADELI-AIDE	250,00 \$
FRANCODEROLE	1 536,00 \$
GRIS - MONTRÉAL	2 000,00 \$
GROUPE GAI DE L'UNIVERSITÉ LAVAL	300,00 \$
HABITATIONS OASIS DE POINTE SAINT-CHARLES INC., LES	500,00 \$
HELEM MONTRÉAL	2 000,00 \$
HÉRITAGE SAINT-BERNARD INC.	500,00 \$
IMAGE + NATION. LE FESTIVAL INTERNATIONAL DE CINÉMA LGBT MONTRÉAL	5 000,00 \$
INSTITUT PACIFIQUE	1 000,00 \$
JEUNE BARREAU DE QUÉBEC INC., LE	500,00 \$
JEUNESSE IDEM	5 925,00 \$
JEUX DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE GATINEAU 2014	5 000,00 \$
JURIPOP	5 000,00 \$
LETTRES EN MAIN	1 500,00 \$
LIGUE POUR LA PROTECTION DE L'ENFANCE DE L'ESTRIE INC.	500,00 \$
MAISON DE LA FAMILLE DU GRAND-PORTAGE	500,00 \$
MAISONNÉE PAULETTE GUINOIS, LA	400,00 \$
MAISON SECOURS AUX FEMMES DE MONTRÉAL INC.	300,00 \$
MÉLARIC CENTRE DE RÉFÉRENCE POUR ALCOOLIQUES ET TOXICOMANES INC.	1 000,00 \$
MUSÉE QUÉBÉCOIS DE CULTURE POPULAIRE	400,00 \$
ORGANISME COMMUNAUTAIRE HORIZON NOUVEAU, L'	250,00 \$
ORIGINE NORD-OUEST	250,00 \$
PARLEMENT JEUNESSE DU QUÉBEC	400,00 \$
PARTAGE-ACTION DE L'OUEST-DE-L'ÎLE	500,00 \$
PROJET P.A.L. INC.	500,00 \$
REFUGE DES JEUNES DE MONTRÉAL	500,00 \$
RÉSEAU D'AIDE AUX PERSONNES SEULES ET ITINÉRANTES DE MONTRÉAL INC., LE	4 000,00 \$
SCOUTS DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN, LES	1 000,00 \$
SERVICE DE NUTRITION ET D'ACTION COMMUNAUTAIRE [SNAC]	250,00 \$
SOCIÉTÉ DE CRIMINOLOGIE DU QUÉBEC (SCQ)	1 000,00 \$
SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU HAUT-RICHELIEU	250,00 \$
SOCIÉTÉ POUR LES ENFANTS HANDICAPÉS DU QUÉBEC (GARDERIE)	500,00 \$
TRAVERSÉE [RIVE-SUD], LA	250,00 \$
UNITÉ DOMRÉMY DE VAL D'OR, INC.	1 000,00 \$
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	300,00 \$
UNIVERSITÉ MCGILL	1 700,00 \$
TOTAL DES SUBVENTIONS ACCORDÉES	149 286,00 \$

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

PÉRIODE BUDGÉTAIRE DU 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015

NOMBRE DE SUBVENTIONS ACCORDÉES : 30

BÉNÉFICIAIRES	MONTANT
MAISON POUR FEMMES IMMIGRANTES	250,00 \$
MAISON RICHELIEU	500,00 \$
CHALLENGER DE GATINEAU	400,00 \$
OPTION-TRAVAIL - CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI STE-FOY	500,00 \$
REGROUPEMENT POUR LA VALORISATION DE LA PATERNITÉ	1 000,00 \$
LE CRAN DES FEMMES INC.	500,00 \$
MAISON PAULINE BONIN	500,00 \$
STATION FAMILLES	250,00 \$
ÉQUIPE RDP	1 000,00 \$
ASSOCIATION D'ENTRAIDE LE CHÂNON INC.	1 500,00 \$
JURIPOP	5 000,00 \$
CENTRE-FEMMES DE RIMOUSKI	1 000,00 \$
FÉDÉRATION DES AGRICULTRICES	2 000,00 \$
FEMMES EN AFFAIRES DE LA CAPITALE-NATIONALE	500,00 \$
FONDATION JONCTION POUR ELLE	500,00 \$
FONDATION LA RUE DES FEMMES	500,00 \$
MAISON POUR FEMMES IMMIGRANTES	500,00 \$
ELIXIR	500,00 \$
OPTION FEMMES EMPLOI	500,00 \$
LOGIFEM	1 000,00 \$
MAISON DES FAMILLES FAMILL'ACTION	1 000,00 \$
OMBRE-ELLE, MAISON AIDE ET D'HÉBERGEMENT FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE	1 000,00 \$
CONCERTATION DES LUTTES CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE (CLES)	4 000,00 \$
CENTRE D'ACTION CULTURELLE DE LA MRC DE PAPINEAU	500,00 \$
FONDATION DU CENTRE DES FEMMES DE MONTRÉAL	500,00 \$
CENTRE DE FEMMES AU QUATRE-TEMPS	300,00 \$
ASSOCIATION FÉMININE D'ÉDUCATION ET D'ACTION SOCIALE (AFEAS)	250,00 \$
GEMO (GROUPE D'ENTRAIDE DE MERCIER-OUEST)	200,00 \$
AFEAS MONTRÉAL-LAURENTIDES-OUTAOUAIS	200,00 \$
AFEAS BAS-SAINT-LAURENT-GASPÉSIE	150,00 \$
TOTAL DES SUBVENTIONS ACCORDÉES	26 500,00 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

G.21 LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :

- A. LE NOM DE LA PERSONNE;
- B. LE POSTE OCCUPÉ;
- C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;
- D. L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE;
- E. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
- F. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.

MINISTÈRE

AUCUN.

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

AUCUN.

G.22 LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :

- A. LE POSTE INITIAL;
 - B. LE SALAIRE;
 - C. LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU;
 - D. LA DATE DE MISE EN DISPONIBILITÉ;
 - E. LES PRÉVISIONS 2015-2016.
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.23 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2014-2015, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN VENTILANT :

- A. PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);
- B. PRÉVISIONS 2015-2016;
- C. PAR CATÉGORIE D'ÂGE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.24 LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :

- A. LE NOM DE LA PERSONNE;
- B. LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME;
- C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;
- D. L'ASSIGNATION INITIALE;
- E. L'ASSIGNATION ACTUELLE;
- F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
- G. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.

MINISTÈRE

NOM DE LA PERSONNE : PARTRIDGE, LINDA-MARIE

POSTE OCCUPÉ ET NOM DE L'ORGANISME : MINISTÈRE DE LA JUSTICE, AVOCATE

ASSIGNATION INITIALE : MINISTÈRE DE LA JUSTICE, AVOCATE

ASSIGNATION ACTUELLE : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE, AVOCATE

DATE DE L'ASSIGNATION : 2012-01-30

DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU : 2018-01-30

CETTE ENTENTE A ÉTÉ PROLONGÉE LE 30 JANVIER 2015, POUR UNE PÉRIODE DE 3 ANS.

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

AUCUN.

G.25 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2014-2015, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :

- A. LE COÛT DE CHACUN;
- B. LE FOURNISSEUR;
- C. LA NATURE DU SERVICE.

VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.

MINISTÈRE

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
6388558 CANADA INC. (LES CAFÉS VIENNE PRESSE INC.)	484,38 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
AFFAIRES ®, LES	59,99 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
AFFAIRES PLUS ®	19,60 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ALBERTA LAW REVIEW	55,00 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
BANQUE NATIONALE DU CANADA (« CARTE AFFAIRES »)	561,23 \$	ABONNEMENT MÉDIAS ÉLECTRONIQUES, JOURNAUX ET MAGAZINES
CANADIAN HUMAN RIGHTS REPORTER	142,00 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
CARSWELL, UNE DIVISION DE THOMSON CANADA LIMITÉE	299 461,51 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS/PÉRIODIQUES
CEDROM-SNI INC.	10 049,86 \$	DOCUMENTATION ÉLECTRONIQUE
CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE (CAIJ)	38 262,46 \$	CENTRES D'INFORMATION/SERVICES D'INFORMATION
CENTRE DE DOCUMENTATION RELIGIEUSE "LA SOURCE"	15,95 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	2 395,65 \$	ABONNEMENT AUX PUBLICATIONS DU QUÉBEC
COMMUNICATION DEMO INC.	10 776,41 \$	SERVICES DE PRESSE ÉCRITE/ RÉDACTION ET TRADUCTION/ JOURNAUX ÉLECTRONIQUES
CONTINUING LEGAL EDUCATION, THE	5 790,00 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
DALLOZ	1 504,25 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
DESMARAIS ET ROBITAILLE LIMITÉE	1 230,66 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
DEVOIR INC., LE	2 498,84 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
EBSCO CANADA LTÉE	111,20 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ÉDITIONS JURIDIQUES FD INC., LES	10 305,28 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES, PÉRIODIQUES, PUBLICATIONS IMPRIMÉES
ÉDITIONS SR [1995] INC., LES	776,15 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES
ÉDITIONS THÉMIS INC.	160,00 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES
ÉDITIONS WILSON ET LAFLEUR INC.,LES	2 646,00 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ÉDITIONS YVON BLAIS INC., LES	81 868,90 \$	ABONNEMENT MÉDIAS ÉLECTRONIQUES, PÉRIODIQUES ET PUBLICATIONS IMPRIMÉES
FONDATION DES MALADIES DU CŒUR ET DE L'AVC - PROGRAMME « AU CŒUR DU TRAVAIL »	493,00 \$	ABONNEMENT À DES CONTENUS, REÇUS SOUS FORME D'ARTICLES ET DE COURRIELS, QUI INFORMENT LES EMPLOYÉS SUR LES DIFFÉRENTS FACTEURS DE RISQUE DES MALADIES CARDIOVASCULAIRES ET ENCOURAGENT À ADOPTER UNE SAINTE ALIMENTATION, À GÉRER LE STRESS ET À ÊTRE ACTIF RÉGULIÈREMENT
JOURNAL COMMUNAUTAIRE - L'ÉCHO DE CANTLEY	50,00 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
JURIS CONCEPT INC.	8 890,00 \$	ABONNEMENT MÉDIAS ÉLECTRONIQUES
JURISMÉDIA INC.	874,50 \$	ABONNEMENT MÉDIAS ÉLECTRONIQUES ET PUBLICATIONS IMPRIMÉES
LAFORTUNE TECHNOLOGIES INC.	780,00 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
LEXISNEXIS CANADA INC.	40 149,83 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES, PÉRIODIQUES, PUBLICATIONS IMPRIMÉES
OTTAWA CITIZEN, THE	1 211,28 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
OXFORD UNIVERSITY PRESS INC.	645,68 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
PRESSE, LTÉE, LA	970,78 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
PUBLICATION CCH LTÉE	2 405,50 \$	SUPPORTS IMPRIMÉS
RECEVEUR GÉNÉRAL DU CANADA (COUR SUPRÊME DU CANADA)	350,00 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
REVUE DE DROIT DE MCGILL, LA (THE MCGILL LAW JOURNAL)	225,00 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
REVUE PARLEMENTAIRE CANADIENNE	40,00 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	22 078,00 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES, PÉRIODIQUES, PUBLICATIONS IMPRIMÉES
SOLUTIONS NOVAXIS INC.	5 682,57 \$	ABONNEMENT MÉDIAS ÉLECTRONIQUES/DOCUMENTATION ÉLECTRONIQUE
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE (REVUE DE DROIT)	288,00 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
UNIVERSITÉ LAVAL	368,02 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
UNIVERSITY OF SASKATCHEWAN	125,00 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
WEST QUÉBEC POST, THE	36,80 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
WILSON & LAFLEUR, LIMITÉE (LIBRAIRIE)	133 338,13 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
WOLTERS KLUWER QUÉBEC LTÉE	108 769,87 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
TOTAL	798 375,25 \$	

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
CEDROM SNI	694,00 \$	1 ABONNEMENT - PUBLICATION
CARSWELL	4 974,00 \$	1 ABONNEMENT - PUBLICATION
CSPQ	500,00 \$	1 ABONNEMENT - INTERNET
LES ÉDITIONS YVON BLAIS INC.	228,00 \$	1 ABONNEMENT - PUBLICATION
MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES DU QC	959,00 \$	1 ABONNEMENT - INTERNET
TOTAL	7 355,00 \$	

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
LE DEVOIR	252,75 \$	ABONNEMENT JOURNALIER
CLIN D'OEIL	19,90 \$	REVUE MENSUELLE
QUÉBEC MUNICIPAL	500,00 \$	VEILLE DES ACTUALITÉS DES MUNICIPALES

LA PRESSE	245,44 \$	ABONNEMENT JOURNALIER
LES AFFAIRES	69,95 \$	ABONNEMENT JOURNALIER
MESSAGERIES DYNAMIQUES, JOURNAL DE QUÉBEC	197,08 \$	ABONNEMENT JOURNALIER
LE SOLEIL	251,88 \$	ABONNEMENT JOURNALIER
LE COURRIER PARLEMENTAIRE	1 000,00 \$	VEILLE DES ACTUALITÉS SUR LA SCÈNE LÉGISLATIVE ET GOUVERNEMENTALE
COMMUNICATION DEMO INC.	8 286,58 \$	REVUE DE PRESSE
TOTAL	11 698,98 \$	

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
LES ÉDITIONS YVON BLAIS	1 385,00 \$	SERVICES EN LIGNE – LA RÉFÉRENCE
LES ÉDITIONS YVON BLAIS	158,40 \$	ACHAT D'UN VOLUME (LJA ANNOTÉE)
LES ÉDITIONS YVON BLAIS	78,40 \$	ACHAT D'UN VOLUME
SOQUIJ	508,20 \$	SERVICES EN LIGNE
LA PRESSE	179,40 \$	ABONNEMENT JOURNAUX
LE SOLEIL	186,16 \$	ABONNEMENT JOURNAUX
PUBLICATIONS CCH	850,00 \$	MISE À JOUR DE VOLUMES À FEUILLES MOBILES
WILSON LAFLEUR	196,00 \$	MISE À JOUR DE VOLUMES À FEUILLES MOBILES
TOTAL	3 669,96 \$	

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
ÉDITIONS YVON BLAIS	239,30 \$	ACCÈS À L'INFORMATION : LOI ANNOTÉE (VERSION PAPIER)
WILSON & LAFLEUR	551,25 \$	ALTER ÉGO. CHARTE DES DROITS (5EX.)
WILSON & LAFLEUR	650,00 \$	ALTER ÉGO. CODE DE PROCÉDURE CIVILE (EN LIGNE – 6 ACCÈS)
WILSON & LAFLEUR	126,00 \$	ANNUAIRE TÉLÉPHONIQUE JUDICIAIRE DU QUÉBEC (2 EX.)
LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS	30,00 \$	BULLETIN LIGUE DES DROITS (VERSION PAPIER)
CANADIAN HUMAN RIGHTS REPORTER	708,75 \$	CANADIAN HUMAN RIGHTS REPORTER (EN LIGNE)
CANADIAN HUMAN RIGHTS REPORTER	525,00 \$	CANADIAN HUMAN RIGHTS REPORTER (VERSION PDF)
CANADIAN HUMAN RIGHTS REPORTER	57,75 \$	HUMAN RIGHTS DIRECT (EN LIGNE)
SOQUIJ	551,20 \$	COLLECTIONS CCQ BAUDOIN RENAUD (EN LIGNE)
WILSON & LAFLEUR	332,50 \$	CODE CIVIL (5 EX. – VERSION PAPIER)
WILSON & LAFLEUR	731,50 \$	CODE DE PROCÉDURE CIVILE (11 EX. – VERSION PAPIER)
WILSON & LAFLEUR	133,00 \$	CODE CRIMINEL (2 EX. – VERSION PAPIER)
ÉDITIONS YVON BLAIS	385,10 \$	CONGÉDIEMENT EN DROIT QUÉBÉCOIS (VERSION PAPIER)
CCH	1 177,05 \$	LE CONTRÔLE JUDICIAIRE DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE (VERSION PAPIER)
WILSON & LAFLEUR	231,00 \$	LA CORPORATION SANS BUT LUCRATIF (2 VOLS. – VERSION PAPIER)
ÉDITIONS YVON BLAIS	652,25 \$	LES DROITS DE LA PERSONNE ET LES RELATIONS DE TRAVAIL (3 EX. – VERSION PAPIER)
ÉDITIONS YVON BLAIS	364,00 \$	FAILLITE ET INSOLVABILITÉ.

FOURNISSEUR	COÛT (\$)	DESCRIPTION
		PERSPECTIVE QUÉBÉCOISE (VERSION PAPIER)
ÉDITIONS JURIDIQUES FD	118,65 \$	LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS (VERSION PAPIER)
WILSON & LAFLEUR	110,25 \$	LOI ANNOTÉE SUR LES ACCIDENTS DE TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES (VERSION PAPIER)
ÉDITIONS YVON BLAIS	413,35 \$	MÉMOIRE DE FRAIS : LÉGISLATION (VERSION PAPIER)
ÉDITIONS LARIVIÈRE	100,98 \$	MICROPRATIQUE (VERSION PAPIER)
LEXISNEXIS	6 185,28 \$	QUICKLAW (EN LIGNE)
ÉDITIONS YVON BLAIS	3 802,22 \$	REJB (RÉPERTOIRE ÉLECTRONIQUE DE JURISPRUDENCE DU BARREAU)
ÉDITIONS YVON BLAIS	166,66 \$	REVUE D'ARBITRAGE ET DE MÉDIATION
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	82,79 \$	REVUE DE DROIT UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE
SCIENCES HUMAINES	121,94 \$	SCIENCES HUMAINES (VERSION PAPIER ET ÉLECTR.)
WILSON & LAFLEUR	325,50 \$	LA SOCIÉTÉ PAR ACTIONS AU QUÉBEC. VOL. 1 LES ASPECTS JURIDIQUES (VERSION PAPIER)
SOQUIJ	4 527,00 \$	JURIS.DOC (EN LIGNE)
SOQUIJ	3 304,00 \$	PLUMITIFS (EN LIGNE)
SOQUIJ	480,00 \$	EXPRESS CIVIL (4 ACCÈS)
SOQUIJ	400,00 \$	EXPRESS CIVIL (ACCÈS SUPPL. – PALIER 10 À 24)
SOQUIJ	580,00 \$	EXPRESS TRAVAIL (4 ACCÈS)
SOQUIJ	135,00 \$	EXPRESS TRAVAIL (ACCÈS SUPPL. – PALIER 10 À 24)
SOQUIJ	300,00 \$	LPJ ANNOTÉE (4 CODES EN LIGNE)
SOQUIJ	1 419,21 \$	SOQUIJ - TAXES
PUBLICATIONS DU QUÉBEC	140,00 \$	TABLEAU DES MODIFICATIONS DES RÈGLEMENTS DU QUÉBEC (VERSION PAPIER)
LA PRESSE	245,44 \$	ABONNEMENT VERSION PAPIER
LE DEVOIR	259,97 \$	ABONNEMENT VERSION PAPIER
JOURNAL DE MONTRÉAL	228,80 \$	ABONNEMENT VERSION PAPIER
THE GAZETTE	404,76 \$	ABONNEMENT VERSION PAPIER
THE GLOBE AND MAIL	408,20 \$	ABONNEMENT VERSION PAPIER
LA PRESSE	27,60 \$	ABONNEMENT VERSION ÉLECTRONIQUE
LE DROIT	69,00 \$	ABONNEMENT VERSION ÉLECTRONIQUE
LE NOUVELLISTE	69,00 \$	ABONNEMENT VERSION ÉLECTRONIQUE
LE QUOTIDIEN	69,00 \$	ABONNEMENT VERSION ÉLECTRONIQUE
LE SOLEIL	69,00 \$	ABONNEMENT VERSION ÉLECTRONIQUE
LA VOIX DE L'EST	69,00 \$	ABONNEMENT VERSION ÉLECTRONIQUE
JOURNAL DE MONTRÉAL	45,98 \$	ABONNEMENT VERSION ÉLECTRONIQUE
JOURNAL DE QUÉBEC	45,98 \$	ABONNEMENT VERSION ÉLECTRONIQUE
LA TRIBUNE	69,00 \$	ABONNEMENT VERSION ÉLECTRONIQUE
THE GAZETTE	114,40 \$	ABONNEMENT VERSION ÉLECTRONIQUE
THE GLOBE AND MAIL	220,68 \$	ABONNEMENT VERSION ÉLECTRONIQUE
TOTAL	32 574,29 \$	

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
CARSWELL	8 501,00 \$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
LES ÉDITIONS YVON BLAIS	14 919,00 \$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
LEXIS-NEXIS	10 271,00 \$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
SOQUIJ	79 288,00 \$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
LEXISNEXIS - BUTTERWORTHS	5 891,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
CARSWELL	32 193,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
LES ÉDITIONS YVON BLAIS	3 169,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
LES ÉDITIONS JURIDIQUES FD	479,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
LES ÉDITIONS THÉMIS	48,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS	295,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
GRICS	195,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC	1 151,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
REVUE DE DROIT	72,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
UNIVERSITÉ LAVAL	57,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
WILSON LAFLEUR	2 250,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
WOLTERS KLUWER QUÉBEC LTÉE	6 335,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
TABATIÈRE CABRY	654,00 \$	JOURNAUX QUOTIDIENS
AADM	150,00 \$	COTISATION ANNUELLE
ASSOCIATION DES AVOCATS ET AVOCATES EN DROIT DE LA FAMILLE	78,00 \$	COTISATION ANNUELLE
AAPI	199,00 \$	COTISATION ANNUELLE
TOTAL	166 195,00 \$	

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
AB FACTO CABINET CONSEIL INC.	34,79 \$	ABONNEMENT À UNE REVUE (FORMAT PAPIER)
CARSWELL, UNE DIVISION DE THOMSON CANADA	246 877,15 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMATS PAPIER ET ÉLECTRONIQUE)
CEDROM-SNI INC.	694,00 \$	ABONNEMENT À UN SITE SPÉCIALISÉ DE RECHERCHE INTERNET (EUREKA)
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	4 019,47 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMAT ÉLECTRONIQUE)
COMMUNICATION DEMO INC.	8 965,03 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE (VEILLE MÉDIA)
DROIT, LE	230,65 \$	ABONNEMENT À UN JOURNAL
ÉDITIONS JURIDIQUES FD INC., LES	1 272,86 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER)
ÉDITIONS SR (1995) INC., LES	3 355,27 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER)
ÉDITIONS WILSON & LAFLEUR INC., LES	2 472,35 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER)
ÉDITIONS YVON BLAIS INC., LES	70 542,39 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMATS PAPIER ET ÉLECTRONIQUE)
JOURNAL LE DEVOIR	138,96 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE À UN JOURNAL
JOURNAL LE MONDE	308,85 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE À UN JOURNAL
JOURNAL NEW YORK TIMES	551,07 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE À UN JOURNAL

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
JOURNAUX LA PRESSE ET LE SOLEIL	1 057,64 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE AUX JOURNAUX
LEXISNEXIS CANADA INC.	92 947,62 \$	ABONNEMENT À UN SITE SPÉCIALISÉ DE RECHERCHE INTERNET (QUICKLAW)
MESSAGERIES DYNAMIQUES	171,60 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE À UN JOURNAL
REVUE L'ACTUALITÉ	38,95 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE À UNE REVUE
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	38 781,00 \$	ABONNEMENT À UN SITE SPÉCIALISÉ DE RECHERCHE INTERNET (AZIMUT)
THOMSON REUTERS	4 209,66 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER)
WOLTERS KLUWER QUÉBEC LTÉE	9 835,75 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER)
TOTAL	486 505,06 \$	

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
LES AFFAIRES	0,00 \$ ABONNEMENT EXPIRE MAI 2017	REVUE DE RÉFÉRENCE
WILSON & LAFLEUR	63,00 \$	CODE CIVIL DU QUÉBEC
WILSON & LAFLEUR	63,00 \$	CODE DE PROCÉDURE CIVILE
PROTÉGEZ-VOUS	46,00 \$	REVUE DE RÉFÉRENCE
WILSON & LAFLEUR	335,00 \$	CODE CIVIL DU QUÉBEC ANNOTÉ
TOTAL	507,00 \$	

SOURCE: SYSTÈME COMPTABLE DYNACOM, 20 MARS 2015

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
APPRAISAL INSTITUTE	200,00 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE, VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
ASSOCIATION DES PHARMACIENS DU CANADA	526,00 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
ASSOCIATION DES TECHNICIENS EN ÉVALUATION FONCIÈRE DU QUÉBEC	64,00 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
BOUTIQUE EGORA	193,51 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
CANADIAN RED BOOK	115,00 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	3 877,50 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU CANADA	622,00 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
COOP DROIT - UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	299,29 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
COOPSCO COOP UQAM	515,95 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
CORPORATE EXPRESS	23,85 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
ÉDITIONS S.R. INC.	58,00 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
ÉDITIONS YVON BLAIS (LES)	8 426,10 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
GROUPE ARCHAMBAULT INC.	117,00 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
LA LIBRAIRIE DE VERDUN	370,90 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
LA PRESSE LIMITÉE	358,80 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
LE SOLEIL – DIVISION DE	186,16 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
LEXISNEXIS CANADA (BUTTERWORTHS) INC.	4 365,56 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
LEXISNEXIS CANADA (QUICKLAW) INC.	13 136,71 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
LIBRAIRIE MORENCY ENR.	79,99 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY	206,95 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
LIBRAIRIE VAUGEOIS INC.	194,95 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
MARSHALL & SWIFT	1 059,83 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
NOVAXIS SOLUTIONS INC.	2 106,77 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
PUBLICATIONS CCH LTÉE	12 412,00 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
PUBLICATIONS DU QUÉBEC (LES)	2 927,00 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE, VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	890,31 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
THE NEW ENGLAND JOURNAL OF MEDICINE	16,01 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
THOMSON REUTERS	31 878,24 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
VIDÉOTRON LTÉE	2 237,25 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
WILSON & LAFLEUR LTÉE	6 178,00 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE, VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
ZONE COOPÉRATIVE UNIVERSITÉ LAVAL	253,90 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
TOTAL	93 897,53 \$	

G.26 LES SOMMES DÉBOURSEES PAR CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.

MINISTÈRE

AUCUN.

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

G.27 POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :

- A. LE NOM DU SITE WEB;
- B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;
- C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;
- D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;
- E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);
- F. LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES (NOMBRE DE « HITS »);
- G. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;
- H. LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE.

MINISTÈRE

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.rendezvousjustice.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	INTERNE
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	0\$
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	83,92\$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	AU BESOIN
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DENIS VILLEMURE

FONDS DES REGISTRES

SERVICE DE LA CERTIFICATION

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.infocles.justice.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 2001 -DRC (SERVICE DES COMMUNICATIONS – RESSOURCES INTERNES) -GROUPE LGS INC. (FIRME INFORMATIQUE) (VERSION 1) -CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. (VERSION 2)
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	839 420 \$ (INFORMATIONNEL ET 100 % DU TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) ET L'APPLICATION (VOLET TRANSACTIONNEL) SONT HÉBERGÉS À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC. EN 2014-2015 : 36 830 \$ ONT ÉTÉ DÉPENSÉS POUR LES ACTIVITÉS D'ÉVOLUTION DE L'APPLICATION DU SERVICE DE CERTIFICATION (VOLETS INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL).
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	VERSION 2 (2006) COÛT : 16 600 \$ OBJECTIFS : MIGRATION DES OUTILS TECHNOLOGIQUES POUR L'ENSEMBLE DE LA CLIENTÈLE DE L'ICPG, NÉCESSITÉ DE FOURNIR DE L'INFORMATION MIEUX SEGMENTÉE POUR CHAQUE GROUPE (MINISTÈRES ET ORGANISMES, ABONNÉS, AGENTS DE VÉRIFICATION DE L'IDENTITÉ, ETC.)
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	SITE INFORMATIONNEL : MISE À JOUR SELON LES BESOINS; AU COURS DE L'EXERCICE 2014-2015, IL Y A EU 2 MIGRATIONS QUI ONT PERMIS D'AJUSTER 29 ÉLÉMENTS. SITE TRANSACTIONNEL : AU BESOIN (9 LIVRAISONS EN 2014-2015)
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTION DES SERVICES DE MISSION DE LA DRC

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.rdprm.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	<p>ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 1997</p> <p>-GROUPE LGS INC. (FIRME INFORMATIQUE)</p> <p>-DRC (SERVICE DES COMMUNICATIONS – RESSOURCES INTERNES) POUR LA VERSION 1, 2 ET 3</p> <p>-BLEU OUTREMER : VERSION 4 – ASPECTS GRAPHIQUES POUR SE CONFORMER AU PROGRAMME D’IDENTIFICATION VISUELLE DU GOUVERNEMENT</p> <p>-CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.: VERSIONS 5 ET 6</p>
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	748 440 \$ (INFORMATIONNEL ET UNE PARTIE DU TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	<p>LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) ET L’APPLICATION (VOLET TRANSACTIONNEL) SONT HÉBERGÉS À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC.</p> <p>EN 2014-2015 : 433 693 \$ ONT ÉTÉ DÉPENSÉS POUR LES ACTIVITÉS D’ÉVOLUTION DE L’APPLICATION DU SERVICE DU RDPRM (VOLETS INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL).</p>
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFORTE :	<p><u>PORTION INFORMATIONNELLE SEULEMENT</u>, LES COÛTS RELATIFS À LA PORTION TRANSACTIONNELLE SONT INCLUS DANS LES COÛTS DE L’ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR.</p> <p>VERSION 2 (1998) Coût : 50 000\$ OBJECTIF : OFFRIR DE L’INFORMATION ADDITIONNELLE CONCERNANT LES SERVICES ÉLECTRONIQUES DU RDPRM (INSCRIPTION ET CONSULTATION)</p> <p>VERSION 3 (2000) Coût : 80 000 \$ OBJECTIF : PRÉSENTER À LA CLIENTÈLE UNE IMAGE DE MARQUE DU RDPRM</p> <p>VERSION 4 (2002) Coût : 101 400 \$ OBJECTIF : SE CONFORMER AU PROGRAMME D’IDENTIFICATION VISUELLE DU GOUVERNEMENT ET SIMPLIFIER LE MESSAGE AINSI QUE LA NAVIGATION</p> <p>VERSION 5 (2008) Coût : 78 702 \$ OBJECTIF : ERGONOMIE DU SITE. AMÉLIORATIONS APPORTÉES À LA PAGE D’ACCUEIL ET AJOUTS DE CAPSULES D’INFORMATION</p> <p>VERSION 6 (2010) Coût : 156 864 \$ OBJECTIF : NOUVELLE CONSULTATION, ERGONOMIE DU SITE ET VULGARISATION DES TERMES</p>
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	<p>SITE INFORMATIONNEL : MISE À JOUR SELON LES BESOINS; AU COURS DE L’EXERCICE 2014-2015, IL Y A EU 14 MIGRATIONS QUI ONT PERMIS D’AJUSTER 378 ÉLÉMENTS.</p> <p>SITE TRANSACTIONNEL : AU BESOIN (8 LIVRAISONS EN 2014-2015)</p>
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTION DES SERVICES DE MISSION DE LA DRC

REGISTRE DES COMMISSAIRES À L'ASSERMENTATION

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.assermentation.justice.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 2008 -DRC (SERVICE DES COMMUNICATIONS – RESSOURCES INTERNES) -CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	577 697 \$ (INFORMATIONNEL ET 100 % DU TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) ET L'APPLICATION (VOLET TRANSACTIONNEL) SONT HÉBERGÉS À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC. EN 2014-2015 : 36 729\$ ONT ÉTÉ DÉPENSÉS POUR LES ACTIVITÉS D'ÉVOLUTION DE L'APPLICATION DU RCA (VOLETS INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL).
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	VOLET INFORMATIONNEL SEULEMENT VERSION 2 (2009) COÛT : 18 592 \$ OBJECTIF : AMÉLIORATION DE LA FACTURE GRAPHIQUE ET SIMPLIFICATION DE LA NAVIGATION
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	SITE INFORMATIONNEL : MISE À JOUR SELON LES BESOINS; AU COURS DE L'EXERCICE 2014-2015, IL Y A EU 13 MIGRATIONS QUI ONT PERMIS D'AJUSTER 160 ÉLÉMENTS. SITE TRANSACTIONNEL : AU BESOIN (3 LIVRAISONS EN 2014-2015)
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTION DES SERVICES DE MISSION DE LA DRC

REGISTRE DES LETTRES PATENTES FONCIÈRES

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.lettresfoncieres.justice.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 2010 -CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	33 787 \$ (INFORMATIONNEL)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) ET L'APPLICATION (VOLET TRANSACTIONNEL) SONT HÉBERGÉS À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC. EN 2014-2015 : 9 276 \$ ONT ÉTÉ DÉPENSÉS POUR LES ACTIVITÉS D'ÉVOLUTION DE L'APPLICATION DU RCA (VOLETS INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL).
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUNE REFONTE
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	SITE INFORMATIONNEL : MISE À JOUR SELON LES BESOINS; AU COURS DE L'EXERCICE 2014-2015, IL Y A EU 15 MIGRATIONS QUI ONT PERMIS D'AJUSTER 239 ÉLÉMENTS. SITE TRANSACTIONNEL : AU BESOIN (AUCUNE LIVRAISON EN 2014-2015)
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTION DES SERVICES DE MISSION DE LA DRC

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.lobby.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 2002 -DRC (SERVICE DES COMMUNICATIONS – RESSOURCES INTERNES) -GROUPE LGS INC. (FIRME INFORMATIQUE) -SPOUTNIK CRÉATIVITÉ MARKETING INC : GRAPHISME DE CHACUNE DES PAGES -CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. (VERSION 2)
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	774 206 \$ (INFORMATIONNEL ET 100 % DU TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) ET L'APPLICATION (VOLET TRANSACTIONNEL) SONT HÉBERGÉS À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC. EN 2014-2015 : 18 813 \$ ONT ÉTÉ DÉPENSÉS POUR LES ACTIVITÉS D'ÉVOLUTION DE L'APPLICATION DU REGISTRE DES LOBBYISTES (VOLETS INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL).
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	VOLET INFORMATIONNEL SEULEMENT VERSION 2 (2008) Coût : 161 005 \$ OBJECTIF : ERGONOMIE DU SITE, SIMPLIFICATION DE LA NAVIGATION, AMÉLIORATIONS DES FONCTIONNALITÉS DE RECHERCHE POUR LA CONSULTATION, AJOUT DE CAPSULES D'INFORMATION
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	SITE INFORMATIONNEL : MISE À JOUR SELON LES BESOINS; AU COURS DE L'EXERCICE 2014-2015, IL Y A EU 14 MIGRATIONS QUI ONT PERMIS D'AJUSTER 103 ÉLÉMENTS. SITE TRANSACTIONNEL : AU BESOIN (4 LIVRAISONS EN 2014-2015)
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTION DES SERVICES DE MISSION DE LA DRC

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.scf.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	Le site a été développé par le Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine en collaboration avec DMR
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	Nul pour 2014-2015
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	4 240,80 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	19 630.62 \$
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	La fréquence des mises à jour est hebdomadaire
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	Secrétariat à la condition féminine

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.agressionssexuelles.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	Le site a été développé par Cossette Communication
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	Nul pour 2014-2015
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	2 724,10 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	0 \$
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	Les mises à jour sont réalisées ponctuellement
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	Secrétariat à la condition féminine

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.violenceconjugale.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	Le site a été développé par Cossette Communication
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	Nul pour 2014-2015
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	2 724,10 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	0 \$
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	Les mises à jour sont réalisées ponctuellement
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	Secrétariat à la condition féminine

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.domesticviolence.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	Le site a été développé par Cossette Communication
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	Nul pour 2014-2015
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	2 724,10 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	0 \$
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	Les mises à jour sont réalisées ponctuellement
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	Secrétariat à la condition féminine

SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	Le site a été développé par Cossette Communication
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	Nul pour 2014-2015
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	3 190,80 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	0 \$
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	Les mises à jour sont réalisées ponctuellement
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	Secrétariat à la condition féminine

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.cdpedj.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	<p>SITE ORIGINAL 1998 : TRAVAUX EFFECTUÉS À LA COMMISSION PAR DEUX PROFESSIONNELLES. FIRMES AU DOSSIER: INTELLIA ET MICRO-ACCÈS.</p> <p>REFONTES 2002 : COLIBRI MULTIMÉDIA 2012-2013 : CONCEPTION ET COORDINATION – PERSONNEL DE LA COMMISSION (COMMUNICATIONS ET INFORMATIQUE) AVEC MÉDIA INPIX, TOLA SAM (GRAPHISME ET ACCESSIBILITÉ) ; NORAMSOFT, TEKNOV, (PROGRAMMATION, SÉCURITÉ, MIGRATION) ; ACCESSIBILITÉ WEB - COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ POUR L'ACCESSIBILITÉ NUMÉRIQUE).</p>
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	<p>SITE ORIGINAL 1998 : 29 847 \$</p>
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	2014-2015 : HÉBERGEMENT À L'INTERNE (AUCUN FRAIS) – TEKNOV (PROGRAMMATION: 12 700 \$) MISES À JOUR : EFFECTUÉES À L'INTERNE
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	N/A
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	MISE À JOUR RÉGULIÈRE, AU BESOIN QUOTIDIENNE.
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTEUR DE DIRECTION DE LA RECHERCHE, DE L'ÉDUCATION-COOPÉRATION ET DES COMMUNICATIONS

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.csj.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	LE SITE A ÉTÉ CRÉÉ EN 2000 PAR DES RESSOURCES INTERNES ET PAR M. JEAN-FRANÇOIS BOURRET, CONSULTANT. IL A ÉTÉ COMPLÈTEMENT RESTAURÉ EN 2007 PAR DES RESSOURCES INTERNES
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	AUCUN EN 2014-2015
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	496 \$ EN 2014-2015
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	N/A
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	BI MENSUELLE ET TRIMESTRIELLE AINSI QUE SELON LES BESOINS PONCTUELS
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	LE SERVICE DES COMMUNICATIONS DE LA COMMISSION

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.sarpacebec.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	LE SERVICE INFORMATIQUE INTERNE DE LA COMMISSION
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	2 707 \$ EN 2014-2015
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	9 714 \$ EN 2014-2015
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	N/A
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	BI MENSUELLE ET TRIMESTRIELLE AINSI QUE SELON LES BESOINS PONCTUELS
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	LE SERVICE DES COMMUNICATIONS DE LA COMMISSION

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

ADRESSE DU SITE INTERNET : http://www.dpcp.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	CENTRE DE DÉVELOPPEMENT NEXIO INC. (FUSEPOINT SERVICE D'INFOGÉRANCE INC.)
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	44 175 \$
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	D'AVRIL À JUIN 2014 = 1 425 \$. DE JUILLET 2014 À MARS 2015 : INCLUS DANS L'ENTENTE DE SERVICES EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES CONCLUE AVEC LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	LES COÛTS SONT INCLUS DANS L'ENTENTE DE SERVICES EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES CONCLUE AVEC LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	PONCTUELLE
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

ADRESSE DU SITE INTERNET : http://www.aippf.org	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	CENTRE DE DÉVELOPPEMENT NEXIO INC. (FUSEPOINT SERVICE D'INFOGÉRANCE INC.)
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	13 920 \$
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	1 404 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	0 \$
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	HEBDOMADAIRE
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

ADRESSE DU SITE INTERNET : https://divulgence.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	VORTEX SOLUTION (M2P INC.)
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	LE SITE INTERNET A ÉTÉ INITIALEMENT CONÇU PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC; AUCUNS FRAIS DE CONSTRUCTION N'ONT ÉTÉ ASSUMÉS PAR LE DPCP.
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	71 335 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	0 \$
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	PONCTUELLE
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN COÛT EN 2014-2015

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

ADRESSE DU SITE INTERNET : http://www.taq.gouv.qc.ca/	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	PERSONNEL DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	24 525 \$ (ESTIMATION DE 100 JOURS)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	EN 2014-2015, LES COÛTS D'HÉBERGEMENT DU SITE INTERNET DU TRIBUNAL AU CSPQ SONT DE 1 200 \$ ET LES COÛTS D'ENTRETIEN DE 3 330 \$.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	EN 2014-2015, LE TRIBUNAL A DONNÉ UN CONTRAT AU MONTANT DE 6 930 \$ POUR FINALISER LES TRAVAUX AFIN QUE SON SITE SOIT CONFORME À CES STANDARDS. À CE JOUR, UN MONTANT DE 4 180 \$ A ÉTÉ FACTURÉ.
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR EST 2 FOIS PAR ANNÉE.
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	CARMELLE BEAULIEU, CHEF DU SERVICE DES AFFAIRES INSTITUTIONNELLES

G.28 NOMINATIONS, DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2014, DE MANDATAIRES, D'ÉMISSAIRES, DE NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D'EXPERTS, D'ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE :

- A. LA LISTE;
 - B. LE NOM DE LA PERSONNE;
 - C. LES MANDATS DE CHACUNE DE CES PERSONNES;
 - D. LES CONTRATS OCTROYÉS POUR CHAQUE MANDAT;
 - E. LE RÉSULTAT DU TRAVAIL EFFECTUÉ;
 - F. LES ÉCHÉANCES PRÉVUES;
 - G. LES SOMMES IMPLIQUÉES.
-

VEUILLEZ RÉFÉRER À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.7.

G.29 POUR 2014-2015, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS.

MINISTÈRE

AUCUN.

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

TOURNÉE DES CONFÉRENCE ADMINISTRATIVES RÉGIONALES		
RÉGIONS		DÉPENSES
1	BAS-SAINT-LAURENT	
2	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	137,85 \$
03 – 12	CAPITALE NATIONALE – CHAUDIÈRE-APPALACHES	
4	MAURICIE	96,62 \$
5	ESTRIE	
8	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	
9	CÔTE-NORD	
10	NORD DU QUÉBEC	
11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	
13	LAVAL	
14	LANAUDIÈRE	
15	LAURENTIDES	281,30 \$
16	MONTÉRÉGIE	
17	CENTRE-DU-QUÉBEC	
TOTAL		515,77 \$

G.30 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION EN 2012-2013, 2013-2014 ET 2014-2015 :

- A. LES COÛTS RELIÉS AU TRAITEMENT ET RÉPONSES AUX DEMANDES D'ACCÈS;
- B. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION;
- C. LE NOMBRE TOTAL DE DEMANDES REÇUES;
- D. LE NOMBRE DE REFUS (EN PRÉCISANT, PAR CATÉGORIE, LES RAISONS ET/OU ARTICLES DE LA LOI INVOQUÉS POUR LE REFUS);
- E. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS;
- F. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS;
- G. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES HORS DÉLAI.

L'INFORMATION CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION SERA PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL 2014-2015 DES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.31 LA LISTE DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFÉES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2014-2015 :

- A. LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.);
- B. LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES;
- C. LE NOMBRE DE RENCONTRES;
- D. LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE.

LA MINISTRE DE LA JUSTICE N'A PAS D'ADJOINT PARLEMENTAIRE.

G.32 LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2014-2015 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SecrÉTARIAT DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.33 LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET DES GELS DE CRÉDITS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015 ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.34 TEL QUE LE MENTIONNE LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS, L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2015-2016.

L'INFORMATION CONCERNANT LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS SERA PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL 2014-2015 DES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.35 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2014-2015 ET LES PRÉVISIONS 2015-2016.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.36 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2013-2014 ET EN 2014-2015, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016 ET 2016-2017, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRES, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

MINISTÈRE

1. AIDE JURIDIQUE

L'ENTENTE ACTUELLE SIGNÉE LE 26 MARS 2013 S'APPLIQUE DU 1^{ER} AVRIL 2012 AU 31 MARS 2017. SELON CETTE ENTENTE, LA CONTRIBUTION ANNUELLE MAXIMALE AU QUÉBEC POUR « L'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE POUR LES ADULTES ET LES ADOLESCENTS, L'AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET AUX RÉFUGIÉS, AINSI QUE LES AVOCATS DÉSIGNÉS PAR LE TRIBUNAL DANS LES POURSUITES FÉDÉRALES » EST CALCULÉE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2014-2015 EN FONCTION DES ÉLÉMENTS SUIVANTS :

A. CONTRIBUTION FÉDÉRALE « A » POUR L'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE OU L'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE "A" EST CALCULÉE EN FONCTION DE DEUX ENVELOPPES

LE MONTANT MAXIMAL À VERSER À MÊME L'ENVELOPPE 1 DE LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE "A" POUR UN EXERCICE FINANCIER A ÉTÉ CALCULÉ COMME SUIVIT:

- LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE SERA ÉGALE A SOIXANTE-CINQ POUR CENT (65%) DE LA CONTRIBUTION ACCORDÉE AU QUÉBEC DANS L'EXERCICE 2001-2002 AU TITRE DES AFFAIRES DE DROIT CRIMINEL ET DES AFFAIRES RÉGIES PAR LA *LOI SUR LES JEUNES CONTREVENANTS*.

PLUS

- LA CONTRIBUTION PAR HABITANT MULTIPLIÉE PAR LA POPULATION DU QUÉBEC AU 1^{ER} AVRIL 2005, SELON LE STATISTICIEN EN CHEF DU CANADA.

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE "A" MAXIMALE PAYABLE AU QUÉBEC À MÊME L'ENVELOPPE 2 POUR L'EXERCICE FINANCIER A ÉTÉ CALCULÉE SELON QUATRE VARIABLES ASSORTIES DES FACTEURS DE PONDÉRATION SUIVANTS:

- POPULATION RURALE INFÉRIEURE À 1 000 HABITANTS – FACTEUR DE PONDÉRATION DE TRENTE POUR CENT (30%)
- POPULATION AUTOCHTONE TOTALE SELON LE RECENSEMENT DU CANADA – FACTEUR DE PONDÉRATION DE VINGT POUR CENT (20%)
- NOMBRE DE PERSONNES INculpÉES EN VERTU DU *CODE CRIMINEL* ET DE LA *LOI RÉGLEMENTANT CERTAINES DROGUES ET AUTRES SUBSTANCES* – FACTEUR DE PONDÉRATION DE QUARANTE-CINQ POUR CENT (45%)
- CONTRIBUTION DU QUÉBEC À L'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE – FACTEUR DE PONDÉRATION DE CINQ POUR CENT (5%)

SELON LES CHIFFRES POUR CHAQUE VARIABLE DISPONIBLES AU 31 MARS 2001.

B. CONTRIBUTION FÉDÉRALE « B » POUR L'AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET AUX RÉFUGIÉS

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE "B" EST CALCULÉE SELON LES SEPT VARIABLES SUIVANTES

- DEMANDES PRINCIPALES DÉFÉRÉES À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ
- ENQUÊTES D'ADMISSION COMPLÉTÉES
- CONTRÔLES DE LA DÉTENTION COMPLÉTÉS
- APPELS CONCERNANT UNE MESURE DE RENVOI FINALISÉS
- APPELS INTERJETÉS PAR LE MINISTRE FINALISÉS
- AUTORISATIONS DE CONTRÔLE JUDICIAIRE DEMANDÉES
- AUTORISATIONS DE CONTRÔLE JUDICIAIRE ACCORDÉES

L'ENTENTE PRÉVOIT QUE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EFFECTUE DES PAIEMENTS PROPORTIONNELS TRIMESTRIELS, CONDITIONNELS À LA TRANSMISSION DES RAPPORTS EXIGÉS À L'ENTENTE. CEPENDANT, POUR L'EXERCICE 2014-2015, AUCUN MONTANT N'A ENCORE ÉTÉ REÇU DU FÉDÉRAL. CETTE SITUATION PERDURERA AUSSI LONGTEMPS QU'UN CONSENSUS N'AURA PAS ÉTÉ OBTENU PAR TOUTES LES PROVINCES À PROPOS DE LA NOUVELLE FORMULE DE DISTRIBUTION QUI DOIT ÊTRE ÉTABLIE POUR LA RÉPARTITION DE LA CONTRIBUTION DU CANADA.

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE POUR 2014-2015 EST ESTIMÉE À 26 053 490 \$.

LES DÉPENSES AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL SONT ENCOURUES PAR LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES.

2. PROGRAMME D'ASSISTANCE PARAJUDICIAIRE AUX AUTOCHTONES

UNE NOUVELLE ENTENTE, D'UNE DURÉE DE 5 ANS, A ÉTÉ RECONDUITE EN NOVEMBRE 2013. CETTE ENTENTE COUVRE LES EXERCICES 2013-2014 À 2017-2018. LE NIVEAU DE FINANCEMENT MAXIMUM DU FÉDÉRAL, EN VERTU DE CETTE NOUVELLE ENTENTE, EST DE 529 694 \$.

L'ENTENTE PRÉVOIT LE PARTAGE DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC POUR SOUTENIR L'ORGANISME QUI DISPENSE LES SERVICES DE CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES AUPRÈS DES AUTOCHTONES.

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC A VERSÉ EN 2014-2015 UNE SUBVENTION DE 1 185 600 \$ À L'ORGANISME DISPENSANT CES SERVICES. LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA CONTRIBUE DONC À 50 % DE CETTE DÉPENSE JUSQU'À CONCURRENCE DU MONTANT MAXIMAL PRÉVU, SOIT 529 694 \$.

DÉTAIL DES VERSEMENTS PERÇUS À CE JOUR:

1. 2015-02-03	264 847 \$
2. 2015-03-18	211 878 \$

3. ENTENTE RELATIVE AUX MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE

CETTE ENTENTE QUI COUVRE LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015 PRÉVOIT UN FINANCEMENT DU FÉDÉRAL DANS LE CADRE DU FONDS DE SOUTIEN DES FAMILLES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA, AFIN DE DÉFRAYER UNE PARTIE DES COÛTS ASSOCIÉS AUX MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE. L'APPORT DU FÉDÉRAL SERT PRINCIPALEMENT À FINANCER LES HONORAIRES DES MÉDIATEURS IMPLIQUÉS DANS LE PROGRAMME DE MÉDIATION FAMILIALE ET LES RECHERCHES EN MATIÈRE FAMILIALE.

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE PRÉVUE POUR 2014-2015 EST DE 2 742 188 \$. CE MONTANT N'EST PAS ENCORE PERÇU À CE JOUR.

IL FAUT CEPENDANT MENTIONNER QUE CE MONTANT SERA RÉPARTI ENTRE LE FONDS ACCÈS JUSTICE (2 499 143 \$) QUI ASSUME DÉSORMAIS LE VOLET "MÉDIATION FAMILIALE" ET LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE (243 045 \$) POUR LE VOLET "RECHERCHE".

4. INFORMATIONS CONCERNANT LES SENTENCES

LE CANADA ET LE QUÉBEC ONT CONCLU LE 15 MAI 1995 UNE ENTENTE PAR LAQUELLE LE QUÉBEC TRANSMET AU CANADA LA DOCUMENTATION RELATIVE AUX SENTENCES QUI EST REQUISE DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE GESTION DE LA PEINE ET DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES. L'ENTENTE S'APPLIQUE À TOUTE PERSONNE CONDAMNÉE AU QUÉBEC À PURGER UNE SENTENCE D'INCARCÉRATION DANS UN PÉNITENCIER.

LE CANADA REMBOURSE UN MONTANT FIXE AU QUÉBEC POUR LES DÉPENSES ASSUMÉES POUR LE REPIQUAGE DES CASSETTES. CE MONTANT, INITIALEMENT FIXÉ À 18 \$ PAR CASSETTE LORS DE LA SIGNATURE DE L'ENTENTE EN 1995, EST INDEXÉ LE 1^{ER} AVRIL DE CHAQUE ANNÉE ET S'ÉLÈVE À 25,88 \$ POUR L'EXERCICE 2014-2015.

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2014-2015 EST ESTIMÉE À 58 000 \$.

DÉTAIL DES VERSEMENTS PERÇUS À DATE:

1. 2014-06-05	5 952,40 \$
2. 2014-07-04	5 486,56 \$
3. 2014-07-24	4 321,96 \$
4. 2014-08-12	3 545,56 \$
5. 2014-09-12	3 882,00 \$
6. 2014-10-10	5 201,88 \$
7. 2014-11-24	5 176,00 \$
8. 2014-12-15	5 926,52 \$
9. 2015-01-19	3 364,40 \$
10. 2015-02-18	5 693,60 \$
11. 2015-03-13	4 580,76 \$

5. ENREGISTREMENT DES ACTIONS EN DIVORCE

L'ACCORD PRÉVOIT QUE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA REMET À LA PROVINCE 3,00 \$ POUR CHAQUE DEMANDE EN DIVORCE DÉPOSÉE AU QUÉBEC.

AVANT 2014-2015, LE QUÉBEC FAISAIT PARVENIR AU BUREAU D'ENREGISTREMENT DES ACTIONS EN DIVORCE LES FORMULAIRES AINSI QUE LES PAIEMENTS DU DROIT FÉDÉRAL ÉTABLI À 10,00 \$. À CHAQUE TRIMESTRE, LE FÉDÉRAL REMBOURSAIT À LA PROVINCE 3 \$ PAR DEMANDE D'ENREGISTREMENT REÇUE. DEPUIS 2014-2015, LE QUÉBEC ENCAISSE ET CONSERVE LES DROITS EXIGÉS (10 \$) ET TRANSMET LES FORMULAIRES AU FÉDÉRAL. AUX 3 MOIS, CE DERNIER FACTURE LA PROVINCE, QUI REMET ALORS 7 \$ PAR DEMANDE D'ENREGISTREMENT.

LES PERSONNES ADMISSIBLES À L'AIDE JURIDIQUE SONT EXEMPTÉES DU PAIEMENT DE CE DROIT.

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE POUR 2014-2015 EST ESTIMÉE À 30 000 \$.

6. ENTENTE POUR LES COURS DE LANGUE ANGLAISE POUR LES JUGES

CETTE ENTENTE PRÉVOIT UNE CONTRIBUTION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA D'UN MONTANT MAXIMAL DE 108 000 \$ POUR DÉFRAYER UNE PARTIE DES DÉPENSES ENCOURUES PAR LE QUÉBEC POUR LA PARTICIPATION DES JUGES À DES COURS SEMI-PARTICULIERS, INTENSIFS OU D'IMMERSION EN ANGLAIS JURIDIQUE.

POUR L'EXERCICE 2014-2015, UN MONTANT DE 108 000 \$ SERA REMBOURSÉ À LA PROVINCE EN VERTU DE CET ACCORD.

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

ENTENTE AVEC LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE FÉDÉRAL PORTANT SUR LA GESTION DES HONORAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE DE DOSSIERS DE JURIDICTION FÉDÉRALE : (DU 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015)

FRAIS D'ADMINISTRATION (15%) : 8 177 \$

SOMME REÇUE EN GUISE DE FRAIS D'ADMINISTRATION À TITRE D'AGENT PAYEUR DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL POUR DES HONORAIRES ET DÉBOURS PAYÉS À DES AVOCATS AYANT AGI DANS DES PROCÈS CRIMINELS DE JURIDICTION FÉDÉRALE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SUBVENTIONS VERSÉES À UNE CATÉGORIE DE BÉNÉFICIAIRES AU SEIN DE SÉCURITÉ PUBLIQUE CANADA, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) A OBTENU UN FINANCEMENT DE 84 187,93 \$ POUR LE SYSTÈME NATIONAL DE REPÉRAGE, ET CE, POUR L'EXERCICE FINANCIER 2014-2015.

SÉCURITÉ PUBLIQUE CANADA ACCORDE CE FINANCEMENT DANS LE BUT D'ACCROÎTRE LA CAPACITÉ DES PROVINCES ET DES TERRITOIRES, D'IDENTIFIER ET DE RETRACER DES DÉLINQUANTS VIOLENTS À RISQUE ÉLEVÉ SUSCEPTIBLES DE NUIRE À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.

ÉGALEMENT, UN ACCORD RELATIF À L'ADMINISTRATION DE LA *LOI SUR LES CONTRAVENTIONS* (2013) A ÉTÉ CONCLU ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, LE 6 MAI 2013, POUR LEQUEL LE DPCP RECEVRA UN REMBOURSEMENT DE 316 925 \$ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2014-2015.

CET ACCORD PRÉVOIT NOTAMMENT LA POURSUITE DES CONTRAVENTIONS, L'IMPOSITION ET L'EXÉCUTION DU PAIEMENT DES AMENDES ET DES FRAIS AFFÉRENTS AUX CONTRAVENTIONS COMMISES DANS LA PROVINCE AINSI QUE SUR LE PARTAGE AVEC CETTE PROVINCE DES AMENDES ET DES FRAIS PERÇUS QUI ONT ÉTÉ IMPOSÉS EN VERTU DE LA *LOI SUR LES CONTRAVENTIONS*.

PAR AILLEURS, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE CANADA-QUÉBEC POUR LES SERVICES EN LANGUE ANGLAISE 2013-2014 À 2014-2015, LE DPCP RECEVRA UN REMBOURSEMENT D'ENVIRON 20 000 \$ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2014-2015. CETTE ENTENTE PERMET AUX PROCUREURS DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, AUX GESTIONNAIRES DE MÊME QU'AU PERSONNEL DE SOUTIEN D'AMÉLIORER L'ACCÈS À L'INFORMATION PAR LA TRADUCTION DU FRANÇAIS VERS L'ANGLAIS DE DOCUMENTS JURIDIQUES ET DE LETTRES.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

G.37 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

PRIMES AU RENDEMENT DES BONIS	MJO ¹	SCF	FAJ	CDPDJ	FARC ²	CSJ	TAQ	BAVAC	CJA	FDR	DPCP
TOTAL	170 377,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	5 465,38 \$	0,00 \$	7 634,11 \$	0,00 \$	0,00 \$	9 495,21 \$	57 500,00 \$

1 - SOURCE : SAGIP DONNÉES POUR 2014-2015, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION

2 - SOURCE : SAGIR, 12 JUIN 2014

G.38 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.

PRIMES DE DÉPART ET BRIS DE CONTRAT	MJO	SCF	FAJ	CDPDJ	FARC	CSJ	TAQ	BAVAC	CJA	FDR	DPCP
TOTAL	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

G.39 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.40 POUR 2014-2015, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU' AUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE ? POUR CHAQUE PERSONNE :

- A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;
- B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS ET PRÉCISER LE MONTANT TOTAL DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

IL N'Y A PAS DE CADRE, DE DIRIGEANT OU DE SOUS-MINISTRE QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION SANS EXERCER DE FONCTION.

G.41 POUR 2014-2015, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, AYANT ÉTÉ DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS À LA SUITE DU CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT ? POUR CHAQUE PERSONNE :

- A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;
 - B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS;
 - C. BONI OU PRIME RELIÉ AU DÉPLACEMENT DE LA FONCTION.
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.42 LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉES À CES PERSONNES.

MINISTÈRE

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS	HONORAIRES
COMITÉ MINISTÉRIEL DU PLAN NORD	COMPOSÉ DE 14 MINISTRES, LE COMITÉ A COMME MANDAT DE RELANCER LE PLAN NORD DE TOUTES SES DIMENSIONS, ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES	ME STÉPHANIE VALLÉE	
COMITÉ DIRECTEUR DU PLAN NORD	COMPOSÉ DES SOUS-MINISTRES (OU SMA) DES MINISTÈRES DONT LES MINISTRES SIÈGENT SUR LE COMITÉ MINISTÉRIEL DU PLAN NORD. IL ASSURE UNE COHÉSION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT NORDIQUE.	ME NATHALIE G. DROUIN	
COMITÉ DE LA RÉMUNÉRATION DES JUGES (COMITÉ CLAIR 2013-2016)	ÉVALUER SI LES TRAITEMENTS, LES RÉGIMES DE RETRAITE ET LES AVANTAGES SOCIAUX DES JUGES SONT ADÉQUATS.	MICHEL CLAIR ANDRÉ FORGET PIERRE A. MICHAUD CLAIRE L'HEUREUX DUBÉ JULIE GOSSELIN	1 500 \$/JOUR POUR LE PRÉSIDENT 1 200 \$/JOUR POUR LES AUTRES MEMBRES (2014-2015 : AUCUNE SOMME DE DÉBOURSÉE)

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

NOM DU COMITÉ	REPRÉSENTANTS	MANDAT	HONORAIRES
COMITÉ CONSULTATIF SUR LES RÈGLES D'ENCADREMENT DU LOBBYISME	<ul style="list-style-type: none"> • SUZANNE POTVIN PLAMONDON (DRC) • CÉLINE HÉTU (DRC) • ISABELLE GASSE (DRC) 	CONTRIBUER À L'ÉVOLUTION DES RÈGLES D'ENCADREMENT DU LOBBYISME, Y COMPRIS LES QUESTIONS RELATIVES AU REGISTRE DES LOBBYISTES.	N/A
	<ul style="list-style-type: none"> • 5 REPRÉSENTANTS DES LOBBYISTES • 4 TITULAIRES DE CHARGE PUBLIQUE • 2 EXPERTS • 3 REPRÉSENTANTS DU BUREAU DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME, DONT LE COMMISSAIRE 		
COMITÉ RELATIF À L'ÉTUDE SUR LE CHIFFREMENT DES DONNÉES TRANSMISES OU HÉBERGÉES DANS LE NUAGE	<ul style="list-style-type: none"> • MARILÈNE GALLIEN (DRC) • CAROLE FERRON (DRC) • KRISTIAN ZIDAROV (DRC) 	FORMULER DES COMMENTAIRES SUR L'ÉTUDE SUR LE CHIFFREMENT DES DONNÉES TRANSMISES OU HÉBERGÉES DANS LE NUAGE, PRÉPARÉE PAR M ^E NICOLAS VERMEYS DU CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC.	N/A
	<ul style="list-style-type: none"> • PATRICK GINGRAS (DAJ-MRI) • MATHIEU TREMBLAY ET JEAN RHÉAUME (SCT) • DAVE TANGUY (MDDELCC) 		
GROUPE DE TRAVAIL ET DE CONCERTATION DES M/O EN MATIÈRE JURIDICO-TECHNOLOGIQUE	<ul style="list-style-type: none"> • LISE CADORET (DRC) • MARYLÈNE GALLIEN (DRC) 	CE GROUPE DE TRAVAIL VISE LA CIRCULATION DE L'INFORMATION AINSI QUE LE PERFECTIONNEMENT ET LE TRANSFERT DE CONNAISSANCES CONCERNANT LE DROIT DES TI.	N/A
	<ul style="list-style-type: none"> • PATRICK GINGRAS (DAJ-MRI) • STÉPHANIE GAUVIN ET MYRIAM CYR (DAJ-DESS) • CAROLINE DOUCET (MJQ-DGSJR) • PLUSIEURS AUTRES JURISTES 		

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS	HONORAIRES
COMITÉ D'EXAMEN DE LA RECEVABILITÉ DES PLAINTES	EXAMINER LA RECEVABILITÉ DES PLAINTES.	NORMAND BOLDUC ROBERT CÔTÉ SUZANNE DANINO SANTINA DI PASQUALE SIMON JULIEN MATHIEU PROULX PATRICK SIMARD	AUCUN.
COMITÉ DE RELECTURE	RELEVÉ LES DÉCISIONS DU COMITÉ D'EXAMEN DE LA RECEVABILITÉ DES PLAINTES.	NORMAND BOLDUC SANTINA DI PASQUALE PATRICK SIMARD NATHALIE DIAMOND	AUCUN.
COMITÉ POUR LA RÉVISION DES LETTRES TYPES DU CONSEIL	RÉVISER LES LETTRES TYPES UTILISÉES PAR LE CONSEIL.	NORMAND BOLDUC NATHALIE DIAMOND SIMON JULIEN MICHEL MARCHAND LOUIS MORIN PATRICK SIMARD	AUCUN.
COMITÉ D'ENQUÊTE – DOSSIER 691	FAIRE ENQUÊTE SUR LA PLAINTÉ.	ALAIN TURCOTTE MARIE AUGER ANNE MAILFAIT	AUCUN.
COMITÉ D'ENQUÊTE – DOSSIER 697	FAIRE ENQUÊTE SUR LA PLAINTÉ.	LOUIS MORIN SIMON JULIEN SANTINA DI PASQUALE	AUCUN.
COMITÉ D'ENQUÊTE – DOSSIER 699	FAIRE ENQUÊTE SUR LA PLAINTÉ.	MATHIEU PROULX ANTOINE ROUMI MICHELINE LECLERC	AUCUN.
COMITÉ D'ENQUÊTE – DOSSIER 703	FAIRE ENQUÊTE SUR LA PLAINTÉ.	NANCY CHAMBERLAND NORMAND BOLDUC MARIE BEAUDOIN	AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS	HONORAIRES
COMITÉ DE LA RÉMUNÉRATION DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	ÉVALUER, TOUS LES QUATRE ANS, SI LA RÉMUNÉRATION, LES RÉGIMES COLLECTIFS, LES CONDITIONS DE TRAVAIL QUI ONT DES INCIDENCES PÉCUNIAIRES, CELLES QUI CONCERNENT LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES AINSI QUE L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL SONT ADÉQUATS. LE RAPPORT DU COMITÉ EST DÉPOSÉ PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE QUI PEUT APPROUVER, MODIFIER OU REJETER, EN TOUT OU EN PARTIE, LES RECOMMANDATIONS.	M ^E MICHEL BOUCHARD M ^{ME} MADELEINE PAULIN M. ANDRÉ ROCHON	1 500 \$ PAR JOUR 1 200 \$ PAR JOUR 1 200 \$ PAR JOUR

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS	HONORAIRES
COMITÉ CONSULTATIF SUR LES RECOMMANDATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	COMITÉ CONSULTATIF MIS EN PLACE AFIN DE METTRE EN ŒUVRE LES TROIS PREMIÈRES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ÉMISES DANS LE CADRE DE SA VÉRIFICATION PARTICULIÈRE «ATTRIBUTION D'UN CONTRAT DE SERVICE PROFESSIONNELS PAR LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC»	MATHIEU PROULX NICHOLAS FRENETTE BÉLAND DIANE GIRARD * LOUIS SORMANY * LOUIS CORMIER MARIE CHAREST DANIELLE ALLARD	180 \$/HEURE

NOTE 1 : LES HONORAIRES VERSÉS SONT POUR LES PERSONNES INDIQUÉES PAR UN *, LES AUTRES PARTICIPANTS SONT TOUS JUGES OU EMPLOYÉS DU TAQ.

G.43 POUR LA PRÉPARATION DES PROJETS DE LOI, DES POLITIQUES, DES STRATÉGIES OU DES CONSULTATIONS GOUVERNEMENTALES, INDIQUER, POUR CHAQUE TYPE, SI UNE ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ A ÉTÉ REQUISE PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET AUPRÈS DES PARTENAIRES. LE CAS ÉCHÉANT, POUR CHACUN DES TYPES VISÉS, FOURNIR LA LISTE DES PARTENAIRES ENGAGÉS AINSI QUE LADITE ENTENTE.

CETTE QUESTION SEMBLE NON PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.44 COÛTS DE RECONDUCTION DES PROGRAMMES EXISTANTS : LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2015-2016. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2014-2015, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2015-2016, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.45 LISTE DES SITUATIONS EN 2014-2015 OÙ S'EST APPLIQUÉ LE PRINCIPE DU CRAN D'ARRÊT, TEL QU'IL EST DÉFINI DANS LE BUDGET DE DÉPENSES 2014-2015. INDIQUER LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTE MAJORATION APPORTÉE À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.46 NOMBRE DE FONCTIONNAIRES OU ETC AFFECTÉS A L'ÉLABORATION ET A LA MISE EN OEUVRE DU PLAN NORD POUR 2014-2015 ET PRÉVISION POUR 2015-2016.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ DU PLAN NORD POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES POUR L'ANNÉE 2014-2015 SEULEMENT.

G.47 VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ À L'ÉLABORATION ET À LA MISE EN OEUVRE DU PLAN NORD POUR 2014-2015 ET PRÉVISION POUR 2015-2016.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ DU PLAN NORD POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES POUR L'ANNÉE 2014-2015 SEULEMENT.

G.48 PORTRAIT GLOBAL ET MONTANT GLOBAL DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2014-2015 QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS SUITE À UNE DÉLÉGATION DU POUVOIR DU DIRIGEANT DE L'ORGANISME D'AUTORISER UNE DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS.

INDIQUER SI OUI OU NON LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME COMPILE CETTE INFORMATION ET SOUS QUEL FORMAT.

SI OUI, FOURNIR LA LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) EN INDIQUANT :

- A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;
- B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME TOUCHÉ(E);
- C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT;
- D. LE MONTANT ACCORDÉ;
- E. LE NOM DE LA PERSONNE AYANT AUTORISÉ LA DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE;
- F. LES MOTIFS DE LA DEMANDE;
- G. TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.

CES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://WWW.SEAO.CA/](https://www.seao.ca/).

G.49 CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) ET CE, POUR 2012-2013, 2013-2014 ET 2014-2015 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016 :

- A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL);
- B. LES GRANDS DOSSIERS EN COURS;
- C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES;
- D. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.

MINISTÈRE

- A. LA DÉPENSE TOTALE POUR LE MJQ PRÉSENTÉE À LA PARI 2014-2015 S'ÉLÈVE À 39 716,5 K\$.
- B. LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD
(SITE INTERNET – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)
- D. VEUILLEZ RÉFÉRER À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.11.

FONDS DES REGISTRES

A. COÛTS PLANIFIÉS SELON PARI 2014-2015 (EN K\$)

ENCADREMENT	1 461,9
CONTINUITÉ	11 003,7
PROJETS	3 663,6
TOTAL BUDGÉTÉ EN RI	16 129,2

B. GRANDS DOSSIERS EN COURS

LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD (SITE INTERNET <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)

D. NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES

VEUILLEZ RÉFÉRER À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.11.

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE

- A. AUCUNE DÉPENSE EN INFORMATIQUE POUR LE SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE EN 2014-2015 SELON LA PLANIFICATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES.
- B. LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD
(SITE INTERNET – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)
- D. VEUILLEZ RÉFÉRER À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.11.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

- A. TOUTES LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE SONT ASSUMÉES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE;
- B. LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD
(SITE INTERNET – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)
- D. VEUILLEZ RÉFÉRER À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.11.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A.

ACTIVITÉS DU PLAN DIRECTEUR	DÉPENSES ET INVESTISSEMENT PRÉVUS (000 \$)
ACTIVITÉS D'ENCADREMENT	145,9
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	881,1
PROJETS (1)	218,0
TOTAL	1 245,7

B. LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD (SITE INTERNET – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>;

D. VEUILLEZ RÉFÉRER À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.11.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. 1 162 700 \$

B. LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD (SITE INTERNET – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>;

D. VEUILLEZ RÉFÉRER À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.11.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

A.

	CAPITALISABLE	OPÉRATIONS	TOTAL
ENCADREMENT	- k\$	609,6 k\$	609,6 k\$
CONTINUITÉ	254,5 k\$	5 038,9 k\$	5 293,4 k\$
PROJET	1 100,4 k\$	50,0 k\$	1 150,4 k\$
TOTAL	1 354,9 k\$	5 698,5 k\$	7 053,4 k\$

B. LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD (SITE INTERNET – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>;

D. VEUILLEZ RÉFÉRER À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.11.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A.

DÉPENSES RI 2014-2015	MONTANTS *
DÉPENSES NON CAPITALISABLES	2 452 700 \$
DÉPENSES CAPITALISABLES	972 700 \$
DÉPENSES TOTAL	3 425 400 \$

* SELON PARI 2014-2015

B. LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD (SITE INTERNET – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>

D. VEUILLEZ RÉFÉRER À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.11.

G.50

- A. POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2014-2015, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LA MASSE SALARIALE.
- B. POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2014-2015, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : DES INDEMNITÉS DE RETRAITE, S'IL Y A LIEU.

A. LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRE ET ORGANISMES.

MINISTÈRE

B. AUCUN.

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

B. AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

B. AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

B. AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

B. AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

B. L'INFORMATION N'EST PAS DISPONIBLE.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

B. AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

B. AUCUN.

G.51 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2014-2015, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE TAUX D'ABSENTÉISME.

VEUILLEZ VOUS RÉFÉRER AUX SOUS-QUESTIONS C. ET F. DE LA QUESTION G.15.

G.52 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, PORTRAIT COMPLET ET BILAN DÉTAILLÉ DES ACTIONS ENTREPRISES ET DES COMPRESSIONS RÉALISÉES À LA SUITE DE L'ANNONCE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR LE 25 NOVEMBRE 2014. PLUS PRÉCISÉMENT, FOURNIR L'INFORMATION RELATIVE AUX ACTIONS DANS LE CADRE :

- A. DU PLAN DE RÉDUCTION DES EFFECTIFS POUR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISANT UNE RÉDUCTION D'AU MINIMUM 2 % DE LEUR NIVEAU D'EFFECTIFS;
- B. DU CHANTIER SUR LA RÉVISION ET L'OPTIMISATION DES STRUCTURES ET DES ORGANISMES DE L'ÉTAT;
- C. D'AUTRES ACTIONS VISANT À LIMITER CERTAINS FACTEURS POUVANT CONTRIBUER À AUGMENTER LES DÉPENSES DE RÉMUNÉRATION;
- D. DE LA SUSPENSION DES BONIS DU PERSONNEL DE DIRECTION ET D'ENCADREMENT DES MINISTÈRES, DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET DES CABINETS MINISTÉRIELS.

FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.53 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LE DÉTAIL DES ACTIONS RÉALISÉES OU AMORCÉES EN 2014-2015 EN VUE D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS FIXÉS DANS LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

L'INFORMATION SERA PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL 2014-2015 DES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.54 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LA LISTE DE TOUS LES RAPPORTS (D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION, D'ENQUÊTE OU AUTRES), ÉTUDES, AVIS, ANALYSES, ETC., PRODUITS PAR LE MINISTÈRE OU COMMANDÉS À UN ORGANISME OU UNE FORME EXTERNE EN 2014-2015 EN INDIQUANT POUR CHACUN :

- A. LE SUJET;
- B. LA OU LES RAISONS POURQUOI IL A ÉTÉ PRODUIT OU COMMANDÉ;
- C. LES COÛTS RELIÉS À SA RÉALISATION;
- D. LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA FIRME EXTERNE, S'IL Y A LIEU.

PRÉCISER, POUR CHACUN, S'IL DÉCOULE D'UNE DEMANDE DU MINISTRE OU DU CABINET MINISTÉRIEL.

CETTE QUESTION SEMBLE NON PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.